

RAPPORT ANNUEL

2013

**INVESTISSEMENTS
ÉTRANGERS
CRÉATEURS D'EMPLOI
EN FRANCE**

« Au cours des dernières années, la France a fait des choix stratégiques et infrastructurels novateurs et radicaux en matière de technologie numérique. À cet égard, nous pensons que le marché français est porteur de fortes opportunités pour QVC et son offre multiplateforme. »

Steve Hofmann, Directeur Général de QVC Europe*

**QVC, leader du commerce en ligne multiplateforme à travers le monde, va prochainement s'implanter en région parisienne et envisage la création de 200 emplois au cours des deux premières années.*

05

Clé de lecture

06

Le contexte international

13

Typologie des investissements en 2013

33

Attractivité territoriale en 2013

53

Focus Innovation

69

Regards sur

121

Annexes

Clé de lecture

Comptabilisation des investissements étrangers

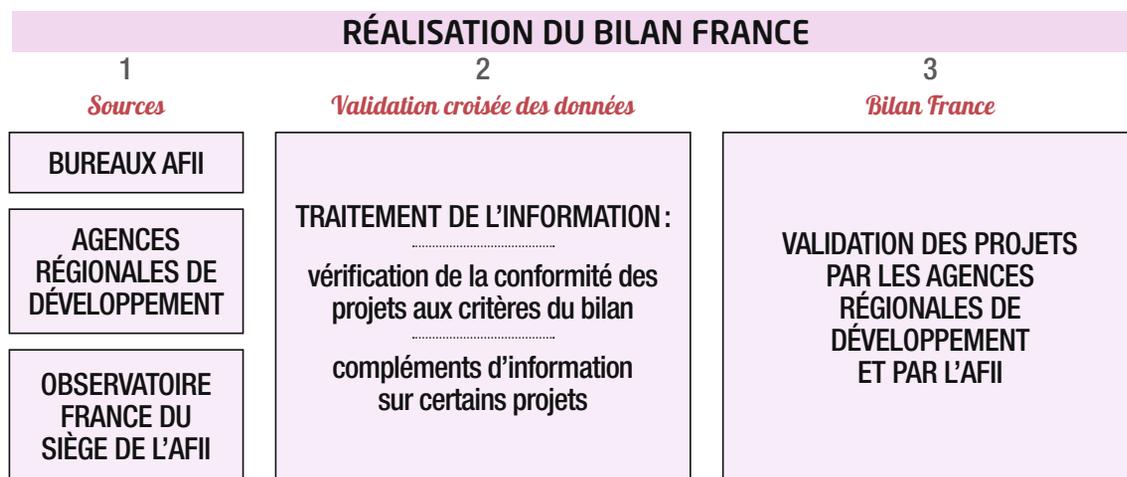
Élaboré depuis 1993, le « Bilan France » recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi. Il repose sur des annonces fermes et validées des projets et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil.

Le « bilan France » recense l'ensemble des projets d'investissement étranger qui créent ou maintiennent des emplois en France et comptabilise les emplois associés.

Sont pris en compte les projets créateurs d'au moins 10 emplois, à l'exception des primo-implantations pour les investisseurs non-européens ainsi que les projets à forte valeur ajoutée (recherche et développement, design, ingénierie, quartiers généraux, services aux entreprises (financiers, juridiques, formations...)), recensés dès le 1^{er} emploi.

Principe de validation unique des projets recensés au Bilan France

L'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée des informations entre les bureaux de l'AFII à l'étranger et les partenaires territoriaux, coordonnés par le siège de l'AFII. La prise en compte des projets au Bilan France suppose la validation de chaque région.



L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LE COMMERCE INTERNATIONAL ONT REPRIS AU SECOND SEMESTRE 2013. DANS CE CONTEXTE, LA ZONE EURO S'ENGAGE SUR LA VOIE DE LA REPRISE.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

La croissance mondiale reprend

Dans un contexte incertain, la croissance mondiale a atteint 3 % en 2013, contre 3,1 % l'année précédente (FMI, 2014). L'activité économique mondiale et le commerce international se sont renforcés au second semestre 2013.

La reprise dans les pays développés est plus rapide que prévue : la croissance du PIB en volume des pays développés en 2013 se stabilise autour de 1,3 %, contre 1,4 % en 2012. Alors que la zone euro a connu un recul de -0,4 %, la croissance s'est établie autour de 0,5 % pour l'Allemagne, 0,2 % pour la France, et 1,7 % pour le Royaume-Uni. En revanche, l'Italie et l'Espagne ont connu respectivement un recul de leur activité de -1,8 % et -1,2 %.

La croissance des économies émergentes et en développement a ralenti, pour atteindre 4,7 % en 2013. La croissance de la Chine est restée stable avec 7,7 % en 2013.

Les investissements étrangers créateurs d'emploi se maintiennent à des niveaux élevés

Après une croissance régulière des investissements à destination de l'Europe observée au lendemain de la crise financière, les investissements recensés ont connu un léger recul de 13 % par rapport à 2012¹. Pour l'année

2013, 2 905 projets d'investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe ont été recensés.

Avec 29 % des investissements créateurs d'emploi dans le monde, l'Europe est la deuxième région d'accueil derrière l'Amérique du Nord (31 %). Viennent ensuite l'Asie (22 %), l'Amérique latine (9 %), le Moyen-Orient (5 %) et l'Afrique (5 %)².

Selon les données de l'« Observatoire Europe » de l'AFII, la France s'est maintenue au second rang en Europe pour le nombre des investissements créateurs d'emploi en 2013, derrière le Royaume-Uni. Elle a accueilli 16 % des projets d'investissement destinés au marché européen.

L'attractivité de la France est reconnue par les investisseurs étrangers

64 % des investisseurs interrogés considèrent que la France est une destination attractive pour les investisseurs étrangers, contre 53 % en 2009.

Baromètre TNS Sofres 2013, La France vue de l'étranger, 700 répondants.

¹ Les estimations sont réalisées à partir des données de l'Observatoire Europe pour l'année 2013, AFII 2014.

² Ces estimations sont réalisées à partir des données de iDi Markets, 2013.

Répartition des projets d'investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe en 2013

Les six principaux pays d'accueil (Royaume-Uni, France, Allemagne, Espagne, Pologne, Irlande) représentent les 2/3 des investissements en Europe, en recul de 14,2 % en 2013 par rapport à 2012. Plus de la moitié des investissements en Europe sont des flux intra-européens. En dépit d'un recul (-11 %), les investisseurs américains réalisent 30,8 % du total des investissements.

La présence étrangère en Europe se porte sur les logiciels et prestations informatiques (18 %), le conseil-ingénierie (12 %), le transport,

le stockage (8 %), les constructeurs automobiles et équipementiers (7 %), les services financiers (7 %). Le secteur des logiciels et prestations informatiques reste le premier secteur des investissements étrangers, malgré une baisse de 12,5 %. À noter le recul important des investissements dans l'industrie agro-alimentaire (-26 %), le conseil, l'ingénierie et services opérationnels aux entreprises (-26 %), et l'énergie (-33 %). En revanche, on observe la croissance des investissements dans les secteurs de la chimie-plasturgie (+8 %), et du transport (+8 %).

Les entreprises étrangères privilégient les centres de décision (34 %) et les activités de production (26 %).

Un recul des investissements directs étrangers en 2013

Selon la CNUCED³, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu une hausse des flux d'IDE mondiaux de l'ordre de 11 % en 2013, pour atteindre 1 461 milliards de dollars. La part des flux d'IDE à destination des pays développés est restée faible pour la deuxième année consécutive (39 %), alors que celle des pays en développement progresse pour représenter 52 % des flux entrants mondiaux en 2013.

Les flux d'IDE à destination des pays développés auraient progressé de 12 % pour atteindre 576 Md USD. L'Union européenne connaît une baisse de 35 % des flux d'IDE entrants en 2012. Elle reste la deuxième région d'accueil des investissements, recevant 20 % des investissements mondiaux en 2013 et plus de la moitié de ceux destinés aux pays développés.

³UNCTAD, *Global Investments Trends Monitor*, N°15, January 2014.

Ces dernières années, les flux d'IDE à destination des pays de l'UE, ont été largement concentrés par quatre économies de taille relativement petites. Il s'agit de la Belgique, de l'Irlande, des Pays-Bas et du Luxembourg offrant une fiscalité particulièrement avantageuse aux entreprises – accueillent 41 % des investissements étrangers destinés à l'UE.

Les entrées d'IDE à destination des économies en développement (752 Md USD) ont progressé de 6 % en 2013. Avec 406 milliards de dollars, l'Asie reste la première région d'accueil des investissements dans le monde. Au sein des économies en développement, l'Amérique latine a connu une très forte progression (+17 %) et représente avec 294 milliards de dollars la troisième région d'accueil des investissements étrangers dans le monde.

Principales entreprises étrangères qui investissent en Europe (2008-2012)

Plus de 8 800 entreprises étrangères ont investi en Europe entre 2008 et 2012. La présence des entreprises étrangères se caractérise également par une forte diversité : les dix premières entreprises ne représentant que 3 % de l'ensemble des projets sur la période 2008-2012.

Avec plus de 60 projets recensés sur la période 2008-2012, le groupe allemand Siemens AG est le premier investisseur étranger en Europe. Le groupe investit principalement en Europe de l'Ouest. La France, l'Espagne et le Royaume-Uni sont les principales destinations de Siemens AG en Europe. Créé en 1847, ce groupe est maintenant présent en France depuis 160 ans. Avec ses 7 000 collaborateurs, Siemens AG compte sept sites industriels et sept centres de compétences et de recherche et développement en France.



INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORPORATION, un des leaders au monde en termes de dépôts de brevets, est le principal investisseur américain en Europe. Près de 60 nouveaux projets en Europe ont été recensés sur la période 2008-2012. Le groupe est très dynamique en Irlande, en France, en Pologne et au Royaume-Uni. IBM est présent en France depuis 1914 et compte aujourd'hui plus de 11 000 salariés.



GENERAL ELECTRIC COMPANY, est présent en France depuis 1972. Avec près de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011 et 11 000 salariés, le groupe est un acteur économique incontournable en France. General Electric compte en France six sites de production majeurs, six sièges européens et une filiale commune avec Snecma. Les investissements du groupe ont privilégié le Royaume-Uni et la France.



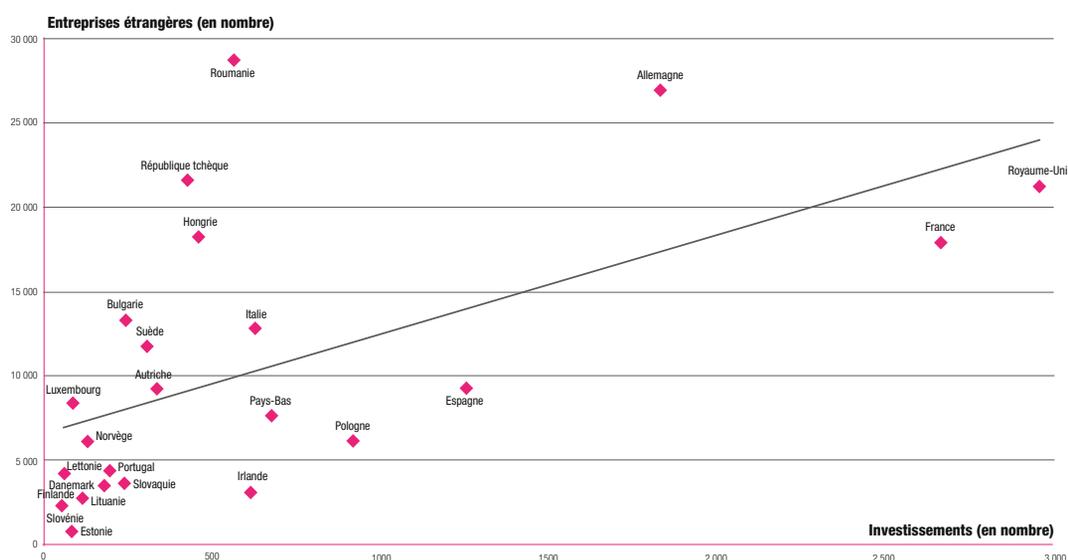
NESTLÉ S.A. est le principal groupe dans l'industrie agroalimentaire qui investit en Europe. Près de 50 projets d'investissement ont été recensés sur la période 2008-2012. Le groupe est particulièrement dynamique en France et en Espagne. L'implantation de Nestlé S.A. en France date de 1868 avec l'ouverture à Paris de l'Agence de vente des farines lactées suisses Henri Nestlé pour enfants en bas âge. Nestlé compte 29 sites industriels en France, et sur les 29 centres de recherche dont dispose le groupe, la France en accueille cinq. En France, la présence de Nestlé S.A. se confirme par de nombreuses décisions d'extension des sites de production.

ENTREPRISE MÈRE	PAYS D'ORIGINE	SECTEUR PRINCIPAL	PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL	NOMBRE DE PROJETS	CA MONDE (M\$)	EFFECTIF MONDE
Siemens	Allemagne	Électronique grand public	France, Espagne, Royaume-Uni	67	101 766	410 000
International Business Machines Corporation	États-Unis	Équipements électriques, électroniques, informatiques	Pologne, Irlande, France, Royaume-Uni	59	104 507	434 246
General Electric Company	États-Unis	Machines et équipements mécaniques Énergie	Royaume-Uni, France	58	147 359	305 000
Fedex Corporation	États-Unis	Transport, stockage	France, Italie, Allemagne	53	44 287	160 700
E. ON AG	Allemagne	Énergie, recyclage	Royaume-Uni, Suède	51	183 021	72 083
Deutsche Post AG	Allemagne	Transport, stockage	France, Royaume-Uni	47	75 039	428 129
Nestlé SA	Suisse	Agro-alimentaire	France, Espagne	47	100 979	339 000
Microsoft Corporation	États-Unis	Logiciels et prestations informatiques	Royaume-Uni, Espagne	46	77 849	99 000
EADS NV	Europe	Matériels aéronautiques	France	45	74 751	140 405
Deutsche Bahn AG	Allemagne	Transport, stockage	Autriche, Bulgarie, France	44	55 057	287 508

La taille du marché et les forces d'agglomération sont des déterminants essentiels dans les choix de localisation des entreprises étrangères qui investissent en Europe (2008-2012)

Sur la période 2008-2012, on observe une corrélation positive entre la taille du marché des pays européens et les flux des investissements étrangers. La taille du marché domestique de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni explique en grande partie l'attractivité de ces économies. Ces trois pays, qui représentent près de la moitié du PIB européen, accueillent près de la moitié des investissements étrangers destinés à l'Europe.

Sur la période 2008-2012, on observe une corrélation positive entre le stock des entreprises étrangères présentes sur un territoire donné et le flux des investissements étrangers. La probabilité de s'implanter en France, en Allemagne et au Royaume-Uni est d'autant plus forte que la présence étrangère dans ces pays est importante.



Internationalisation croissante des pays émergents

Les BRICS - Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud - continuent à être des acteurs croissants de l'IDE. Leur part actuelle dans les flux mondiaux d'IDE est de 22 %, soit le double de celle du niveau d'avant-crise. Ces cinq principales économies émergentes accueillent 322 milliards de dollars US en 2013, soit 21 % de plus qu'en 2012. Au sein des BRICS, l'Afrique du Sud a connu une progression particulièrement forte (+126 %).

Selon Goldman Sachs, les BRICS pourraient compter plus, en termes de PIB cumulé, que les économies du G7 en 2032. Le PIB de la Chine pourrait dépasser celui des États-Unis en 2025, le PIB par habitant ne représentant cependant qu'un quart de celui des États-Unis à cette date.

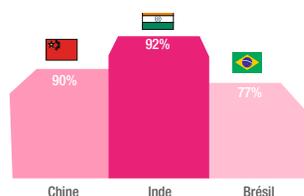
L'internationalisation des entreprises des économies émergentes est récente, mais soutenue et rapide. Après une première vague d'internationalisation inscrite sur une base régionale, ces entreprises ont renforcé leur présence sur les marchés mondiaux, dès le début des années 1990. La multiplication des opérations d'investissement à destination des pays développés s'observe depuis une dizaine d'années.

Aujourd'hui, plus de 80 entreprises des principales économies émergentes figurent parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales du classement international Forbes⁴. Elles étaient 41 en 2007, et 27 en 2003. Dans ce classement, Forbes répertoriait, en 2013, 31 entreprises chinoises, contre 4 en 2003, et 10 entreprises indiennes, contre 4 en 2003.

⁴ « Forbes Global 2000 » est un classement annuel des 2000 plus grandes entreprises mondiales, publié par le magazine américain Forbes. Ce classement est fondé sur quatre critères : le revenu, le résultat d'exploitation, l'actif comptable et la capitalisation boursière de la firme.

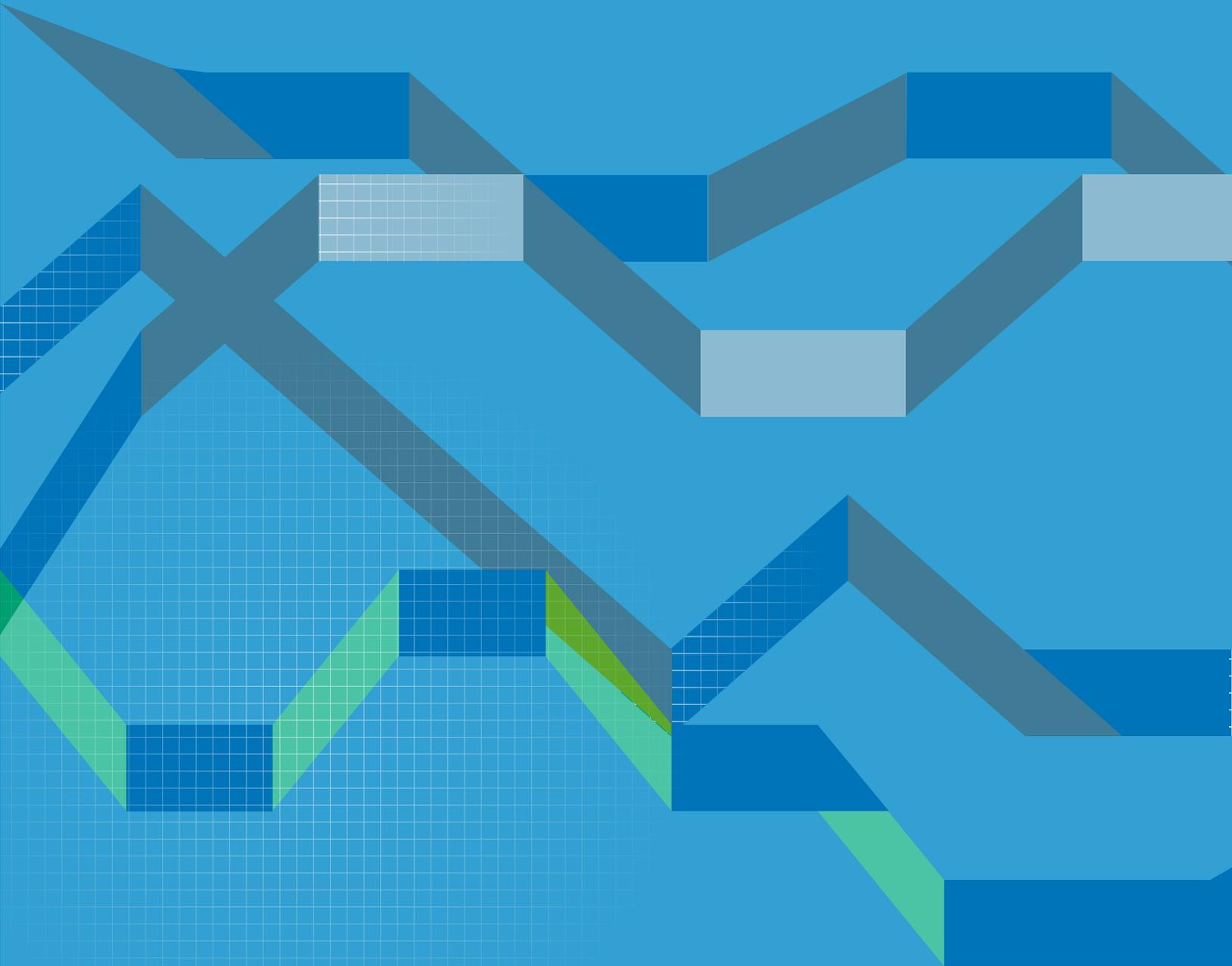
La perception positive de la France à l'égard des investisseurs des grands émergents est particulièrement forte

Diriez-vous que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers ?



Les investisseurs en provenance du Brésil, de l'Inde et de la Chine sont plus optimistes : une nette majorité considère que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers.

Baromètre TNS Sofres 2013, La France vue de l'étranger, 306 répondants.



Typologie des investissements en 2013

SYNTHÈSE 2013	14
PROJETS ET EMPLOIS L'attractivité du site France s'est maintenue	16
PAYS D'ORIGINE Les entreprises européennes en première ligne	18
FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT Les projets de recherche et développement se renforcent	21
SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR La part des investissements dans le secteur manufacturier reste prédominante	24
TYPE D'INVESTISSEMENT Les créations se maintiennent : signe de l'attractivité du site France	30

LA DYNAMIQUE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS CONCERNE L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES FRANÇAIS, MÊME SI LA FORCE D'ATTRACTION DES MÉTROPOLIS DOMINE.

SYNTHÈSE 2013

LES INVESTISSEURS TIRENT UN BILAN POSITIF DE LEUR INVESTISSEMENT EN FRANCE. LA CONFIANCE ACCORDÉE AU SITE FRANCE EST CONFIRMÉE: 72 % DES INVESTISSEURS INTERROGÉS TIRENT UN BILAN POSITIF DE LEUR INVESTISSEMENT EN FRANCE. PARMIS CETTE POPULATION, 33 % SOUHAITENT DÉVELOPPER LEURS ACTIVITÉS EN FRANCE EN 2013.*

685

NOUVEAUX PROJETS
D'INVESTISSEMENTS
ÉTRANGERS DÉCIDÉS EN 2013

29631

EMPLOIS
MAINTENUS OU CRÉÉS
EN FRANCE

146

NOUVELLES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES SE SONT
IMPLANTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE

Projets et emplois par pays d'origine

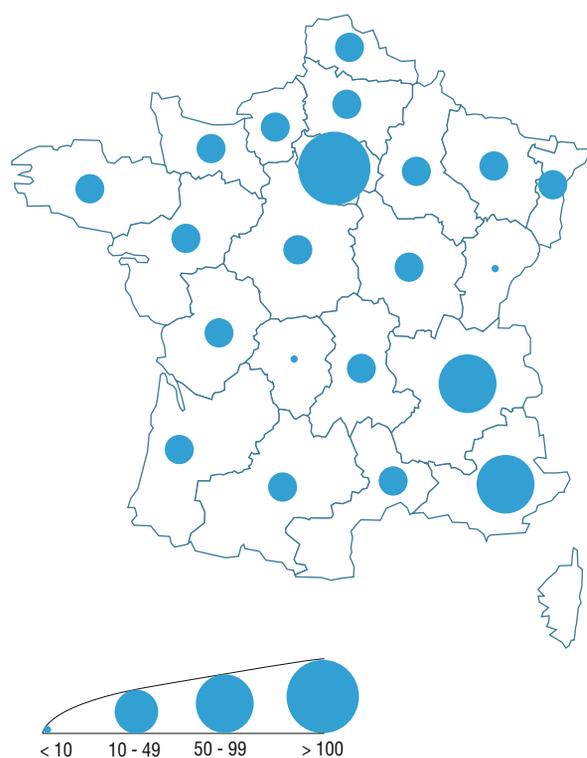
PAYS D'ORIGINE	PROJETS	EMPLOIS
États-Unis	122	5 575
Allemagne	106	3 641
Italie	64	2 458
Royaume-Uni	42	2 520
Belgique	37	1 933
Japon	35	993
Espagne	34	1 053
Chine	33	653
Suisse	29	824
Pays-Bas	28	870
Suède	21	1 196
Canada	18	322
Autriche	15	1 940
Luxembourg	11	554
Russie	9	225
Inde	8	251
Brésil	5	48
Finlande	5	88
Arabie Saoudite	4	162
Danemark	4	229
Émirats Arabes Unis	4	74
Irlande	4	220
Autres	47	3 802
TOTAL	685	29 631

Secteur d'activité de l'entreprise en 2013

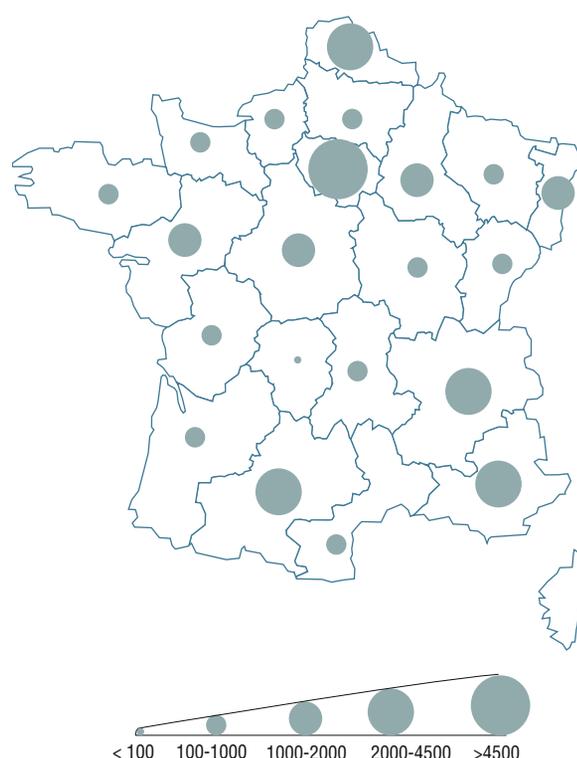
FONCTION	PROJETS	EMPLOIS
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	42	1 235
Machines et équipements mécaniques	42	1 490
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	41	3 446
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	40	1 775
Énergie, recyclage, autres services concédés	38	868
Équipements électriques, électroniques, informatiques	32	1 227
Chimie, plasturgie	31	2 145
Médicaments et biotechnologies appliquées	30	1 133
Métaux, travail des métaux	30	1 608
Constructeurs automobiles et équipementiers	27	1 588
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	17	1 096
Équipements médico-chirurgicaux	16	345
Ameublement et équipement du foyer	11	810
Composants électroniques	8	238
Électronique grand public	8	390
Parfums, cosmétiques	7	101
BTP, matériaux de construction	24	1 098
Total manufacturier	444	20 593
Logiciels et prestations informatiques	61	1 587
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	53	2 111
Commerce et distribution	41	1 585
Transport, stockage	31	989
Autres activités de services	24	1 126
Hôtellerie, tourisme et restaurant	19	1 343
Services financiers, bancaires et assurances	8	137
Opérateurs télécoms	4	160
Total services	241	9 038
TOTAL GÉNÉRAL	685	29 631

* Baromètre TNS Sofres 2013, La France vue de l'étranger, 700 répondants

Répartition régionale du nombre de projets en 2013



Répartition régionale du nombre d'emplois en 2013



Fonction servie par l'investissement en 2013

FONCTION	PROJETS	EMPLOIS
Centre de décision	170	4 423
<i>dont primo-implantation</i>	146	2 364
<i>dont QG Europe</i>	5	1 268
Logistique	33	1 477
Point de vente	58	3 328
Production / Réalisation	209	11 829
R&D, Ingénierie, Design	77	1 942
<i>dont R&D</i>	51	1 310
Services aux entreprises	110	4 616
Services aux particuliers	28	2 016
TOTAL	685	29 631

Type de l'investissement en 2013

TYPE	PROJETS	EMPLOIS
Création	341	10 506
Extension	260	11 855
Reprise-Extension	19	336
Reprise	65	6 934
TOTAL	685	29 631

L'ATTRACTIVITÉ DU SITE FRANCE S'EST MAINTENUE.

PROJETS ET EMPLOIS

Dans un contexte de ralentissement de la zone euro et de rééquilibrage budgétaire nécessaire, la France a maintenu son attractivité : elle a attiré, en 2013, 685 nouveaux projets d'investissement étrangers créateurs de 29 631 emplois. [Fig. 1 et 2]

Une taille moyenne des projets en hausse

Le nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet, de l'ordre de 43 en 2013, a progressé par rapport aux trois dernières années : 41 en 2010, 40 en 2011, 37 en 2012.

La hausse de la taille moyenne des projets s'explique principalement par :

→ La progression de la taille moyenne des projets dans les secteurs manufacturiers : 46 emplois en moyenne contre 38 pour les secteurs des services. On observe en particulier une taille moyenne des emplois dans le secteur de la chimie, plasturgie, et des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires nettement supérieure à la moyenne nationale : le nombre moyen d'emplois par projet est respectivement de 69 et de 84 contre 43 en moyenne ;

→ Le dynamisme du secteur des matériels aéronautiques, ferroviaires et navals, 1^{er} contributeur en termes d'emplois, est à l'origine de 15 % des emplois créés ;

→ La demande domestique de la France, 5^e économie mondiale, qui représente un atout structurel important qui se traduit par l'implantation de points de vente qui sont par nature intensifs en main-d'œuvre : ces activités

représentent 8 % des projets et 11 % des emplois en 2013 ;

→ Le nombre moins élevé des projets inférieurs à 20 emplois : 346 projets, soit 51 % de l'ensemble des projets, quand ils comptaient pour 58 % en 2012 et 54 % du total en 2011 ;

→ L'effet de la crise économique qui s'est traduit par une hausse des reprises de sites en difficulté. Ces investissements concernent en majorité des sites industriels dont le nombre moyen d'emplois est élevé.

Fig. 1

Évolution du nombre de projets depuis 2003

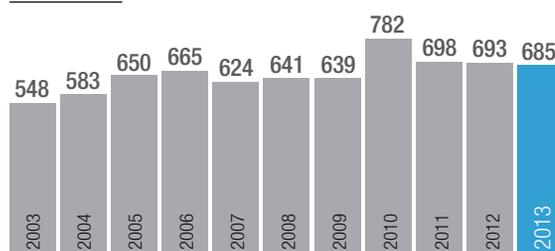
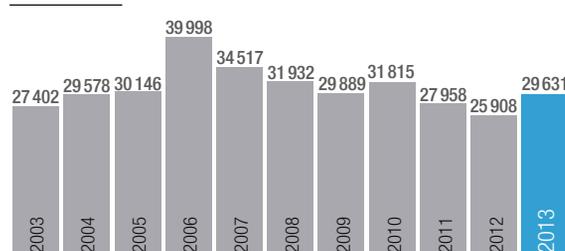


Fig. 2

Évolution du nombre d'emplois depuis 2003



Contribution croissante des entreprises de taille intermédiaire à l'emploi

En 2013, 40 % des projets sont portés par de grandes entreprises (plus de 5 000 salariés), 31 % par des entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés), et 29 % par des petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés).

Dans un contexte économique défavorable, 45 % des emplois induits par les ETI résultent de reprises de sites en difficulté. Sur le territoire français, cela s'est traduit par une proportion plus forte de reprises qui ont permis le maintien de plus de 4 000 emplois.

fig. 3

Répartition des projets selon les emplois créés ou maintenus

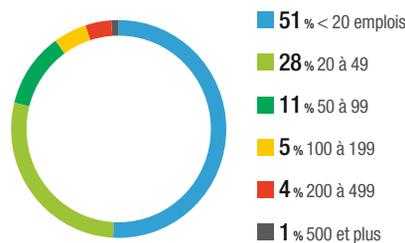
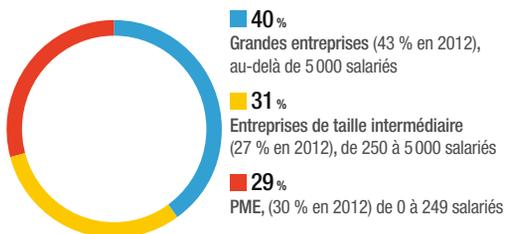


fig. 4

Répartition des projets en fonction de la taille de la société mère en 2013



ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Vorwerk Semco
Électronique grand public

L'allemand Vorwerk Semco emploie actuellement 225 personnes à Cloyes-sur-le-Loir (Eure-et-Loir) dans la région Centre. L'usine, un des quatre pôles industriels de l'entreprise allemande, est spécialisée dans la production du robot ménager Thermomix qui rencontre un grand succès en Europe.

La société a procédé à deux investissements cette année :
 • Début 2013, 16 millions d'euros ont été investis dans une extension de 1 200 mètres carrés et l'acquisition de machines supplémentaires, notamment des presses à injecter. « Pour répondre au surcroît de commandes, nous avons dû faire appel à une vingtaine de CDD et passer en rythme de travail sept jours sur sept. »
 • En septembre 2013, Vorwerk a procédé à un nouvel investissement de 1,5 million d'euros. Il s'agit d'un nouveau bâtiment de 1 250 mètres carrés pour sa logistique. 30 emplois ont été créés.



Kubota Corporation
Machines et équipements mécaniques

L'entreprise japonaise Kubota Corporation, spécialisée dans la fabrication de tracteurs agricoles a décidé, en décembre 2013, de s'implanter près de Dunkerque dans la région Nord-Pas-de-Calais. Nécessitant la mise en œuvre de 40 M€ d'investissements industriels, cette unité de production emploiera 140 personnes en 2017. D'une capacité de 3 000 tracteurs par an, cette unité permettra au groupe japonais d'accélérer son développement international.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PROVIENNENT DE 44 PAYS DIFFÉRENTS EN 2013 (39 EN 2007).

PAYS D'ORIGINE: LES ENTREPRISES EUROPÉENNES EN PREMIÈRE LIGNE

Dans un contexte de fort ralentissement de la croissance dans la zone euro, 61 % des investissements étrangers créateurs d'emploi décidés en France conservent une origine européenne. Cette part était de 57 % en 2012. Les entreprises venant d'Amérique du Nord comptent pour 21 % du total (contre 26 % en 2012), celles d'Asie pour 12 %. Le dynamisme des investissements en provenance de Chine observé depuis 2010 se confirme avec une progression de 6 % par rapport à 2012.

Les principaux pays d'origine

Cinq pays (États-Unis, Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Belgique) sont à l'origine de 54 % des investissements et emplois induits.

De nombreux pays européens affichent des résultats en hausse, parmi lesquels les Pays-Bas, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Belgique, la Suède et l'Autriche.

Les États-Unis se maintiennent au premier rang des investisseurs étrangers, malgré un recul du nombre de décisions d'investissement prises par des sociétés américaines (122 projets américains, contre 156 l'année précédente). Les États-Unis sont à l'origine de 18 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France. Par rapport à la structure des projets d'investissement américains, nous observons en 2013 une hausse des projets dans la fonction recherche et développement, ingénierie, design : avec 23 projets d'investissements, les États-Unis sont à l'origine de 29 % des décisions recensées dans cette fonction.

Projets par région d'origine

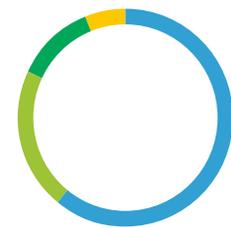
RÉGION D'ORIGINE	2011	2012	2013	ÉVOLUTION 2013	PART 2011	PART 2012	PART 2013
Europe	414	393	419	7 %	59 %	57 %	61 %
Amérique du Nord	173	179	141	-21 %	25 %	26 %	21 %
Asie	78	82	80	-2 %	11 %	12 %	12 %
Autres	33	39	45	15 %	5 %	6 %	7 %
TOTAL GÉNÉRAL	698	693	685	-1 %	100 %	100 %	100 %

Les principaux pays d'origine des investissements étrangers en France (2011-2013)

PAYS	2011	2012	2013	PART 2013	ÉVOLUTION	EMPLOIS
États-Unis	149	156	122	18 %	-22 %	5 575
Allemagne	120	113	106	15 %	-6 %	3 641
Italie	46	63	64	9 %	2 %	2 458
Royaume-Uni	36	36	42	6 %	17 %	2 520
Belgique	39	28	37	5 %	32 %	1 933
Japon	38	34	35	5 %	3 %	993
Espagne	27	33	34	5 %	3 %	1 053
Chine	23	31	33	5 %	6 %	599
Suisse	46	39	29	4 %	-26 %	824
Pays-Bas	20	24	28	4 %	17 %	870
Suède	26	17	21	3 %	24 %	1 196
Canada	24	23	18	3 %	-22 %	322
Autriche	15	9	15	2 %	67 %	1 940
Luxembourg	4		11	2 %	-	554
Russie	5	10	9	1 %	-10 %	225
Inde	12	9	8	1 %	-11 %	251
Brésil	4	3	5	1 %	67 %	48
Finlande	6	4	5	1 %	25 %	88
Arabie Saoudite	1	1	4	1 %	300 %	162
Danemark	11	6	4	1 %	-33 %	229
Autres	46	54	55	8 %	2 %	4 150
TOTAL	698	693	685	100 %	-1 %	29 631

Fig. 1

Répartition des projets par région d'origine en 2013



- 61 % Europe (57 % en 2012)
- 21 % Amérique du Nord (26 % en 2012)
- 12 % Asie (12 % en 2012)
- 7 % Autres (6 % en 2012)

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



John Deere

Machines et équipements mécaniques

John Deere recrute, investit et innove sur son site d'Arc-Lès-Gray (Haute-Saône) dans la région Franche Comté.

En Franche-Comté, la filiale du groupe John Deere spécialisée dans le machinisme agricole est implantée à Arc-les-Gray (Haute-Saône), où elle emploie 440 salariés. L'unité fabrique des presses à balles rondes de paille, dédiées à la récolte du fourrage, des chargeurs frontaux (manutention) et des faucheuses conditionneuses. La récente célébration des 175 ans du groupe américain était l'occasion pour son directeur et ses équipes de faire le point sur l'activité d'une entreprise qui surmonte la crise en multipliant les investissements et les innovations. 20 millions d'euros ont été investis sur cinq ans, sur les lignes de production mais aussi en recherche et développement. 250 brevets ont été déposés en dix ans, une démarche en partie favorisée par le crédit d'impôt recherche. Différents investissements ont été réalisés sur les chaînes de production. À l'instar d'une nouvelle ligne de soudure automatisée pour deux millions d'euros pour les chargeurs frontaux et un atelier peinture pour 1,5 million d'euros.



Wipro Limited

Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires

L'entreprise indienne, spécialisée dans l'étude et l'ingénierie pour l'aéronautique, a annoncé une extension.

Implanté en France depuis 2001, le bureau d'études et d'ingénierie a souhaité renforcer son ancrage dans l'agglomération toulousaine en Midi-Pyrénées, où il employait déjà une trentaine de salariés dans le secteur de l'aéronautique. L'ouverture de cette nouvelle agence à Blagnac a permis la création de 60 emplois.



Emmegi S.r.l.

Machines et équipements mécaniques

L'entreprise italienne, spécialisée dans la conception et la production de tapis roulants utilisés notamment dans les systèmes des remonte-pentes, s'est implantée pour la 1^{re} fois en France.

Le site de production s'est implanté à Briançon dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce projet a créé dix emplois. Emmegi souhaite développer son implantation en délocalisant l'ensemble de son activité dans cette région, particulièrement attractive pour les entreprises spécialisées dans les métiers de la montagne.

L'Allemagne demeure le premier pays d'origine européen, avec 106 projets d'investissement en 2013 (contre 113 en 2012). Le léger recul observé en 2013 s'explique en partie par le ralentissement des décisions d'investissement dans les services aux entreprises et aux particuliers. Cette baisse est en partie compensée par la progression des projets d'investissement dans la fonction production, qui avec 41 projets représente 39 % des investissements allemands en France.

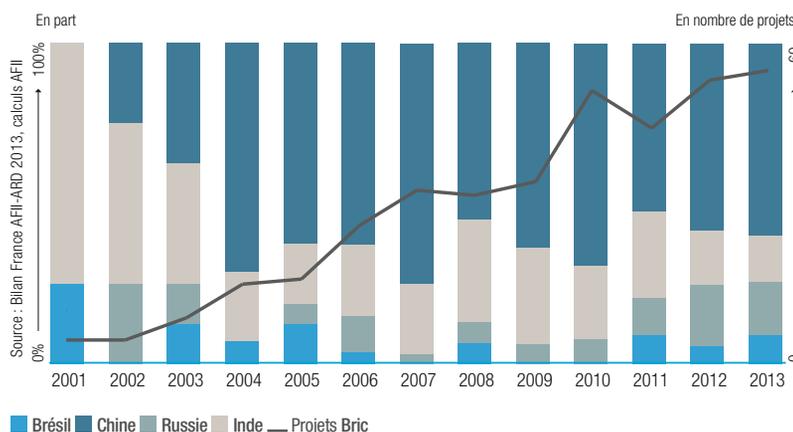
L'Italie maintient le dynamisme de ses investissements en France et se positionne au troisième rang des investisseurs étrangers avec 64 décisions en 2013. Les investissements étrangers dans les fonctions de production et réalisation, ainsi que dans les centres de recherche et développement, ont contribué à cette croissance. Ces activités représentent respectivement 41 % et 11 % de l'ensemble des investissements italiens en France.

Les investissements britanniques enregistrent une forte progression et se positionnent au 4^e rang des investisseurs étrangers en France en 2013 avec 42 projets. Cette progression résulte principalement des implantations décidées par des points de vente tels que Marks & Spencer, Primark et Castorama, attirés par la demande domestique.

Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) sont à l'origine de 8 % de l'ensemble des projets décidés en 2013, comme en 2012, contre 6 % en 2011 et 1,5 % en 2003. La présence des BRIC en France se stabilise depuis 2010, mais la nature des activités évolue. On observe en effet, une progression des investissements décidés par leurs entreprises dans les fonctions production et recherche et développement, qui représentent respectivement 25 % et 18 % des investissements des BRIC en France. Les entreprises chinoises représentent 60 % de l'ensemble des projets réalisés par les BRIC en France pour l'année 2013.

Fig. 2

Évolution des projets en provenance des BRIC et part des projets par pays investisseur



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

B. Braun
Équipements médico-chirurgicaux

L'entreprise allemande B. Braun, fabricant de matériel médical, a décidé l'extension de son site de production implanté dans la région Aquitaine.

Présent dans plus de cinquante pays, le groupe allemand a implanté en France trois de ses quinze centres d'excellence mondiaux. Preuve d'un engagement fort, après avoir investi plus de 10 M€ en 2012, il poursuit ses efforts à hauteur de 20 M€ en 2013, concentrés sur la R&D et les outils industriels. Le site de Sarlat (Dordogne), par exemple, développe une large gamme d'aiguilles chirurgicales atraumatiques, correspondant à tous les besoins en matière de sutures.

Active Optics
Équipements électriques, électroniques, informatiques

L'entreprise russe spécialisée dans la production et la distribution d'équipements industriels d'optique pour les secteurs médical et spatial s'est implantée à Marseille en 2012 et s'agrandit en 2013.

Le site développe et produit des systèmes et des équipements industriels d'optique adaptative, utilisés notamment pour des applications lasers dans le secteur médical et spatial. L'extension d'activité décidée permettra la création d'une dizaine d'emplois supplémentaires. Le bureau français assure la distribution de produits de l'entreprise en Europe.

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION SE RENFORCE: + 33 % DES INVESTISSEMENTS DANS LA R&D, L'INGÉNIERIE ET LE DESIGN.

FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Dans l'exercice de leurs activités, les entreprises déploient plusieurs types de fonctions: production/réalisation, recherche et développement, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

La part des projets relevant de la fonction recherche et développement progresse en 2013

Le nombre des projets d'investissement étranger dans les fonctions de R&D, ingénierie et design est en forte hausse: 77 décisions d'investissement, contre 58 en 2012. Dans la R&D, la progression est de 13 %: 51 décisions nouvelles, contre 45 l'année dernière et 40 en 2011.

Les activités de recherche et développement ainsi que d'ingénierie représentent 11 % de l'ensemble des décisions d'investissement en 2013 et sont à l'origine de 7 % des emplois créés en France. Au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D génèrent des

emplois très qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, généralement plus stables que les emplois productifs.

Les principaux investisseurs sont les États-Unis, l'Allemagne et le Japon qui sont respectivement à l'origine de 30 %, 13 % et 9 % des investissements étrangers destinés à la fonction R&D en France en 2013.

En 2013, trois secteurs réalisent près de la moitié des investissements étrangers dans la recherche-développement et ingénierie: les matériels aéronautiques et navals (18 %), les médicaments et biotechnologies appliquées (17 %) ainsi que les logiciels et prestations informatiques (13 %). Les investissements internationaux dans le secteur des composants électroniques en France se caractérisent par une proportion importante de projets de R&D, qui représentent près de deux tiers des investissements du secteur (63 %). De même, plus d'un investissement sur cinq dans le secteur des matériels aéronautiques et navals, des médicaments et biotechnologies appliquées, des constructeurs automobiles, et des équipements

Répartition des projets par fonction

FONCTION	2011	2012	2013	PART 2013	ÉVOLUTION	EMPLOIS EN 2013
Centre de décision	151	181	170	25 %	-6 %	4 423
<i>dont primo-implantation</i>	120	150	146	21 %	-3 %	2 364
<i>dont QG Europe</i>	20	12	5	1 %	-58 %	1 268
Logistique	37	41	33	5 %	-20 %	1 477
Point de vente	23	24	58	8 %	142 %	3 328
Production / Réalisation	220	194	209	31 %	8 %	11 829
R&D, Ingénierie, Design	51	58	77	11 %	33 %	1 942
<i>dont R&D</i>	40	45	51	7 %	13 %	1 310
Services aux entreprises	177	144	110	16 %	-24 %	4 616
Services aux particuliers	39	51	28	4 %	-45 %	2 016
TOTAL GÉNÉRAL	698	693	685	100 %	-1 %	29 631

médicaux en France concerne l'implantation ou l'extension d'une activité de R&D ou d'ingénierie.

La part des projets relevant de la fonction production progresse en 2013

Le nombre d'investissements dans les activités de production, réalisation, qui était en baisse depuis 2010, repart à la hausse, avec 209 décisions en 2013, contre 194 en 2012. Ces projets représentent un enjeu dans la mesure où la fonction production est la première contributrice en termes de création d'emplois avec 11 829 emplois, soit 40 % de l'emploi total.

Les investissements de production décidés par les entreprises allemandes, belges et italiennes ont progressé en 2013. L'Allemagne est le premier investisseur étranger dans cette fonction en France : avec 41 décisions d'investissement, elle est à l'origine de 20 % des investissements destinés à la fonction production et contribue à 15 % des emplois induits par ces investissements.

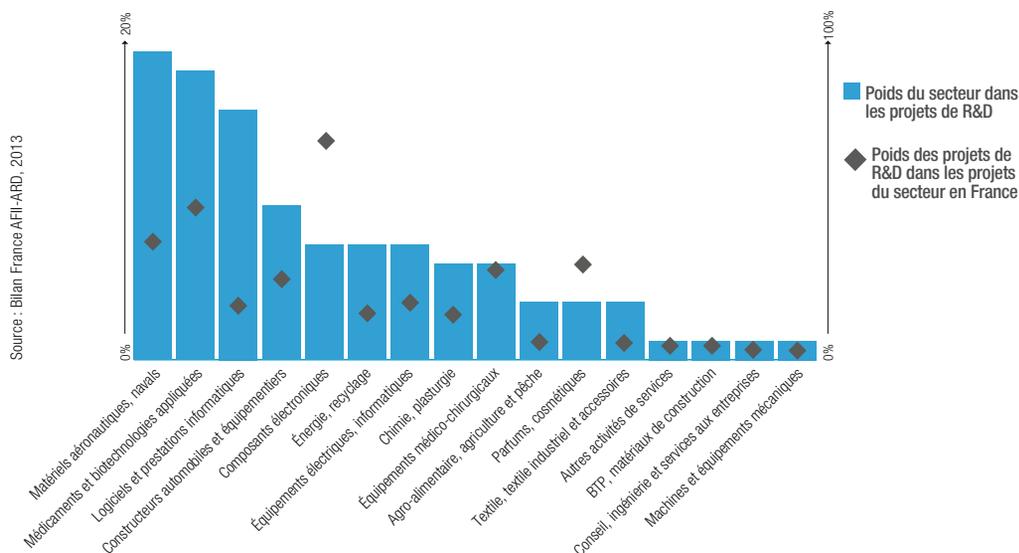
Près de la moitié des activités de production se concentre dans les secteurs de l'industrie agro-alimentaire (13 % de l'ensemble des investissements de la fonction production), métaux et travail des métaux (13 %), chimie, plasturgie (11 %), ainsi que les machines et équipements mécaniques (10 %). En termes d'emplois, les investissements créateurs d'emploi sont principalement concentrés dans les secteurs de la chimie, plasturgie (17 % de l'emploi dans la fonction production), les matériels aéronautiques et navals (13 %), les métaux et travail des métaux (13 %), l'industrie automobile et équipementiers (11 %), ainsi que les machines et équipements mécaniques (10 %).

La part des projets relevant des quartiers généraux reste faible en 2013

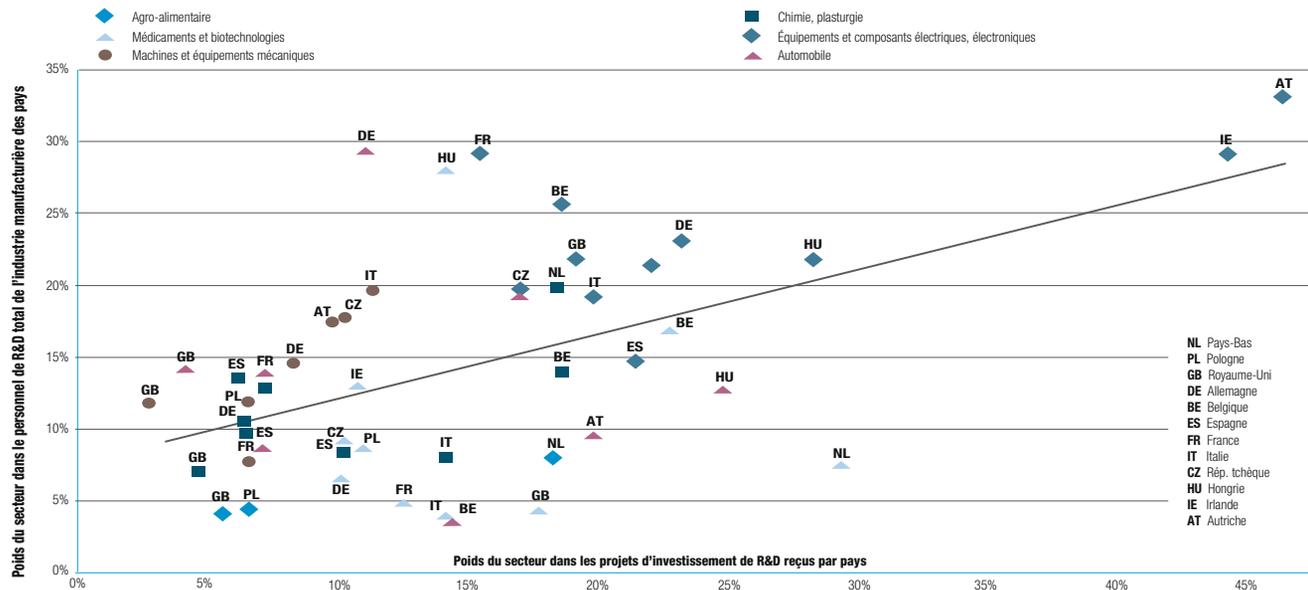
Le nombre de décisions d'investissement dans des quartiers généraux Monde et Europe continue de baisser : 5 en 2013 contre 12 en 2012 et 20 en 2011. En revanche, les quartiers généraux nationaux se maintiennent avec 19 projets en 2013.

Fig. 1

Composition sectorielle des projets d'investissement en R&D en France (2013)



Spécialisation sectorielle de la R&D des pays européens et structure des investissements reçus en R&D



Spécialisation sectorielle de la R&D des pays européens et composition des investissements reçus en R&D

L'étude de la corrélation entre la spécialisation sectorielle de la recherche et développement des pays européens et la composition sectorielle des investissements étrangers entrants apporte un éclairage complémentaire sur les stratégies de localisation des activités de R&D en Europe.

Les résultats obtenus, en moyenne pour six secteurs manufacturiers, semblent indiquer qu'il existe une corrélation positive entre le poids du secteur dans la R&D industrielle des pays, et le poids du secteur dans les projets d'implantation de R&D à destination de ces pays.

La spécialisation de la recherche en Irlande dans les équipements et les composants électriques et électroniques peut notamment être de nature à expliquer l'attractivité de l'Irlande dans ce domaine. De même, le poids élevé de la chimie-plasturgie dans la R&D au Pays-Bas, ou du secteur des médicaments

et biotechnologies dans la R&D en Belgique, pourrait être un facteur explicatif de l'attractivité révélée de ces pays pour les industriels de ces secteurs. Le graphique permet également de mettre en avant la spécialisation et l'attractivité de l'Italie dans le secteur des machines et équipements mécaniques.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE

Fonds américain Sun Capital Partners
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires

Le fonds américain dispose de plusieurs sites de production en France qui emploient 1000 salariés dans la région Champagne-Ardenne.

Les sites de production sont spécialisés dans la fabrication de composants d'aérostructures, de trains d'atterrissage, de moteurs et d'équipements embarqués pour avions, hélicoptères et lanceurs. L'usine des Forges de Bologne située en Haute-Marne comptabilise 580 salariés sans compter les 150 emplois intérimaires. Ce site haut-marnais concentre désormais l'essentiel des efforts de Recherche et Développement du Groupe. Forges de Bologne travaille en direct pour de très grands noms de l'aéronautique : le groupe Safran, Airbus, Boeing, Dassault, Embraer etc.

Le Groupe peut afficher au final trois casquettes et c'est ce qui en fait sa force face à la concurrence : métallurgiste, forgeron et mécanicien. Le Groupe Manoir Aerospace, dont le CA est de plus de 120 millions d'euros en Champagne-Ardenne a engagé 52 millions d'euros d'investissements en 2013, qui visent principalement à moderniser l'outil de production, aussi bien sur le site haut-marnais des Forges de Bologne que sur celui de Bar-sur-Aube.

LA PART DU SECTEUR MANUFACTURIER RESTE PRÉDOMINANTE DANS LES INVESTISSEMENTS AVEC UNE HAUSSE SIGNIFICATIVE DANS LE SECTEUR DES MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES.

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR

En 2013, 444 décisions d'investissement sur 685, soit 65 %, ont été prises par des entreprises opérant dans le secteur manufacturier. Les entreprises étrangères du secteur des services sont, elles, à l'origine de 35 % des projets (241).

La présence étrangère en France est sectoriellement diversifiée

Les principaux secteurs d'investissement en 2013 sont : les logiciels et prestations informatiques (9 %), le conseil-ingénierie et les services aux entreprises (8 %), l'agro-alimentaire (6 %), ainsi que

Projets par secteur d'activité de l'entreprise

SECTEUR D'ACTIVITÉ	2011	2012	2013	PART 2013	ÉVOLUTION	EMPLOIS EN 2013
Agro-alimentaire	47	42	42	6 %	-	1 235
Machines et équipements mécaniques	55	63	42	6 %	-33 %	1 490
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	27	41	41	6 %	-	3 446
Textiles, textile industriel, habillement et accessoires	27	13	40	6 %	208 %	1 775
Énergie, recyclage, autres services concédés	38	35	38	6 %	9 %	868
Équipements électriques, électroniques, informatiques	29	32	32	5 %	-	1 227
Chimie, plasturgie	38	29	31	5 %	7 %	2 145
Médicaments et biotechnologies appliquées	32	17	30	4 %	76 %	1 133
Métaux, travail des métaux	21	25	30	4 %	20 %	1 608
Constructeurs automobiles et équipementiers	36	34	27	4 %	21 %	1 588
BTP, matériaux de construction	13	17	24	4 %	41 %	1 098
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	24	16	17	4 %	6 %	1 096
Équipements médico-chirurgicaux	29	27	16	4 %	-41 %	345
Ameublement et équipement du foyer	15	12	11	2 %	-8 %	810
Composants électroniques	15	15	8	1 %	-47 %	238
Électronique grand public	3	4	8	1 %	100 %	390
Parfums, cosmétiques	10	6	7	1 %	17 %	101
Total manufacturier	459	428	444	65 %	4 %	20 593
Logiciels et prestations informatiques	78	73	61	9 %	-16 %	1 587
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	52	48	53	8 %	10 %	2 111
Commerce et distribution	23	34	41	6 %	21 %	1 585
Transport, stockage	33	46	31	5 %	-33 %	989
Autres activités de services	9	20	24	4 %	20 %	1 126
Hôtellerie, tourisme et restauration	23	20	19	3 %	-5 %	1 343
Services financiers, bancaires et assurances	17	21	8	1 %	-62 %	137
Opérateurs télécoms	4	3	4	1 %	33 %	160
Total services	239	265	241	35 %	-9 %	9 038
TOTAL GÉNÉRAL	698	693	685	100 %	-1 %	29 631

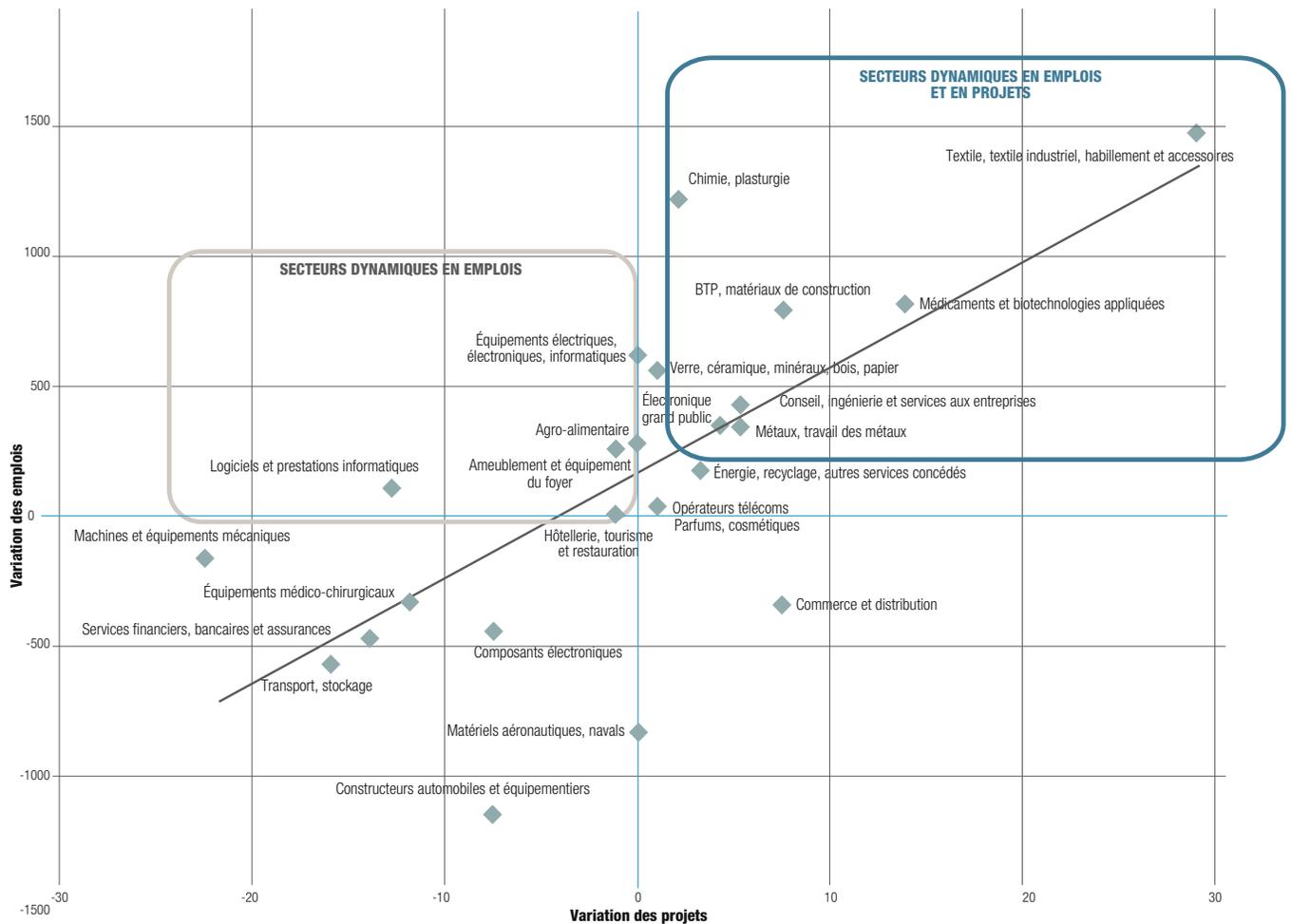
les machines et équipements mécaniques (6 %). Les décisions d'investissement prises par des entreprises étrangères des secteurs du textile, ainsi que celui des médicaments et biotechnologies appliquées, ont connu une forte progression en 2013. Cette hausse est très largement imputable aux entreprises américaines, italiennes et britanniques pour l'industrie textile, et aux investisseurs japonais et américains pour l'industrie des médicaments et biotechnologies appliquées.

À noter que les entreprises relevant du secteur

matériels aéronautiques, navals et ferroviaires ont été dynamiques en termes de projets et d'emplois induits, tout comme les entreprises étrangères opérant dans le secteur de la chimie plasturgie, du conseil, de l'ingénierie, du textile, des métaux et travail des métaux, ainsi que de l'électronique grand public (Cf. Graphique Corrélation).

Fig. 1

Corrélation entre la variation des projets et des emplois entre 2012 et 2013



Grille de lecture : Par rapport à 2012, la hausse de 5 projets relevant du secteur « conseil, ingénierie » s'est accompagnée de 430 emplois supplémentaires.

Fig. 2

Répartition des projets entre les secteurs manufacturiers et les services en 2013

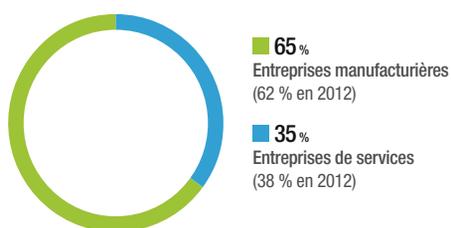
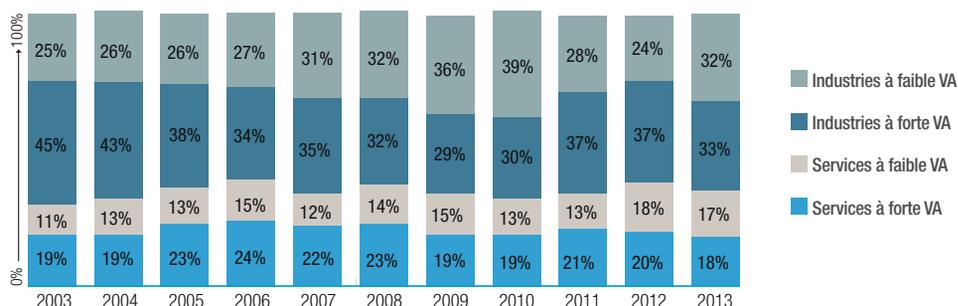


Fig. 3

Évolution des projets par niveau d'intensité technologique* (2003-2013)



* À partir de la définition de l'OCDE, nous identifions comme industries à forte valeur ajoutée : les industries des secteurs constructeurs automobiles, équipements électriques, équipements médico-chirurgicaux, machines et équipements mécaniques, matériels aéronautiques, médicaments et biotechnologies appliquées, chimie/plasturgie, composants électroniques ; les services à forte connaissance : conseil/ingénierie, logiciels et prestations informatiques, services financiers et bancaires.

L'origine des investissements en France diffère selon le secteur d'activité.

Alors que les investissements américains se concentrent dans le domaine des logiciels et prestations informatiques (à l'origine du tiers des investissements dans ce secteur), les entreprises allemandes privilégient le secteur des constructeurs automobiles (30 %) et des équipements électriques et électroniques (28 %), et les entreprises italiennes celui des machines et équipements mécaniques (21 %).

Augmentation de la part des projets dans le secteur manufacturier

La part des investissements décidés par des entreprises du secteur manufacturier a progressé en 2013, représentant 38 % de l'ensemble des projets en 2012. Les entreprises relevant des secteurs du textile, des médicaments et biotechnologies appliquées ainsi que celui de la construction ont fortement contribué à cette hausse et constituent 21 % des investissements dans le secteur manufacturier.

Le nombre des projets à fort contenu technologique reste majoritaire

Les secteurs manufacturiers à fort contenu technologique (médicaments et biotechnologies, composants et matériels électroniques, énergie, chimie, matériel aéronautique, naval et ferroviaire, par exemple) ainsi que ceux des services à forte intensité de connaissance (qu'il s'agisse d'activités comme le conseil et l'ingénierie, les logiciels et prestations informatiques) représentent 51 % de l'ensemble des investissements en 2013.

114 décisions d'investissement ont concerné en 2013 les segments à fort contenu technologique, soit 17 % des projets d'investissement étrangers en France annoncés au cours de l'année 2013 et 14 % des emplois associés. On observe la prédominance des segments agroalimentaire, logistique et services associés, dispositifs médicaux et matériaux et procédés innovants qui concentrent plus de la moitié des investissements dans les segments prioritaires et deux tiers des emplois associés.

À noter l'attractivité de l'Île-de-France dans le *Cloud computing*, de la région Rhône-Alpes dans les dispositifs médicaux, des régions Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais dans la logistique et services associés, de la région Midi-Pyrénées dans les nouvelles énergies et des régions Aquitaine et Bretagne dans l'agroalimentaire.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Chevron Corporation Chimie, plasturgie

Le fabricant d'additifs pour lubrifiants américain investit cette année plus de 43 millions d'euros pour la création d'une nouvelle unité de production dans son usine de Gonfreville-l'Orcher, en Haute-Normandie.

Le projet vise à doubler la capacité de production de détergents suralcalinisés désulfurisés dans le cadre d'un renouvellement technologique initié sur le site havrais, et générera la création de 30 postes.



Hikvision Digital Technology Co Équipements électriques, électroniques, informatiques

Hikvision Digital Technology Co est une entreprise chinoise de distribution de systèmes de vidéo-surveillance.

Cette entreprise est un des leaders sur le marché en Chine et exporte à destination de plus d'une centaine de pays. Déjà présente aux Pays-Bas et en Italie, elle a décidé de s'implanter à Fontenay-sous-Bois en Île-de-France. Il s'agit notamment de se rapprocher de ses distributeurs en France. 17 emplois seront créés à cette occasion.



Shenzhen TTF Textile et accessoires

Shenzhen TTF, qui fêtait ses 10 ans en 2012, a su s'imposer au 1^{er} rang de la joaillerie de luxe en Chine, obtenant une véritable reconnaissance internationale.

En 2013, TTF a choisi Paris pour implanter son siège européen. L'implantation de la filiale parisienne permettra la création d'ici 3 ans de 60 emplois dans le cadre de la création d'un centre de design à Paris.



Subsea 7

Textile et accessoires

Le groupe anglais spécialisé en ingénierie et construction de systèmes marins (et services associés) a annoncé début 2013 le recrutement en France d'au moins 150 collaborateurs sur son site de Suresnes dans les Hauts-de-Seine en Île-de-France.



Charles River Laboratories International

Médicaments et biotechnologies appliquées

Le groupe américain, fournisseur de solutions globales pour la découverte et le développement de nouveaux médicaments, dispose à Ecully en Rhône-Alpes d'une filiale, Charles River Endotoxin and Microbial Detection Europe.

Cette filiale travaille pour les industries pharmaceutiques et agroalimentaires des marchés européens, du Moyen-Orient et du Maghreb. Le site de production s'est agrandi en 2013 et s'accompagne d'un recrutement d'une cinquantaine de personnes complémentaires.



Toray Industries

Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires

Toray Carbon Fibers Europe, filiale du groupe japonais Toray Industries, est implanté à Abidos en Aquitaine.

Après de nombreuses décisions d'investissement visant à accroître l'activité de production du site, le leader japonais a décidé d'implanter sur le même site un centre de recherche sur les applications aéronautiques des fibres de carbone. Ce centre devrait permettre l'emploi de 50 personnes.



Bertrandt

Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires

Spécialisé dans la réalisation de solutions intégrées pour les industries aéronautique et l'automobile, Bertrandt, déjà bien implanté en France dans l'ingénierie automobile, a souhaité se développer également sur la branche aéronautique.

Elle s'est pour cela implantée à Blagnac en Midi-Pyrénées et a recruté 60 personnes. Ses principales activités sont la conception de structures composites et hybrides pour avions, le développement et l'intégration de composants cabine ainsi que la définition et l'intégration de systèmes.

Énergies renouvelables

Toutes les régions françaises sont engagées dans la transition énergétique. Elles se mobilisent pour la promotion des énergies renouvelables à l'étranger. Voici deux illustrations de cette dynamique pour l'année 2013.

Basse-Normandie

Énergies Marines Renouvelables

La Basse-Normandie, à travers ses atouts naturels et ses compétences industrielles et scientifiques dans le domaine des matériaux et des Énergies Marines Renouvelables, a permis l'implantation de BFG International (Bahrein) via l'acquisition d'une entité locale.

BFG International est spécialisé dans la conception de produits et matériaux composites.

Le processus d'acquisition a été facilité par l'intervention des acteurs régionaux en charge de l'accompagnement des porteurs de projets d'investissements. En effet, le travail collaboratif entre l'AFII, la Miriade (Agence régionale de développement économique de Basse-Normandie), le Commissaire au Redressement productif en région et le comité d'expansion du département concerné, a permis d'accompagner dans les plus brefs délais le porteur du projet et ouvrir de nouvelles perspectives de croissance pour la société.

Les matériaux composites sont des sujets de prédilection en région grâce à des compétences reconnues de certains laboratoires en région (CNRT, ISPA, etc.) et grâce à l'émergence rapide des besoins en composites dans le domaine des Énergies Marines Renouvelables (EMR).

La Basse-Normandie dans les EMR dispose d'atouts naturels et d'une série de dispositifs pour accompagner les acteurs sur ce secteur de pointe. Ainsi, les différentes collectivités locales se

sont associées pour créer la SPL ONEM (Ouest Normandie Énergies marines) en 2012 qui a pour vocation de favoriser et d'organiser en Basse-Normandie le développement des EMR. ONEM est l'interlocuteur privilégié des industriels, des services de l'Etat, de la Commission Européenne et des acteurs du territoire pour tout ce qui a trait aux EMR, que ce soit dans le domaine industriel, de la recherche et de l'innovation, de la sous-traitance, de la formation et de l'aménagement portuaire en lien avec Ports Normands Associés (PNA).

Rhône-Alpes

KWB France Puissance Chaleur Biomasse

M. Philippe Dubail Responsable de secteur – KWB France – le spécialiste des chaudières à granulés, plaquettes et bûches inaugure son agence Rhône-Alpes. « KWB, fabricant autrichien de chaudières à biomasse de 8 à 300 kW, fondée en 1994, est aujourd'hui le spécialiste incontesté des chaudières modernes entièrement automatiques, à granulés, plaquettes de bois et bûches.

KWB possède le plus grand centre privé européen de Recherche & Développement sur la biomasse.

Plus de 60 000 clients ont déjà fait confiance aux produits KWB dans toute l'Europe.

Filiale de KWB Autriche et implantée depuis octobre 2007 sur le marché français, KWB France compte à ce jour plus de 250 installateurs/partenaires.

Afin de se rapprocher de ses clients et poursuivre son développement, KWB

France a décidé d'ouvrir une agence sur Rhône-Alpes à partir de juin 2013. Cette agence composée de 4 personnes, rayonnera sur les régions Rhône-Alpes, Auvergne, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et permettra à moyen terme la création d'une dizaine d'emplois.

Cette implantation a pu se concrétiser avec l'aide d'ERAI et de son réseau, notamment dans la recherche de locaux et dans la mise en relation lors de la recherche de personnel.»

Pavatex est une PME suisse qui produit des solutions pour l'enveloppe du bâtiment à partir du bois. Martin Brettenthaler, PDG de Pavatex, nous explique pourquoi l'entreprise a choisi d'ouvrir un nouveau site à Golbey en Lorraine.

Quelle est l'activité principale de Pavatex ?

Pavatex est une PME Suisse qui produit des solutions pour l'enveloppe du bâtiment à partir du bois. Nos produits sont durables, écologiques et sains. Avec nos produits, nous pouvons atteindre de très bons standards énergétiques pour les habitations. Lorsque vous isolez votre logement avec les produits de Pavatex, vous êtes protégés contre le froid en hiver, contre la chaleur en été et contre le bruit. De cette manière, l'enveloppe du bâtiment est ouverte et laisse le bâtiment respirer. Ainsi, vous obtenez un très bon niveau de qualité de vie à l'intérieur du bâtiment.

Où est présent Pavatex dans le monde ?

Nous avons 250 employés. L'année dernière, nous avons réalisé un chiffre d'affaires d'environ 80 millions d'euros. Nous sommes actifs dans toute l'Europe. Nous sommes basés en Suisse avec une présence importante en France. Notre chiffre d'affaires est principalement réalisé en Allemagne, Autriche, Suisse, France mais nous sommes également présents en Italie, au Benelux, au Royaume-Uni, dans les Pays nordiques et nous avons un bureau commercial au Japon.

Nos produits ne sont pas des produits de bricolage destinés aux particuliers, ils sont conçus pour les professionnels de la construction.

Pourquoi avez-vous choisi d'ouvrir un nouveau site à Golbey, près d'Épinal ?

Nos deux usines en Suisse n'ont pas la capacité de production nécessaire car notre marché est en pleine

expansion. Nous avons donc cherché une alternative pour installer une nouvelle usine et augmenter notre capacité de production. Nous avons visité de nombreux sites dans plusieurs pays européens – France, Allemagne, Suisse et Autriche – et nous avons choisi la France pour plusieurs raisons.

La première raison est que la France a un très haut potentiel pour ce type de produits. En France, le marché des constructions à ossature de bois est en pleine croissance et il y a de nombreux efforts politiques et mesures gouvernementales pour rendre les constructions plus durables et plus écologiques.

La deuxième raison concerne le bois. Le bois est une matière première qui fait défaut en Europe et nous en avons trouvé en quantité suffisante ici dans les Vosges, en Lorraine. Une autre raison est la présence à Épinal de l'ENSTIB (École Nationale Supérieure des Technologies et Industries du Bois), une école française du bois qui forme des ingénieurs et des commerciaux, ce qui a été très utile pour nous.

Quel autre facteur rend la France attractive ?

Nous étions très motivés pour venir ici car nous avons créé un partenariat avec notre voisin, une grande usine de papier de journal, avec qui nous avons établi des synergies sur le plan industriel. Nous utilisons leur vapeur, nous travaillons ensemble pour la logistique et, enfin, il y a toujours eu un support politique pour nous inciter à venir ici. Il y a une forte volonté de convertir cette région pour obtenir une activité industrielle tournée vers l'avenir.

LES CRÉATIONS SE MAINTIENNENT : SIGNE DE L'ATTRACTIVITÉ DU SITE FRANCE.

TYPE D'INVESTISSEMENT

Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : création d'un nouveau site, extension d'un site existant, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition. L'AFII, dans le présent rapport, comptabilise celles de ces opérations qui créent ou préservent (en cas de rachat d'une entreprise en difficulté) des emplois (cf. Annexe méthodologique. Critères de prise en compte des projets).

Maintien du nombre de créations

L'année 2013 s'est traduite par le maintien du nombre de création de sites en France. 341 ont été décidées en 2013, représentant 50 % de l'ensemble des investissements et 33 % des emplois induits. Les créations sont plus fréquentes dans les fonctions de centres de décisions, et de recherche et développement.

Progression du nombre de reprises de sites en difficulté

Les reprises de sites en difficulté par les investisseurs étrangers permettent de maintenir sur le territoire français des activités en péril. Ces investissements assurent une redynamisation des territoires en difficulté et la sauvegarde des emplois.

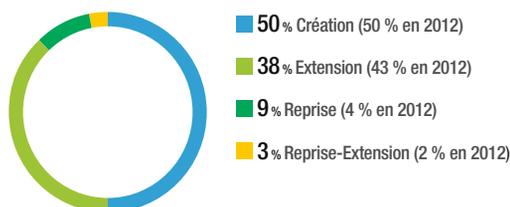
Dans un contexte de ralentissement économique de la zone euro, les reprises de sites en difficulté ont doublé. Il s'agit principalement de reprises de sites de production dans les secteurs de la chimie et de la métallurgie. Près de deux tiers de ces investissements résultent d'entreprises européennes qui ont permis le maintien de plus de 6000 emplois sur notre territoire.

Les extensions se maintiennent à un niveau élevé

Bien que le nombre d'extensions décidées par les entreprises baisse depuis 2010, ces investissements sont les principaux pourvoyeurs d'emplois. En 2013, 251 extensions ont été recensées, représentant 37 % du total des projets d'investissement et 39 % des emplois créés. Les projets d'extension prédominent dans les fonctions de production (56 %).

Fig. 1

Répartition des projets par type d'investissement



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

 **Biological E. Limited**
Médicaments et biotechnologies appliquées

Dans le segment dispositifs médicaux, télémédecine, robotique médicale, le groupe indien Biological E. Limited, spécialisé dans la recherche et la production de vaccins, réalise sa première acquisition internationale.

Il a repris le laboratoire de la société franco-autrichienne Valneva, spécialisée dans la mise au point de vaccins, situé à Saint-Herblain dans les Pays de la Loire. 23 emplois ont été maintenus, et la montée en puissance de la nouvelle entité, rebaptisée BE Vaccines SAS, va permettre la création de 12 nouveaux emplois.

 **Wil Research**
Médicaments et biotechnologies appliquées

L'entreprise américaine, Wil Research, conduisant des programmes de recherche préclinique et des essais cliniques dans le domaine pharmaceutique,

a acquis le site de l'entreprise Ricerca Biosciences à Saint-Germain-sur-l'Arbresle (Rhône), spécialisé dans l'évaluation de la sécurité des médicaments. 300 emplois sont sauvegardés au travers de ce doublement de la capacité d'action de Wil Research en Europe, qui possède un autre site aux Pays-Bas.

Type d'investissement par fonction

FONCTION	NOMBRE		PART	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
Centre de décision	170	4 423		
Création	142	2 183	84 %	49 %
Extension	14	1 577	8 %	36 %
Reprise	9	612	5 %	14 %
Reprise-extension	5	51	3 %	1 %
Logistique	33	1 477		
Création	17	484	52 %	33 %
Extension	16	993	48 %	67 %
Point de vente	58	3 328		
Création	49	3 099	84 %	93 %
Extension	6	185	10 %	6 %
Reprise	3	44	5 %	1 %
Production / Réalisation	209	11 829		
Création	32	1 212	15 %	10 %
Extension	134	5 899	64 %	50 %
Reprise	33	4 551	16 %	38 %
Reprise-extension	10	167	5 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design	77	1 942		
Création	40	696	52 %	36 %
Extension	32	819	42 %	42 %
Reprise	4	407	5 %	21 %
Reprise-extension	1	20	1 %	1 %
Services aux entreprises	110	4 616		
Création	42	1 644	38 %	36 %
Extension	51	2 119	46 %	46 %
Reprise	15	755	14 %	16 %
Reprise-extension	3	98	3 %	2 %
Services aux particuliers	28	2 016		
Création	19	1 188	68 %	59 %
Extension	7	263	25 %	13 %
Reprise	2	565	7 %	28 %
TOTAL GÉNÉRAL	685	29 631		

Évolution des projets par type d'investissement

TYPE	2011	2012	2013	PART 2013	ÉVOLUTION	EMPLOIS 2013
Création	319	344	341	50 %	-1 %	10 506
Extension	322	303	260	38 %	-14 %	11 855
Reprise	31	29	65	9 %	124 %	6 934
Reprise-Extension	26	17	19	3 %	12 %	336
TOTAL GÉNÉRAL	698	693	685	100 %	-1 %	29 631

ILS INVESTISSENT EN FRANCE


Rossel

Presse, services aux particuliers

Le groupe de presse belge Rossel a repris le Pôle Champagne-Ardenne-Picardie basé à Reims dans la région Champagne-Ardenne.

Ce groupe comprend les titres *L'Union, Est Éclair, L'Aisne nouvelle, L'Ardennais* et *Libération Champagne*. Ces rachats ont permis la sauvegarde de 495 emplois.


Jalatte

Textile, habillement et accessoires

Jalatte, l'entreprise filiale de Jal Group, leader européen du secteur détenu par le fonds Progressio SGR, est reprise par le groupe U-Power, n° 1 italien de la chaussure de sécurité.

Le groupe U-Power prévoit d'investir 20 millions d'euros sur la marque JALATTE dont 1,5 million destiné au site Gardois de Saint-Hippolyte-du-Fort. Le projet vise à garder la marque et spécialisera l'entreprise dans le haut de gamme. Cette reprise par un groupe industriel a permis de stabiliser 93 emplois.


Akebono Brake Industry

Industrie automobile

L'entreprise japonaise Akebono Brake Industry, spécialisée dans la conception de systèmes de freinage à usage automobile et ferroviaire, a annoncé l'extension de son site de production implanté à Monchy-le-Preux dans la région Nord-Pas-de-Calais.

Cette extension doit répondre à la croissance des commandes provenant des pays européens. Ce nouvel investissement augmentera la capacité de production du site de 30 % et permettra la création d'une cinquantaine d'emplois supplémentaires.


GlaxoSmithKline

Médicaments et biotechnologies appliquées

L'entreprise britannique GlaxoSmithKline (GSK), spécialisée dans la fabrication de médicaments (formes orales sèches à base de pénicilline) a décidé d'investir et de développer son activité en France.

25 nouveaux collaborateurs seront recrutés sur le site de production de Mayenne dans la région Pays-de-la-Loire. Ce site, spécialisé dans la conception d'antibiotiques, emploie actuellement 300 salariés, et a fait récemment l'objet d'un plan de modernisation visant à améliorer la productivité et la qualité de services.



Chapitre 2

Attractivité territoriale en 2013

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SE RÉPARTISSENT
SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE 34

LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES
À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS 42

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SE RÉPARTISSENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

La diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité. Les décisions d'investissement prises en 2013 vont générer de l'emploi dans la quasi-totalité des régions françaises.

La répartition rend compte, dans le même temps, de la force d'attraction des métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs. Dans la compétition intra-européenne pour la localisation de l'investissement étranger, le dynamisme économique des régions et des métropoles constitue un facteur d'attractivité souvent décisif.

Les deux tiers des nouveaux investissements étrangers sont localisés dans six régions : l'Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais et Alsace. En termes d'emplois, les principales régions sont l'Île-de-France (17 % du total national), Rhône-Alpes (15 %), Midi-Pyrénées (12 %), Alsace (10 %), et Nord-Pas-de-Calais (9 %). Elles comptent, ensemble, pour 63 % du total national.

Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations d'emplois liées aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportées à la population active. À cette aune, les régions Champagne-Ardenne, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Alsace et Haute-Normandie se distinguent par un rapport « emplois créés en 2013 par des sociétés étrangères pour 1000 actifs » plus élevé que le ratio moyen (1,1).

Fig. 1

Répartition du nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2013

Emplois pour 1000 actifs (population 2012)



Nombre d'emplois par région en 2013

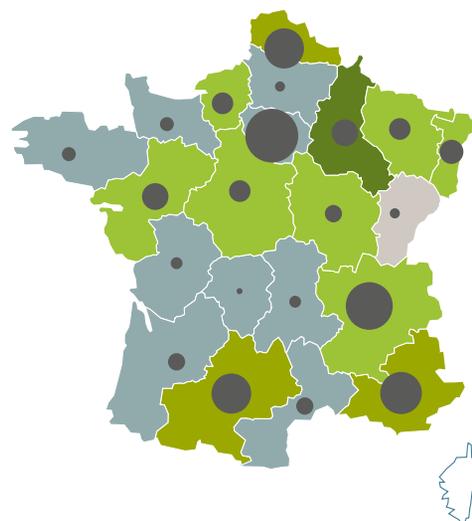
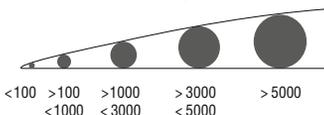


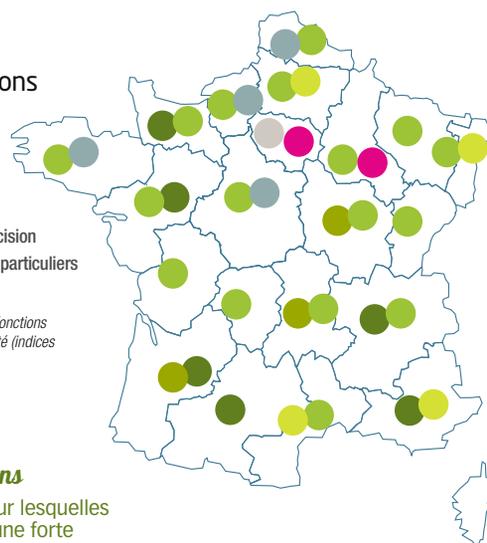
Fig. 2

Indice d'attractivité des fonctions par région en 2013

Fonctions



Grille de lecture : Sur chaque région française figurent les fonctions pour lesquelles les régions bénéficient d'une forte attractivité (indices d'attractivité les plus élevés compte tenu de leur taille).



Indice d'attractivité des fonctions

Il s'agit d'identifier les fonctions pour lesquelles les régions françaises disposent d'une forte attractivité. Nous vérifions si une région bénéficie d'une attractivité plus forte pour des activités spécifiques. L'indice d'attractivité par fonction se définit par le poids d'une fonction donnée dans les projets d'une région pondérée par le poids de cette même fonction dans l'ensemble des projets en France.

L'indice d'attractivité des fonctions souligne l'attractivité de la région Île-de-France dans les fonctions de « centres de décision » (primo-implantations, principalement) : 64 % de ces projets étrangers ciblant la France s'implantent dans cette région. Rhône-Alpes se distingue quant à elle dans l'accueil des projets de production, recevant 22 % du total national. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la destination de 14 % des projets de recherche et développement, et de 10 % de ceux relevant des services aux particuliers. L'Alsace et le Nord-Pas-de-Calais accueillent chacune 10 % de l'ensemble des activités de production décidées par les entreprises étrangères.

La répartition des projets par secteur industriel à forte intensité technologique illustre l'attractivité des régions Rhône-Alpes, Alsace et Nord-Pas-de-Calais dans la **chimie** (elles accueillent respectivement 21 %, 17 % et 17 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France); l'attractivité des régions Île-

de-France et Alsace dans les **équipements électriques, électroniques** (elles accueillent respectivement 31 % et 19 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France); l'attractivité des régions Midi-Pyrénées et Provence-Alpes Côte d'Azur dans les **matériels aéronautiques et ferroviaires** (elles accueillent respectivement 44 % et 17 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France); l'attractivité des régions Île-de-France et Rhône-Alpes dans l'industrie des **médicaments et biotechnologies appliquées** (elles accueillent respectivement 23 % et 17 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France); l'attractivité des régions Rhône-Alpes, Alsace et Nord-Pas-de-Calais dans l'industrie des **machines et équipements mécaniques** (elles accueillent respectivement 21 %, 17 % et 17 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France). À noter que près des deux tiers des investissements dans les secteurs à fort savoir de connaissances se localisent en Île-de-France.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Dachser

Logistique

Dachser, fleuron européen du secteur logistique, s'est implanté en Bourgogne.

La Bourgogne a accueilli sur la plateforme logistique de Savigny-sur-Clairis une des filiales françaises de l'allemand Dachser.

Dachser a installé sa filiale française à Savigny-sur-Clairis.

Dachser est une entreprise familiale allemande qui fait référence dans le domaine de la messagerie, le transport et la logistique. Elle couvre tous les métiers depuis le groupage, l'affrètement jusqu'à l'entreposage et la distribution. L'implantation bourguignonne correspond à une stratégie d'élargissement de son offre de messagerie, d'entreposage et de développement à l'international. L'entreprise veut en effet se rapprocher de ses clients pour gagner en efficacité. Une stratégie qui réussit à ce groupe familial qui emploie plus de 21 000 salariés à travers l'Europe (158 sites) et réalise un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros.

La Bourgogne confirme sa situation géographique stratégique.

Jean-François Deflandre, Directeur administratif et financier de Dachser France, précise : « Nous avons choisi Savigny-sur-Clairis situé au nord de la Bourgogne car il répondait sur plusieurs points à notre cahier des charges : des locaux immédiatement disponibles de 30 000 m², situés en bordure de l'autoroute A6, à une centaine de kilomètres de nos clients parisiens, câblés et avec des coûts logistiques maîtrisés. Ce sont autant de critères qui ont concouru à notre décision d'implantation. »

Dachser devrait à moyen terme recruter une quarantaine de personnes. Cette implantation bourguignonne devrait conforter le positionnement de Dachser en tant qu'acteur majeur de la logistique européenne. Après l'implantation d'Amazon à Chalon-sur-Saône, de Massa Pneu à Beaune, celle de Dachser dans le sénonais vient confirmer la position géographique stratégique de la région Bourgogne. L'écart entre l'immobilier d'entreprise parisien et les autres régions françaises se renforçant, les logisticiens regardent avec intérêt les bâtiments logistiques disponibles à court terme dans notre région.

Répartition des emplois par région et par fonction du projet (2013)

RÉGION	LOGISTIQUE	PRODUCTION	R&D, INGÉNIERIE
Alsace	30	798	50
Aquitaine		169	81
Auvergne		131	
Basse-Normandie		258	46
Bourgogne	48	132	
Bretagne	30	187	6
Centre	30	585	30
Champagne-Ardenne	70	473	10
Dom-Tom		33	
Franche-Comté		112	10
Haute-Normandie	20	788	
Île-de-France	30	98	240
Languedoc-Roussillon		266	50
Limousin		77	
Lorraine	80	585	25
Midi-Pyrénées	333	423	388
Nord-Pas de Calais	106	1352	
Pays de la Loire	65	994	112
Picardie		110	
Poitou-Charentes		310	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	510	1305	357
Rhône-Alpes	125	2643	537
TOTAL	1477	11 829	1942

Répartition des projets par région et par fonction du projet (2013)

RÉGION	LOGISTIQUE	PRODUCTION	R&D, INGÉNIERIE
Alsace	1	24	3
Aquitaine		7	4
Auvergne		3	
Basse-Normandie		5	4
Bourgogne	1	5	
Bretagne	2	4	1
Centre	2	12	1
Champagne-Ardenne	3	10	1
Dom-Tom		1	
Franche-Comté		2	1
Haute-Normandie	2	10	
Île-de-France	2	5	15
Languedoc-Roussillon		5	2
Limousin		2	
Lorraine	1	11	2
Midi-Pyrénées	5	11	13
Nord-Pas-de-Calais	4	19	
Pays de la Loire	2	16	5
Picardie		5	
Poitou-Charentes		8	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	15	13
Rhône-Alpes	4	29	12
TOTAL	33	209	77

Répartition des emplois par région et par secteur industriel à forte valeur ajoutée

RÉGION	CHIMIE, PLASTURGIE	COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES	AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS	ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES	MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES	MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES	MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIE APPLIQUÉES
Alsace	43		13	154	180	20	64
Aquitaine				1		50	
Auvergne			40	20			
Basse-Normandie	133	20	113				43
Bourgogne				10	15		
Bretagne	25						17
Centre		15	30		120		162
Champagne-Ardenne	10		75	2	89	200	
Franche-Comté				10	70		
Haute-Normandie	40		350		44		100
Île-de-France		50	20	175	60	28	90
Languedoc-Roussillon				10			
Lorraine	15		250	10	20	215	
Midi-Pyrénées			128	90		1927	80
Nord-Pas-de-Calais			229	710	150		35
Pays de la Loire	85		45		181	683	60
Picardie	30				25		10
Poitou-Charentes	150				44	140	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	861	153	50	10	20	100	60
Rhône-Alpes	753		245	25	472	83	412
TOTAL	2 145	238	1 588	1 227	1 490	3 446	1 133

Répartition des projets par région et par secteur industriel à forte valeur ajoutée

RÉGION	CHIMIE, PLASTURGIE	COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES	AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS	ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES	MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES	MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES	MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIE APPLIQUÉES
Alsace	3		1	6	7	1	3
Aquitaine				1		1	
Auvergne			1	1			
Basse-Normandie	2	1	3				3
Bourgogne				1	1		
Bretagne	1						1
Centre		1	1		3		2
Champagne-Ardenne	1		3	1	1	1	
Franche-Comté				1	1		
Haute-Normandie	2		1		1		1
Île-de-France		3	2	10	3	2	7
Languedoc-Roussillon				1			
Lorraine	1		3	1	2	2	
Midi-Pyrénées			4	3		18	1
Nord-Pas-de-Calais			3	2	2		3
Pays de la Loire	5		1		7	4	2
Picardie	1				2		1
Poitou-Charentes	4				1	2	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	3	1	1	2	7	1
Rhône-Alpes	6		3	3	9	3	5
TOTAL	31	8	27	32	42	41	30

Exemples de décisions d'implantations d'entreprises étrangères en France en 2013

 **Arkadin** (groupe NTT), Japon

En région Languedoc-Roussillon

Créé en France en 2001, le groupe Arkadin est l'un des leaders mondiaux des services de collaboration à distance. Arkadin propose une offre complète, depuis les solutions d'audio, web et vidéo-conférences jusqu'aux communications unifiées. L'entreprise est dirigée depuis sa création par Olivier de Puymorin, fondateur d'Arkadin. Arkadin a été rachetée début 2014 par le leader mondial japonais NTT.

Avec un chiffre d'affaires de 205 millions d'euros en 2013, le groupe aura connu une croissance annuelle de plus de 30% sur les 5 dernières années. Le groupe emploie environ 1 100 salariés répartis dans 31 pays et plus de 53 bureaux à travers le monde sur tous les continents.

Arkadin compte plus de 37 000 clients dans le monde, de toutes tailles dont des références grands comptes (Renault, SNCF, La Poste, Areva, Crédit Agricole, Arcelor Mittal, Publicis, Valeo, Carrefour, L'Oréal).

En France, Arkadin fournit notamment le groupe Orange pour son offre d'audio et web conférence en marque blanche.

Arkadin possède deux sites en France :

- Paris (siège social, 200 collaborateurs) ;
- Montpellier (site R&D, produits, informatique, back-office européen du groupe, 130 collaborateurs).

Historique de l'implantation à Montpellier

Le site de Montpellier (Hérault) ouvert en 2002 constitue un centre exclusivement dédié à des fonctions techniques, principalement à la Recherche et Développement. Arkadin dispose de plusieurs sites : Montpellier centre-ville puis Pérols (agglomération de Montpellier), avec une

extension sur un 2^e étage en 2012.

L'implantation montpelliéraine se diversifie avec la création, en 2012, du back-office européen du groupe (administration des ventes, facturation, encaissement et recouvrement).

Début 2012, le groupe a lancé le processus de développement et de relocalisation à Montpellier en transférant une trentaine de postes basés à Paris et dans d'autres pays européens. Ce transfert s'est traduit par une vingtaine d'embauches réalisées localement. Ce plan a ensuite été poursuivi à l'été 2012, avec l'extension des activités aux fonctions produits-innovation et de back-office en Europe, intégrant en outre l'élargissement de la fonction R&D, entraînant la création de plus de 50 emplois supplémentaires.

Enfin, le développement du site de Montpellier s'est poursuivi au premier semestre 2013, avec la création d'un « network operation center » (surveillance des réseaux mondiaux). En octobre 2013, pour répondre à la croissance des effectifs, le site périphérique de Pérols a été transféré à Montpellier, dans le quartier Antigone, en centre-ville.

Le rachat d'Arkadin début 2014 par le japonais NTT aura un impact positif sur l'emploi à Montpellier, le centre de recherche bénéficiant ainsi de nouvelles collaborations.

Activités de l'entreprise et valeur ajoutée pour la région

L'entreprise propose des solutions complètes d'audio, de web, de vidéo-conférences et de communications unifiées aussi appelés services de collaboration à distance. Le groupe est le n°3 mondial sur ce segment.

Pourquoi Arkadin s'est-elle implantée à Montpellier ?

Le site de Montpellier a été choisi pour des raisons de compétences et de compétitivité-coût et de facilité à recruter. Récemment, le principal critère étant la possibilité de recruter facilement les

« On trouve à Montpellier les compétences dans les hautes technologies et les logiciels, avec un bon niveau dans les télé-communications et les services. Cela vient des pépites nées ici dans les années 1990 (Genesys, Meeting One) et de la présence historique de Dell et IBM. »

Olivier de Puymorin, fondateur d'Arkadin.

profils requis sur le bassin d'emplois, notamment des profils multilingues. En prime, le projet de développement du site montpellierain a bénéficié d'aides publiques des collectivités territoriales (Région Languedoc-Roussillon, Conseil général de l'Hérault et Montpellier Agglomération).

À noter la présence à Montpellier d'autres leaders mondiaux d'entreprises de la téléconférence : Genesys Conferencing (lui-même créé à Montpellier dans les années 1990 et racheté ensuite par le groupe américain InterCall, leader mondial et concurrent principal direct), MeetingOne et Tixeo. La croissance d'Arkadin vient renforcer ce « cluster » régional dans le domaine de la téléconférence.

Impact de cette implantation

Le principal impact de cette implantation est la forte croissance des emplois sur le site de Montpellier qui est le résultat de la centralisation des fonctions évoquées, de nouvelles activités notamment autour de la vidéo et des communications unifiées, de l'ouverture de nouveaux pays et de la croissance organique. L'effectif est ainsi passé de 30 salariés à fin 2009, à 66 salariés fin 2012, et plus de 100 emplois à fin 2013. Ainsi, Arkadin a déjà presque atteint l'objectif de 130 emplois en 2014. Le groupe prévoit à terme 190 emplois incluant une faible part des consultants prestataires.

La majorité des emplois créés seront pourvus par des recrutements locaux. « *Quelques transferts de postes sont prévus. Mais l'essentiel de la progression se fait par le biais de recrutements* », précise la responsable des ressources humaines, Marie-Béatrice Bellucci. Le site de Montpellier compte 15 nationalités différentes pour 22 langues pratiquées.

Pour accompagner cette forte croissance des effectifs, Arkadin loue à Montpellier plus de 2 200 m², au lieu de 1 000 m² à Pérols.

Premier Tech, Canada

Dans les régions Bretagne et Pays de la Loire

Premier Tech veut profiter du terreau de Falienor pour pousser en Europe et en Asie

Jean Bélanger, le PDG de Premier Tech, le groupe canadien de 2 500 personnes spécialisé dans le domaine des biotechnologies, est venu à la

rencontre des salariés de l'entreprise saumuroise Falienor, un des leaders nationaux de la production de terreaux, qu'il vient de racheter.

En une décennie, l'entreprise saumuroise Falienor implantée à Vivy est devenue un des acteurs principaux de la production de « substrats de culture » pour les horticulteurs, pépiniéristes et le grand public, avec notamment sa marque Terreaux de France. Aujourd'hui, l'entreprise compte 70 salariés en France (50 à Vivy, 20 à Arandon dans l'Isère) ainsi que 30 en Côte d'Ivoire. Elle réalise un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros.

Premier Tech : 3 domaines d'activité

Le groupe canadien Premier Tech est un groupe familial qui depuis 90 ans s'est développé dans 3 domaines d'activités autour de la tourbe : les biotechnologies pour l'horticulture et l'agriculture, l'emballage et la manutention des matériaux, le traitement de l'eau. Une entreprise qui est devenue leader au Canada et occupe une très belle place en Amérique du Nord. Avec la reprise de Falienor, Premier Tech a pour projet de développer son activité biotechnologie en France, en Europe et en Asie.

Déjà présent dans le département

Premier Tech réalise 500 millions de dollars canadiens de chiffre d'affaires et emploie 2 500 personnes dans le monde. Elle est déjà présente dans la région à Saint-Laurent-de-la-Plaine et à Cesson-Sévigné pour le traitement de l'eau. Pour l'horticulture, c'est la première fois que le groupe sort de ses frontières.

Végépolys est pour beaucoup dans le choix

Intrants chimiques, limitation de la consommation en eau... Les entreprises du végétal se tournent de plus en plus vers les biotechnologies. Falienor a déjà développé ses formulations des « champignons mycorhises » pour les végétaux avec les innovations Premier Tech. Les liens étaient tissés. Sur ces bases et en s'appuyant sur les équipes de Falienor, au sein du Pôle Mondial de Compétitivité dédié au végétal spécialisé Végépolys, Premier Tech souhaite se développer en France, en Europe et sur l'Afrique. Son crédo ? « *Les substrats de culture de nouvelles technologies intégrant de nouveaux ingrédients actifs biologiques plus respectueux de l'environnement et les systèmes d'assainissement qui sont là pour améliorer et réduire la pollution de l'eau et des sols.* »

 **Light Boy**, Japon

En région Champagne-Ardenne

Le fabricant japonais de tours d'éclairage mobiles, Light Boy, dont le siège social se situe à Tokyo (Inagi City) a choisi la France pour sa première implantation à l'étranger

Light Boy est également le nom de son produit phare, leader sur le marché japonais. Il s'agit d'une tour d'éclairage mobile de forme ronde, utilisée sur les chantiers nocturnes, en particulier les routes et permettant d'obtenir un éclairage intense sur un périmètre de 360 degrés sans provoquer l'éblouissement des usagers.

Pour mener à bien ce projet, le président de Light Boy, M. Hirotoishi Ishizawa, et ses équipes ont pu compter sur le soutien de l'Agence française pour les investissements internationaux au Japon, de l'agence de développement économique de la région Champagne-Ardenne (CADev), ainsi que sur l'aide des partenaires locaux que sont Haute-Marne Expansion et la communauté d'agglomération de Saint-Dizier.

Yanmar Construction Équipement Europe SAS, partenaire commercial de la société pour le marché européen, est basé à Saint-Dizier, en Champagne-Ardenne. C'est donc tout naturellement que Light Boy a choisi cette localisation pour y installer son premier bureau de représentation pour l'Europe.

Ce bureau français permettra à Light Boy de mener à bien son étude de marché en Europe mais aussi de venir en soutien des activités commerciales de Yanmar Construction Équipement Europe SAS.

 **Schütz**, Allemagne

En région Rhône-Alpes

Schütz choisit Saint-Étienne pour l'implantation de son second site français

Le groupe allemand Schütz a choisi Saint-Etienne pour son second site de production français. C'est en raison des qualités industrielles, du positionnement logistique stratégique de l'agglomération stéphanoise et de la Loire en Rhône-Alpes que ce projet permettra la création d'une cinquantaine d'emplois d'ici 3 ans.

Schütz est spécialisée dans la fabrication d'emballages industriels de type conteneurs de 1000 litres et dans le reconditionnement de ces conteneurs (changement du récipient plastique, lavage de la cage en métal...).

Elle compte 3300 employés dans le monde dont une centaine en région parisienne.

Son premier site français arrivant à saturation et souhaitant se rapprocher de ses clients, l'entreprise a souhaité créer un second site en région Rhône-Alpes.

Ce projet a été identifié en février 2010 par l'Agence de développement de la région Rhône-Alpes (ERA). L'Agence du développement économique de la Loire (ADEL42) a proposé une solution d'implantation ainsi qu'un accompagnement aux différentes étapes du projet.

Un partenariat exemplaire entre le Conseil général, le Conseil régional Rhône-Alpes et l'agglomération de Saint-Étienne Métropole, a créé les conditions pour faire aboutir ce projet à Saint-Étienne, qui était en concurrence avec d'autres sites.

«Aujourd'hui nous livrons toute la France depuis notre site de Marcoussis à 35 km au sud de Paris. Nous avons besoin d'augmenter nos capacités et souhaitons nous rapprocher de nos clients dans la région Rhône-Alpes et le Sud de la France. Nous avons choisi Saint-Étienne pour son positionnement logistique qui permettra d'améliorer encore le service à nos clients, d'augmenter la flexibilité, de raccourcir les délais de transport et de diminuer l'empreinte carbone due aux transports, en limitant les distances. La nouvelle usine est en cours d'installation sur un site industriel existant et réhabilité de 15000 m² presque entièrement couvert. Nous comptons terminer les travaux d'installation vers la fin de cette année pour démarrer la production début 2014. Nous tenons à remercier particulièrement l'ERA, l'ADEL42, Saint-Étienne Métropole et la Préfecture pour l'accueil professionnel et efficace. Leur accompagnement tout au long de la recherche nous a permis de trouver un site qui répond à toutes nos exigences aussi bien en termes de spécificités techniques du bâtiment que d'accès aux autoroutes grâce à la proximité immédiate de l'A72.»

Andréa Adolf, Schütz



NXP Semiconductors, États-Unis

En région Basse-Normandie

NXP Semiconductors NV propose des solutions haute performance de signal mixte et de produits standards qui tirent parti de l'expertise dans le domaine des signaux analogiques, de la gestion de la consommation électrique, des interfaces, de la sécurité et du traitement des signaux numériques.

Ces innovations sont utilisées dans des applications très diverses : automobile, identification, infrastructures sans fil, éclairage, industrie, mobiles, applications grand public et informatiques.

La société NXP Semiconductors opère dans plus de 25 pays et son chiffre d'affaires s'est élevé à 4,36 milliards de dollars US en 2012.

Le site NXP Colombelles (Basse-Normandie) possède une expertise sur les trois domaines suivants :

- le NFC [technologie sans contact], avec une position de leader sur le marché ;
- les tuners - circuits de réception télé, leader sur le marché ;
- les amplificateurs et réception satellite, fait partie des leaders.

La présence de NXP Semiconductors sur le territoire bas-normand a contribué au développement du territoire avec :

- **des impacts en terme de recherche** avec la mise en place d'un laboratoire commun, Laboratoire de Microélectronique et Physique des Semiconducteurs (LaMIPS) en partenariat entre les cotutelles du laboratoire CRISMAT (CNRS, Université de Caen Basse-Normandie, ENSICAEN) et Presto Engineering Europe ;
- **des impacts sur l'écosystème régional** : avec la mise en place du Pôle TES : 110 membres, portée nationale et internationale dans les transactions électroniques sécurisées ;

- le développement de l'activité de Normandy Microelectronics Association. Cette association regroupe une trentaine d'entités régionales au niveau de la micro-électronique ;
- l'existence d'un « science park » dédié aux nouvelles technologies nomades de classe internationale : Effiscience regroupant plus de 1 500 ingénieurs ou techniciens sur le campus ;
- **des impacts sur l'activité et l'emploi** : l'essaimage de nombreuses start-up prometteuses dans divers domaines accentuant le dynamisme régional dans des domaines de pointe. Au dernier décompte, près de 20 start-up et 300 emplois sont recensés.



IBM, États-Unis

En région Nord-Pas-de-Calais

Enraciné au cœur de l'Europe, le Nord-Pas-de-Calais est l'une des régions les plus jeunes de France avec presque un tiers de sa population ayant moins de 25 ans. Cette jeunesse se retrouve dans le dynamisme de la formation en région. Avec plus de 7 universités et une trentaine d'écoles supérieures, formant plus de 160 000 étudiants, le Nord-Pas-de-Calais est un véritable vivier de jeunes talents.

IBM a donc naturellement décidé d'y implanter son « IBM Service Center », site ayant vocation à développer, gérer et tester des applications pour le compte de clients francophones d'IBM. Annoncé en juin 2013, le centre devrait accueillir 200 collaborateurs dès la première année pour en atteindre 700 à 3 ans.

C'est sur le site d'Euratechnologies, symbole d'une reconversion réussie de l'ancienne place forte du textile en pôle d'excellence en TIC unique en France, qu'IBM a pris ses quartiers.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CONTRIBUENT AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE NOS RÉGIONS ET INDUISENT DES EXTERNALITÉS POSITIVES FORTES.

LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS

Les entreprises multinationales d'origine étrangère contribuent à la croissance économique des pays d'implantation. Bénéficiant du savoir-faire des maisons mères, des échanges entre filiales, des économies d'échelle au niveau mondial et des différences de prix des facteurs de production, les multinationales sont plus performantes et plus productives que les entreprises non internationalisées.

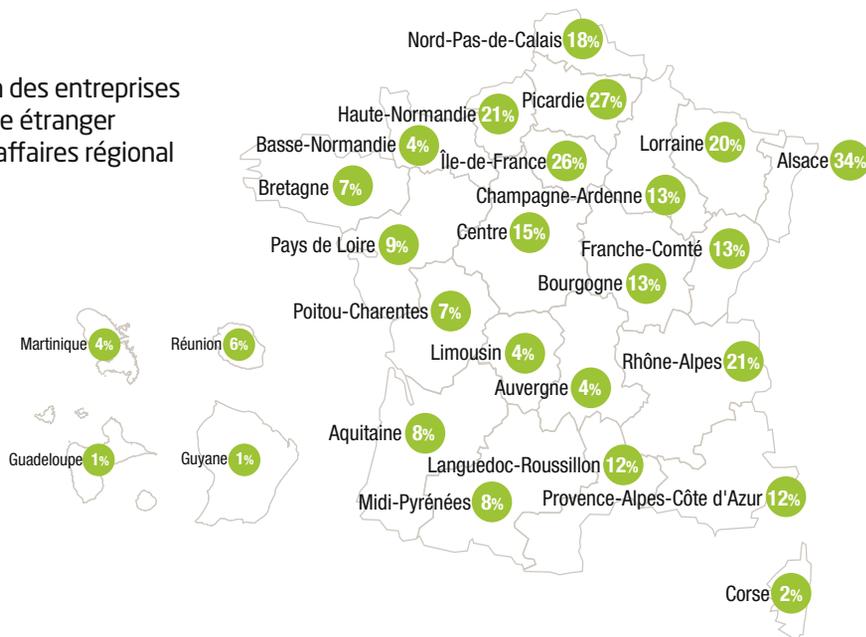
Une contribution à la richesse des territoires

En France, fin 2011, les entreprises étrangères contribuent à hauteur de 20 % du chiffre d'affaires¹ réalisé par l'ensemble de l'économie française. Cette contribution atteint 30 % dans l'industrie manufacturière.

¹ Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

fig. 1

Contribution des entreprises sous contrôle étranger au chiffre d'affaires régional



Méthodologie

Afin d'estimer la contribution des filiales étrangères à l'économie française, sont utilisées les données fournies par l'INSEE relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, et au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2011 (dernière année disponible). Ces données sont issues de l'enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) et de statistiques structurelles de l'entreprise (ESANE).

Les multinationales sous contrôle étranger réalisent 34 % du chiffre d'affaires de la région Alsace, 27 % pour la région Picardie, 26 % pour la région Île-de-France, 21 % pour les régions Rhône-Alpes et Haute-Normandie, et 20 % pour la Lorraine.

La contribution des entreprises est disparate selon les secteurs d'activité. Dans l'industrie manufacturière, la présence des filiales sous

contrôle étranger est prédominante pour la région Alsace (60 %), plus du tiers du chiffre d'affaires est réalisé par les firmes multinationales sous contrôle étranger en Bourgogne (36 %), Centre (40 %), Haute-Normandie (41 %), Lorraine (47 %), Nord-Pas-de-Calais (43 %), Picardie (39 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (38 %), et Rhône-Alpes (36 %).

Contribution des entreprises sous contrôle étranger au chiffre d'affaires par secteur d'activité

RÉGION	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	COMMERCE	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
Alsace	60 %	36 %	11 %	6 %
Aquitaine	22 %	6 %	6 %	3 %
Auvergne	8 %	2 %	4 %	1 %
Basse-Normandie	12 %	1 %	4 %	-
Bourgogne	36 %	5 %	5 %	-
Bretagne	13 %	6 %	3 %	1 %
Centre	40 %	8 %	4 %	-
Corse	-	-	-	-
Champagne-Ardenne	19 %	9 %	6 %	35 %
Franche-Comté	25 %	8 %	3 %	6 %
Guadeloupe	5 %	-	1 %	-
Guyane	5 %	1 %	-	4 %
Haute-Normandie	41 %	23 %	7 %	7 %
Île-de-France	29 %	41 %	11 %	14 %
La Réunion	10 %	8 %	3 %	1 %
Languedoc-Roussillon	25 %	15 %	3 %	6 %
Limousin	9 %	1 %		23 %
Lorraine	47 %	11 %	7 %	4 %
Martinique	-	5 %	3 %	1 %
Midi-Pyrénées	15 %	7 %	8 %	12 %
Nord-Pas-de-Calais	43 %	14 %	14 %	9 %
Pays de la Loire	19 %	7 %	19 %	6 %
Picardie	39 %	31 %	5 %	6 %
Poitou-Charentes	17 %	3 %	1 %	1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36 %	9 %	2 %	8 %
Rhône-Alpes	38 %	19 %	9 %	9 %
TOTAL	30 %	24 %	9 %	11 %

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Novo Nordisk

Médicaments et biotechnologies appliquées

L'entreprise danoise Novo Nordisk, laboratoire pharmaceutique européen, est implantée à Chartres (Eure-et-Loir) dans la région Centre. Cette usine spécialisée dans la production de capsule d'insuline compte aujourd'hui près de 750 personnes contre une cinquantaine en 1990.

Depuis 2009, Novo Nordisk a procédé à trois investissements d'importance :

- En 2009, le danois a investi près de 20 millions d'euros afin de rationaliser son équipement et d'augmenter sa capacité de production de 25 %.
- En 2011, l'entreprise a annoncé une extension de son site en créant une nouvelle ligne de production pour un montant de 50 millions d'euros, destinée à produire 100 millions de flacons d'insuline par an.
- En 2013, Novo Nordisk a annoncé le recrutement de 150 personnes.

On observe également une activité significative de ces firmes dans le secteur du commerce pour les régions Alsace, Île-de-France et Picardie, où elles réalisent respectivement 36 %, 41 % et 31 % du chiffre d'affaires régional.

Une contribution majeure en termes d'emplois

Fin 2011, l'INSEE recensait plus de 20000 filiales de groupes étrangers installées en France, employant près de 2 millions de personnes, soit 12 % de l'emploi salarié hors agriculture, secteur financier et administration (environ un salarié sur sept).

Les études empiriques mettent en évidence que les multinationales sous contrôle étranger sont plus productives et créent plus d'emplois. En France, le nombre moyen de salariés dans les entreprises est de quatre, quand il est de 88 dans les filiales d'entreprises étrangères. De même, dans les entreprises de grande taille et de taille intermédiaire sous contrôle étranger, les effectifs salariés sont respectivement de

240 et 130, contre 171 et 75 pour l'ensemble des entreprises sur le territoire. Ces entreprises ont un effet d'entraînement et génèrent de nombreux emplois induits.

Les entreprises étrangères, qui ne représentent que moins de un pour cent du nombre d'entreprises opérant en France, apportent une contribution déterminante au développement territorial français. Elles assurent, par exemple, le quart de l'emploi dans la région Alsace, 18 % en Île-de-France, 13 % dans les régions Rhône-Alpes, Picardie et Lorraine, et 12 % dans le Nord-Pas-de-Calais et la Champagne-Ardenne.

La contribution des entreprises sous contrôle étranger est significative dans l'industrie manufacturière : près du quart des emplois est réalisé par ces entreprises. Cette contribution est supérieure à la moyenne nationale pour l'Alsace (47 %), la Lorraine (34 %), la Picardie (29 %), le Rhône-Alpes (28 %), la Bourgogne (27 %), le Centre (27 %), le Nord-Pas-de-Calais (27 %), la Haute-Normandie (26 %) et l'Île-de-France (26 %).

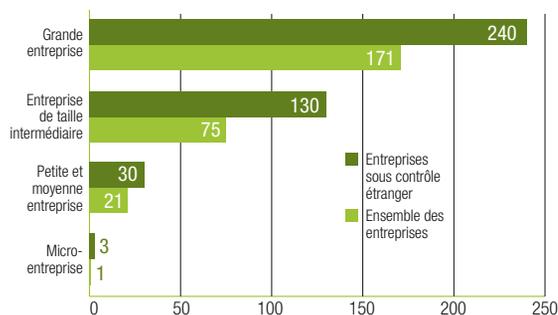
Fig. 2

Contribution des entreprises sous contrôle étranger à l'emploi régional



Fig. 3

Effectif moyen des entreprises



ILS INVESTISSENT EN FRANCE

**Chevron Corporation**

Chimie, plasturgie

L'entreprise américaine Chevron Corporation est spécialisée dans la fabrication de produits chimiques – production d'additifs pour lubrifiants et pour carburants.

Chevron Oronite SAS (COSAS), située dans la région Haute-Normandie, est une filiale du groupe Chevron spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation d'additifs pour huiles moteur, pour huiles industrielles et pour carburants. L'usine emploie 651 salariés et produit près de 300 000 t/an (production exportée pour plus de 80 % en Europe - Afrique - Moyen Orient). COSAS dispose de plusieurs lignes de production d'additifs et d'intermédiaires, et d'un centre de recherche et développement.

Avec un investissement de plus de 54,5 millions d'euros, le projet HHOB2 (*High High Over Base*) vise à doubler la capacité de production de détergents suralcalinisés désulfurisés, de moindre impact environnemental, dans le cadre d'un renouvellement technologique initié sur le site havrais depuis plus de 15 ans, et à même de renforcer les parts de marché du groupe à l'échelon mondial. Cet investissement générera la création de 30 postes supplémentaires.

Contribution à l'emploi des entreprises sous contrôle étranger par secteur d'activité

RÉGION	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	COMMERCE	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
Alsace	47 %	38 %	7 %	3 %
Aquitaine	13 %	4 %	4 %	2 %
Auvergne	9 %	2 %	2 %	1 %
Basse-Normandie	11 %	1 %	4 %	1 %
Bourgogne	27 %	6 %	3 %	2 %
Bretagne	12 %	6 %	3 %	2 %
Centre	27 %	6 %	5 %	-
Champagne-Ardenne	21 %	7 %	4 %	15 %
Corse	-	-	4 %	-
Franche-Comté	19 %	8 %	2 %	6 %
Guadeloupe	2 %	-	-	-
Guyane	6 %	1 %	-	2 %
Haute-Normandie	26 %	13 %	7 %	6 %
Île-de-France	26 %	32 %	5 %	13 %
La Réunion	5 %	3 %	4 %	1 %
Languedoc-Roussillon	16 %	6 %	4 %	4 %
Limousin	7 %	1 %	-	-
Lorraine	34 %	7 %	6 %	3 %
Martinique	-	1 %	4 %	-
Midi-Pyrénées	14 %	4 %	6 %	5 %
Nord-Pas-de-Calais	27 %	13 %	9 %	6 %
Pays de la Loire	15 %	7 %	17 %	3 %
Picardie	29 %	13 %	5 %	5 %
Poitou-Charentes	17 %	3 %	1 %	2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15 %	7 %	4 %	4 %
Rhône-Alpes	28 %	12 %	9 %	8 %
TOTAL	23 %	16 %	6 %	9 %

Des entreprises sous contrôle étranger parmi les premiers employeurs en France (top 20)

ENTREPRISE MÈRE	PAYS	SECTEURS D'ACTIVITÉ	EFFECTIFS FRANCE
CHARTERHOUSE CAPITAL LIMITED (Webhelp, Vivarte, Elior)	Royaume-Uni	Restauration Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager Activités des sièges sociaux; conseil de gestion Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	35 - 40 000
ISS A/S - INTEGRATED SERVICE SOLUTIONS	Danemark	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	30 - 35 000
STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR ESF (Bongrain, Ségur, Goût Décors & Chocolat)	Pays-Bas	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion Industries alimentaires Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	25 - 30 000
GENERALI ASSICURAZIONI SPA	Italie	Assurance Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	20 - 25 000
LIDL	Allemagne	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	20 - 25 000
ALLIANZ SE	Allemagne	Activités de services financiers et d'assurance	20 - 25 000
KINGFISHER PLC (Castorama, Brico Dépôt)	Royaume-Uni	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	20 000
PARJOINTCO NV (Albert Frère / Power Financial Corp)	Canada / Pays-Bas	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques Autres industries extractives	20 000
ARCELOR MITTAL	Luxembourg	Sidérurgie Fabrication de machines équipements Fabrication d'autres matériels de transport	20 000
ITALCEMENTI S P A	Italie	BTP	20 000
SECURITAS AB	Suède	Enquêtes et sécurité Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	20 000
COMPASS GROUP PLC	Royaume-Uni	Restauration Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	15 - 20 000
NESTLÉ S A	Suisse	Industries alimentaires Fabrication de boissons Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	15 - 20 000
KESA ELECTRICALS PLC (Darty, But)	Royaume-Uni	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles Entreposage et services auxiliaires des transports	15 000
WALT DISNEY CO.	États-Unis	Activités sportives, récréatives et de loisirs Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	10 - 15 000
DEUTSCHE POST AG	Allemagne	Entreposage et services auxiliaires des transports Activités immobilières	10 - 15 000
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION (Otis)	États-Unis	Travaux de construction spécialisés Fabrication de machines et équipements Fabrication d'autres matériels de transport	10 - 15 000
AB VOLVO	Suède	Industrie automobile Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	10 - 15 000
OGIER TRUSTEE (GUERNSEY) LIMITED AS TRUSTEE OF THE CINVEN GROUP 2008 EMPLOYEE BENEFIT TRUST (Camaïeu)	Royaume-Uni	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	10 - 15 000
BERTELSMANN STIFTUNG	Allemagne	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Activités des sièges sociaux; conseil de gestion Édition	10 - 15 000

Methodologie

Afin d'estimer la présence des entreprises étrangères implantées en France, l'outil de référence est la base Orbis. Nous précisons dans notre requête le taux de détention des capitaux étrangers à 50,01 %.

Des limites méthodologiques existent à cet exercice :

- La première est la non-exhaustivité des données. À titre d'exemple, aucune donnée en termes d'emplois ne figure dans Orbis pour le groupe hongkongais Hutchison Whampoa Limited (Marionnaud), qui comptabilise pourtant près de 4 000 emplois en France.
- La seconde limite tient dans la définition de la nationalité de l'entreprise : ainsi, les établissements à vocation spécifique (ex : holding localisée au Luxembourg pour bénéficier d'avantages fiscaux) peuvent biaiser l'analyse par nationalité.

À partir de l'échantillon Orbis obtenu, les informations ont été complétées par l'AFII, au travers des contacts fréquents qu'elle entretient avec les entreprises.

S'agissant des fonds d'investissement, dans la mesure du possible, les noms des filiales françaises ou autres marques sont indiqués entre parenthèses.

Fig. 4

Taille des entreprises exportatrices



- 32% Grande entreprise
- 57% Entreprise de taille intermédiaire
- 10% Petite et moyenne entreprise
- 0,4% Micro-entreprise

À noter qu'un tiers des emplois dans le secteur du commerce résulte des entreprises sous contrôle étranger pour la région Alsace (38 %) et l'Île-de-France (32 %).

Un moteur à l'exportation des territoires

Les entreprises sous contrôle étranger réalisent 33 % des exportations françaises et cette part atteint 38 % pour l'industrie manufacturière. Les entreprises de taille intermédiaire sont les principaux acteurs des exportations en réalisant 57 % des exportations totales des entreprises sous contrôle étranger (cette part est de 34 % pour la moyenne nationale)(cf. figure 4).

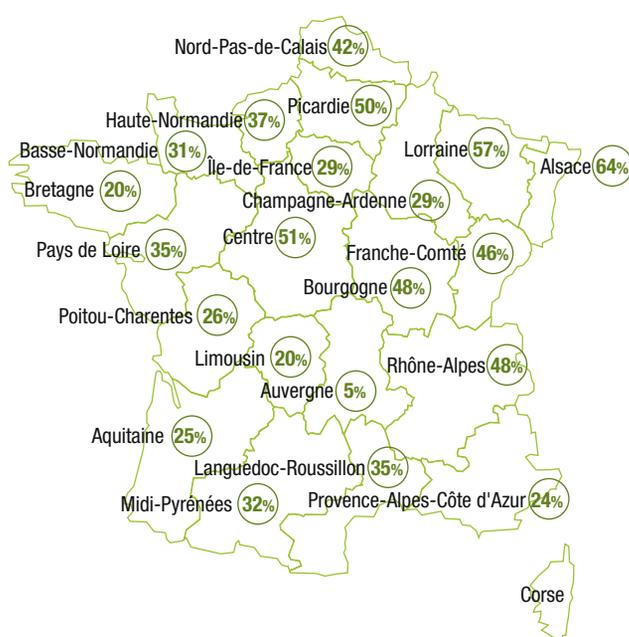
Plus de la moitié du chiffre d'affaires à l'exportation réalisé par les entreprises des régions Alsace (64 %), Lorraine (57 %), Centre (51 %) et Picardie (50 %) est imputable aux filiales

de sociétés étrangères. À noter également que la contribution aux exportations des entreprises sous contrôle étranger est supérieure à la moyenne nationale pour la Bourgogne et Rhône-Alpes (48 %), la Franche-Comté (46 %), le Nord-Pas-de-Calais (42 %), la Haute-Normandie (37 %) et le Languedoc-Roussillon (35 %).

L'internationalisation de l'industrie est particulièrement forte dans certaines régions, où les entreprises étrangères sont à l'origine de plus de la moitié des exportations. Il s'agit de l'Alsace (75 %), la Lorraine (66 %), le Centre (61 %), la Picardie (60 %), la Bourgogne et le Languedoc-Roussillon (59 %), la Haute-Normandie (55 %), le Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes (53 %) et la Franche-Comté (51 %).

Fig. 5

Contribution des entreprises sous contrôle étranger à l'exportation régionale



ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Albany Engineered Composites

Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires

La société américaine Albany Engineered Composites, spécialiste des composites tissés et moulés, a noué un partenariat avec le motoriste aéronautique Snecma (Safran).

Cette entité implantée à Commercy, dans la zone de restructuration militaire de la région Lorraine, est destinée à produire des pièces en matériaux composites pour les moteurs de nouvelle génération LEAP, destinés à équiper les futurs avions d'Airbus, de Boeing et de Comac.

Albany Engineered Composites et Safran s'appuieront pour le recrutement de leurs futurs employés sur un centre de formation créé à l'initiative du Conseil régional avec le concours de l'éducation nationale, centre qui a pour vocation de répondre aux besoins des industries locales. Ce projet devrait à terme permettre la création de 200 emplois.

Par ailleurs, Albany Engineered Composites et Safran ont créé une entité commune pour développer les applications des composites tissés et moulés qui s'appelle Albany Safran Composites : Safran possède une participation minoritaire dans cette nouvelle entité.

Contribution des entreprises sous contrôle étranger à l'exportation régionale par secteur d'activité

RÉGION	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	COMMERCE	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
Alsace	75 %	38 %	21 %	21 %
Aquitaine	39 %	12 %	13 %	7 %
Auvergne	8 %	-	-	-
Basse-Normandie	-	7 %	2 %	-
Bourgogne	59 %	12 %	53 %	-
Bretagne	29 %	10 %	1 %	10 %
Centre	61 %	17 %	-	-
Champagne-Ardenne	28 %	-	23 %	-
Corse	-	-	-	-
Franche-Comté	-	31 %	5 %	7 %
Guadeloupe	-	-	-	-
Guyane	1 %	-	-	-
Haute-Normandie	55 %	11 %	8 %	38 %
Île-de-France	27 %	42 %	10 %	19 %
La Réunion	1 %	-	-	1 %
Languedoc-Roussillon	59 %	22 %	6 %	25 %
Limousin	36 %	-	-	-
Lorraine	66 %	25 %	13 %	12 %
Martinique	-	-	-	-
Midi-Pyrénées	33 %	28 %	11 %	57 %
Nord-Pas-de-Calais	53 %	18 %	27 %	10 %
Pays de la Loire	38 %	29 %	32 %	44 %
Picardie	60 %	31 %	12 %	-
Poitou-Charentes	32 %	7 %	-	19 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	47 %	9 %	2 %	33 %
Rhône-Alpes	53 %	43 %	11 %	37 %
TOTAL	38 %	34 %	10 %	22 %

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Du Pont de Nemours and Company

Médicaments et biotechnologies appliquées

Créé il y a cinquante ans, le site de Danisco à Landerneau est devenu propriété du groupe multinational Du Pont de Nemours en 2011.

Leader mondial dans les ingrédients alimentaires, les enzymes et les solutions issues de la biotechnologie, la société extrait de l'alginate des algues brunes en Bretagne, une matière première puisée essentiellement sur son site finistérien (70 % des algues brunes utilisées proviennent de la mer d'Iroise).

Jusqu'alors spécialisée dans les produits alimentaires et cosmétiques, l'activité du site se développe aujourd'hui dans le secteur de la pharmacie à principe actif avec le lancement d'une nouvelle production destinée à soigner le reflux gastro-œsophagien. Pour ce faire, Du Pont Danisco a réalisé un investissement de modernisation et d'extension de 10 millions d'euros sur son site de Landerneau. Cet accroissement d'activité s'est traduit par l'embauche de 17 salariés en 2013.

Danisco sera bientôt la seule entreprise en France à fabriquer de l'alginate avec un référentiel pharmaceutique.

Contribution des filiales étrangères à la recherche en France (en part de la DIRDE et du nombre de chercheurs)

BRANCHES	DÉPENSES INTÉRIEURES DE R&D	CHERCHEURS
Agriculture, sylviculture et pêche	20 %	17 %
Industries extractives	8 %	16 %
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	34 %	33 %
Textiles, industries habillement, cuir et chaussure	28 %	23 %
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	30 %	24 %
Cokéfaction et raffinage	4 %	8 %
Industrie chimique	27 %	31 %
Industrie pharmaceutique	18 %	23 %
Produits en caoutchouc et en plastique	13 %	20 %
Produits minéraux non métalliques	22 %	19 %
Métallurgie	54 %	51 %
Produits métalliques	17 %	14 %
Composants, cartes électroniques, ordinateurs...	76 %	74 %
Équipements de communication	2 %	3 %
Instruments et appareils de mesure, navigation, horlogerie	20 %	15 %
Équipements d'irradiation médicale, électromédicale et électrothérapeutique	46 %	48 %
Équipements électriques	20 %	19 %
Machines et équipements non compris ailleurs	50 %	41 %
Industrie automobile	19 %	23 %
Construction navale, ferroviaire et militaire	6 %	9 %
Construction aéronautique et spatiale	70 %	59 %
Autres industries manufacturières non comprises ailleurs	44 %	40 %
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	0 %	0 %
Eau assainissement, gestion déchets et dépollution	6 %	9 %
Construction	1 %	1 %
Transports et entreposage	14 %	13 %
Édition, audiovisuel et diffusion	13 %	10 %
Télécommunications	10 %	15 %
Activités informatiques et services d'information	20 %	17 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16 %	14 %
Activités financières et d'assurance	14 %	13 %
Autres activités non comprises ailleurs	52 %	53 %
TOTAL	28 %	26 %

Les filiales de groupes étrangers sont très présentes dans la R&D

En 2011, les dépenses intérieures de R&D des entreprises implantées sur le territoire national s'élèvent à 28,7 milliards d'euros. Elles ont cru de 4 % par rapport à 2010. Les filiales étrangères participent à l'effort de recherche et développement de l'économie française : leur part dans les dépenses intérieures de R&D réalisées par les entreprises sur le territoire national est de 28 % (en 2011).

Avec plus de la moitié de la DIRDE réalisée par les entreprises sous contrôle étranger, la présence étrangère est prédominante dans les branches suivantes : composants, cartes électroniques, ordinateurs, équipements périphériques (76 % avec 1088 millions d'euros), construction aéronautique et spatiale (70 % avec 2001 millions d'euros) ainsi que métallurgie (54 % avec 226 millions d'euros). À noter également que la présence étrangère est supérieure à la moyenne nationale dans les branches de l'industrie agroalimentaire, de l'industrie du bois, de la fabrication de machines et équipements ainsi que des équipements médicaux.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Primark

Commerce et distribution

Primark, filiale du groupe britannique Associated British Foods, est une enseigne de prêt-à-porter très bon marché destinée aux moins de 35 ans. Son slogan publicitaire est « Look Good, Pay Less ».

Primark dispose de 257 magasins en Europe et emploie plus de 46 800 personnes. Elle a réalisé sur l'exercice 2011-2012 : 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires et un profit opérationnel de 413 millions d'euros. Primark est très impliquée dans le commerce équitable et l'environnement à travers le recyclage du carton et des cintres de ses magasins au Royaume-Uni (161 magasins) et le soutien à l'ONG Newlife Foundation for Disabled Children qui vient en aide aux enfants handicapés et aux enfants malades en phase terminale. Primark a ouvert son premier magasin en France, à Marseille Grand Littoral, le 16 décembre 2013. D'une surface de 7 500 m², ce magasin emploie 300 personnes en CDI.

La France capitalise ses atouts structurels

Interrogés sur les critères d'attractivité de la France, les dirigeants d'entreprises internationales implantées en France soulignent en premier lieu (plus de trois quarts d'entre eux) **la qualité des infrastructures de communication, celles des transports et logistiques, la taille du marché intérieur ainsi que la formation et la qualification des salariés, le tissu industriel et l'écosystème d'innovation et de R&D.**

Notre pays dispose des atouts nécessaires pour se positionner dans la concurrence internationale. Par ailleurs, toutes les mesures adoptées par notre gouvernement visant à simplifier l'écosystème et à flexibiliser le marché du travail, à stabiliser et alléger la pression fiscale à l'égard des entreprises sont de nature à rassurer les investisseurs étrangers et conforter leur présence.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Samsung

Composants électroniques

Après l'ouverture de son premier point de vente à Paris l'an dernier, la société électronique sud-coréenne a décidé de renforcer sa présence en France.

Le centre de recherche et développement implanté à Sophia Antipolis dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se développe.

Un recrutement de 110 ingénieurs supplémentaires est prévu.

Un investissement démarré avec la reprise d'une quarantaine d'anciens collaborateurs de l'anglais Cambridge Silicon Radio, l'objectif étant le développement de technologies de localisation mobile.



Archo Solutions

Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires

Archo Solutions, société d'ingénierie brésilienne, est spécialisée dans la conception et la réalisation de câblages électriques pour aéronefs.

Dans la perspective du développement de nouveaux marchés en Europe, Archo Solutions a décidé d'implanter en France une filiale dédiée au secteur naval et aux hélicoptères. Ce projet est en lien avec le pôle de compétitivité aéronautique Pegase dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Vingt emplois sont attendus à Marseille, dans des fonctions d'ingénierie et de recherche et développement.

Caractéristiques des entreprises sous contrôle étranger

LA PART PRÉPONDÉRANTE DES ENTREPRISES AMÉRICAINES ET EUROPÉENNES

77 % des firmes multinationales sous contrôle étranger présentes en France sont européennes, et 16 % sont sous contrôle américain. Les filiales françaises d'entreprises européennes et américaines emploient plus de 90 % des salariés travaillant dans des groupes étrangers présents en France.

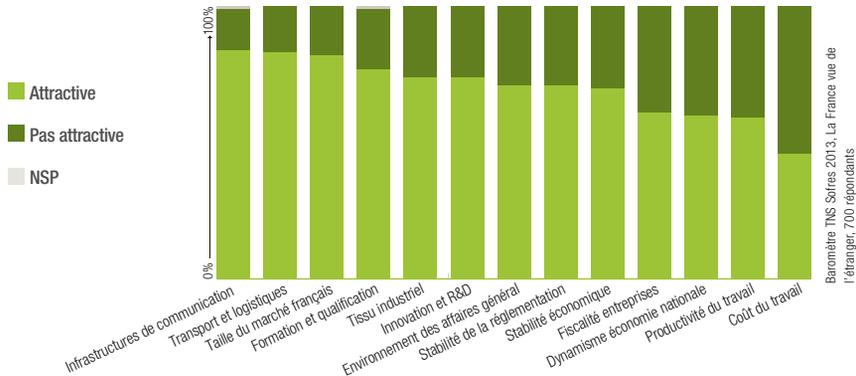
Les entreprises américaines emploient plus de 400 000 personnes, soit près du quart des emplois recensés dans les filiales étrangères. L'Allemagne arrive en tête des pays européens, avec plus de 304 000 salariés. Viennent ensuite le Royaume-Uni (187 320), la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas.

LES GROUPES ÉTRANGERS IMPLANTÉS EN FRANCE SONT DE PLUS GRANDE TAILLE QUE LA MOYENNE NATIONALE

36 % des entreprises sous contrôle étranger sont des entreprises de taille intermédiaire contre 1 % pour la moyenne nationale. À noter que 93 % des entreprises sur le territoire national sont des micro-entreprises. Les entreprises de taille intermédiaire emploient 53 % des salariés travaillant dans des entreprises sous contrôle étranger, contre 19 % pour les entreprises franco-françaises. Les entreprises étrangères de grande taille emploient 33 % des salariés qui travaillent dans des entreprises sous contrôle étranger, contre 27 % pour l'ensemble des entreprises franco-françaises.

fig. 6

Sur chacun des critères suivants, la France est-elle, selon vous, tout à fait ou pas du tout attractive pour les investissements internationaux ?



L'ouverture de l'économie française

PAR RAPPORT À LA RICHESSE NATIONALE, LA FRANCE ACCUEILLE PLUS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS QUE LES PRINCIPAUX PAYS DÉVELOPPÉS.

Stock d'investissements étrangers, rapporté au PIB (données CNUCED, 2013) :

- Royaume-Uni : 54 %
- Espagne : 47 %
- France : 42 %
- États-Unis : 25 %
- Allemagne : 21 %
- Italie : 18 %
- Japon : 3 %

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EST TRÈS OUVERTE AUX CAPITAUX ÉTRANGERS.

Selon l'INSEE, les filiales sous contrôle de groupes étrangers :

- emploient 12 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française ;
- contribuent à hauteur de 20 % au chiffre d'affaires de l'économie française ;
- assurent 33 % des exportations de l'économie française ;
- réalisent 11 % de l'investissement corporel de l'économie française.

Cette ouverture est plus marquée dans le secteur industriel. Selon l'INSEE, les filiales industrielles de groupes étrangers :

- emploient près du quart de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France ;
- contribuent à hauteur de 30 % au chiffre d'affaires de l'industrie française ;
- assurent 38 % des exportations de l'industrie manufacturière ;
- réalisent 31 % de l'investissement corporel de l'industrie française.

LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS DÉTIENNENT 46,3 % DU CAPITAL DES ENTREPRISES DU CAC 40

(Banque de France, septembre 2013).

LES FILIALES FRANÇAISES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES ASSURENT 28 % DES DÉPENSES INTÉRIEURES DE R&D RÉALISÉES PAR LES ENTREPRISES EN FRANCE (MENESR, 2012).

LES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER SONT PRÉSENTES DANS LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ en France, contrôlant 858 établissements étrangers, qui comptent pour 9 % de l'ensemble des établissements présents dans les pôles (DGCIS, 2012).

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Magneti Marelli Holding
Constructeurs automobiles et équipementiers

Présent en France à travers plusieurs filiales, Magneti Marelli a décidé la création d'un centre de recherche et développement à Sophia Antipolis dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

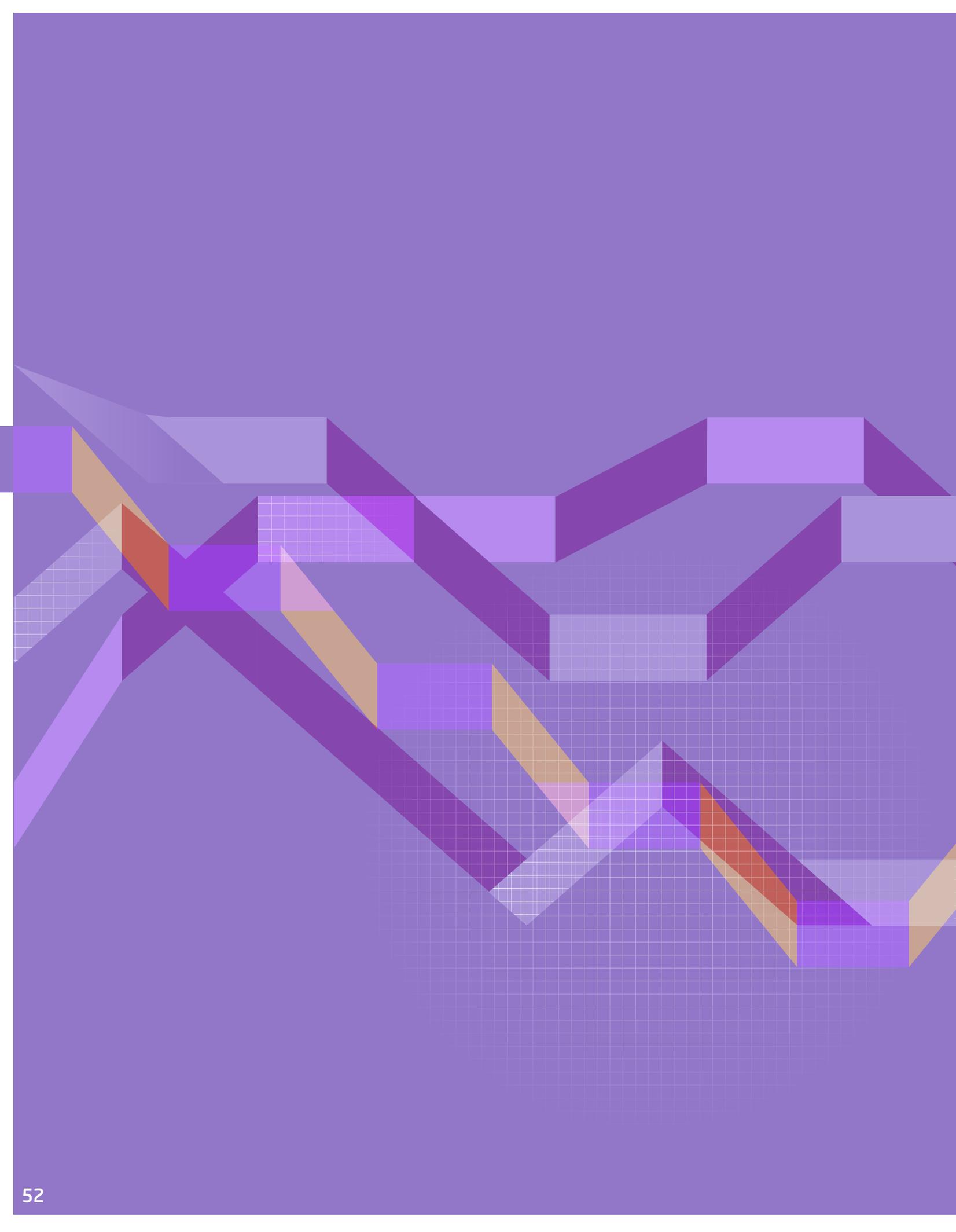
Le futur centre développera un programme de R&D, d'innovation et d'ingénierie qui se focalisera initialement sur des technologies multimédia innovantes et la connectivité appliquées à l'automobile. Sur la partie multimédia, le centre travaillera sur l'intégration et la gestion, sur un support unique, de plusieurs sources audio/images disponibles à l'utilisateur, au sein d'une interface adaptée à l'ergonomie et à la sécurité du véhicule. La partie « connectivité » intégrera les technologies sans fil, le système multimédia, les infrastructures de télécommunication et les supports mobiles du conducteur. Associé à un investissement de 40 millions d'euros, cette nouvelle entité prévoit la création de 50 emplois.



Rambus
Composants électroniques

Fondée en 1990, Rambus est une entreprise américaine spécialisée dans la réalisation de licences technologiques, principalement consacrées aux technologies de bus informatique et de mémoire vive.

Elle s'est diversifiée dans la cryptologie et a décidé de créer à Paris un centre de R&D. Ce centre constitue la première implantation de l'entreprise en Europe et emploiera 20 personnes.



Chapitre 3

Atouts et perceptions des investisseurs étrangers : focus innovation

UNE POLITIQUE AU SERVICE DE LA COMPÉTITIVITÉ
ET DE L'INNOVATION

54

EN 2013, LA FRANCE N'A JAMAIS AUTANT ACCUEILLI D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LA FONCTION R&D, DESIGN ET INGÉNIERIE :
77 DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT, DONT 51 DÉCISIONS RELÈVENT DE LA R&D.

UNE POLITIQUE AU SERVICE DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DE L'INNOVATION

L'innovation, une priorité pour le gouvernement

Depuis mai 2012, le gouvernement a adopté de nombreuses mesures phares à destination de l'innovation afin de dynamiser la montée en gamme de notre économie et de conforter la croissance et l'emploi.

Selon l'OCDE¹, « La science, la technologie, l'innovation et l'entrepreneuriat étant des facteurs de compétitivité, de productivité et de création d'emploi, ils constituent d'importants leviers de croissance durable ».

Les réformes structurent notre environnement et favorisent l'attractivité de notre territoire

Comme l'a décrit Louis Gallois dans son rapport remis au Gouvernement en novembre 2012 « Pacte pour la compétitivité de l'industrie française », la capacité de la France à saisir les opportunités des nouveaux enjeux de l'innovation est là : l'effort de la recherche française est significatif, les écosystèmes de l'innovation au premier rang desquels les pôles de compétitivité ont montré leur capacité à fédérer les acteurs de l'innovation, les instituts Carnot ont été lancés, et enfin, le programme des investissements d'avenir doit donner les moyens d'un sursaut.

La mobilisation des pouvoirs publics se traduit par une croissance régulière des dépenses intérieures de recherche des entreprises et du nombre de personnel alloué à la recherche en France.

L'innovation est un facteur d'attractivité

La R&D a trouvé sa place, parfois centrale, dans la stratégie d'investissement à l'étranger des firmes multinationales, incitées à s'implanter et à développer leurs stratégies d'innovation dans les territoires les plus attractifs.

74 % des dirigeants d'entreprises étrangères interrogés dans le cadre de l'enquête annuelle d'opinion TNS Sofres-AFII **citent l'innovation et les activités de R&D parmi les facteurs d'attractivité de la France**. Dans ce domaine sont particulièrement appréciés les possibilités de coopération avec des équipes de recherche académique (74 %), la proximité des marchés et des autres activités de l'entreprise (74 %), la qualité du personnel de R&D (72 %), la proximité des pôles de compétitivité français (70 %), ainsi que le niveau des aides publiques à la R&D (68 %).

¹Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie 2013.

Des outils publics récents mobilisés en faveur de la compétitivité et de l'innovation

• Le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi annoncé par le Premier ministre, le 6 novembre 2012, s'articule autour de huit leviers de compétitivité et de trente-cinq décisions. L'innovation est au cœur de cette stratégie.

- Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est un crédit automatique pour toutes entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés. Le montant annuel du CICE correspond à 6 % de la masse salariale brute constituée par les salaires inférieurs à 2,5 SMIC. Au total, 20 Md€ chaque année au bénéfice des entreprises, soit 1 % du PIB du pays.

- La Banque publique d'investissement (BPI) offre aux entreprises, en particulier les PME et ETI innovantes, un service de financement de proximité, à l'aide d'une palette élargie d'instruments financiers et de conseils pour intervenir à tous les stades de leur développement. La BPI a une capacité d'intervention de 42 Mds€. Une garantie publique, mise en place par la BPI, apportera plus de 500 M€ de trésorerie aux PME.

• Le « crédit d'impôt recherche », incitation fiscale sans équivalent en Europe reposant sur un crédit d'impôt de 30 % des dépenses de R&D jusqu'à 100 M€, et de 5 % au-delà de ce montant, est étendu aux dépenses d'innovation pour les PME dès 2013 (taux de 20 %, dans la limite de 400 000 €). Ce dispositif représente un levier puissant pour la recherche partenariale, puisque les dépenses sous-traitées à des organismes publics sont prises en compte à hauteur de 200 %, (à concurrence de 12 M€). 17 700 entreprises, dont 2 000 entreprises étrangères implantées en France, recourent au crédit d'impôt recherche.

• « Feuille de route du Gouvernement pour le numérique » qui prévoit, notamment, la mobilisation de 450 M€ pour encourager la diffusion du numérique dans l'économie française. 300 M€ sont accessibles aux PME pour « introduire plus de numérique dans leurs produits et leurs processus de production », et 150 M€ sont mobilisés pour soutenir l'effort d'investissement des entreprises dans cinq technologies stratégiques.

• Loi de sécurisation de l'emploi issue d'un accord entre les partenaires sociaux. La loi répond aux besoins d'adaptation des entreprises et renforce la sécurisation de l'emploi, en permettant :

- une meilleure anticipation des évolutions de l'entreprise ;
 - la recherche de solutions collectives pour s'adapter aux changements en sauvegardant l'emploi ;
 - la refonte des procédures de licenciements collectifs, mieux encadrées et sécurisées ;
 - la sécurisation des parcours professionnels.
- Commission Innovation 2030, présidée par Mme Anne Lauvergeon, a identifié un nombre limité d'opportunités majeures au potentiel

particulièrement fort pour l'économie française. Lancement début décembre d'un concours doté de 300 M€, autour de 7 thématiques d'avenir : stockage de l'énergie, recyclage des matières, valorisation des richesses marines, protéines végétales et chimie verte, médecine individualisée, *big data*, *silver economy*.

• 34 Plans industriels ont été retenus au regard de trois critères :

- se situer sur un marché de croissance ou présentant des perspectives de croissance forte dans l'économie mondiale ;
- se fonder essentiellement sur des technologies que la France maîtrise, sur leur diffusion dans l'économie et leur développement ainsi que sur l'industrialisation d'une offre industrielle nouvelle ;
- occuper une position forte sur ce marché avec des entreprises leaders, ou disposer d'un écosystème académique, technologique, économique et industriel permettant d'y occuper une place forte.

L'État assure un soutien financier de 3,5 Md€ à titre d'effet de levier des financements engagés par les entreprises participant à ces plans.

• La French Tech est un grand mouvement de mobilisation collective des écosystèmes territoriaux les plus dynamiques de France pour la croissance de leurs start-up et entreprises numériques. Les financements s'inscrivent dans le programme d'investissements d'avenir.

- Accélération : 200 M€ investis dans des initiatives privées (des « programmes d'accélération ») qui aident les entreprises numériques à croître plus vite pour devenir des champions internationaux.

- Attractivité internationale : 15 M€ pour soutenir des *Fablabs* et attirer des talents, entrepreneurs et investisseurs étrangers.

• Dans le cadre du programme Investissements d'Avenir (35 milliards d'euros sur dix ans) visant à financer l'innovation en France, renforcer la productivité, la capacité d'innover et accroître la compétitivité des entreprises. Un nouveau programme d'investissements d'avenir (PIA 2), doté de 12 Md€. 50 % concerneront directement ou indirectement la transition énergétique, plus de 3,5 Md€ seront consacrés aux universités. Les autres priorités concernent l'industrie de demain, le numérique, la santé et l'excellence technologique.

• Le Pacte de responsabilité et de solidarité qui se fonde sur 4 leviers :

- alléger le coût du travail et la fiscalité des entreprises (le taux de l'impôt sur les sociétés sera abaissé dès 2017 et ramené à 28 % en 2020) ;
- réduire les prélèvements salariaux pour mieux rémunérer le travail ;
- amplifier le choc de simplification
- améliorer le champ de la négociation sociale

Fig. 1

Quel impact chacun de ces projets de réforme aurait-il sur l'attractivité de la France pour une entreprise comme la vôtre?

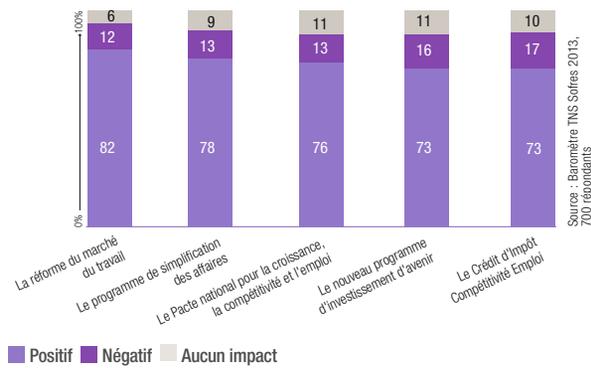


Fig. 2

Sur chacun des critères suivants, la France est-elle selon vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout attractive pour des investissements en R&D?

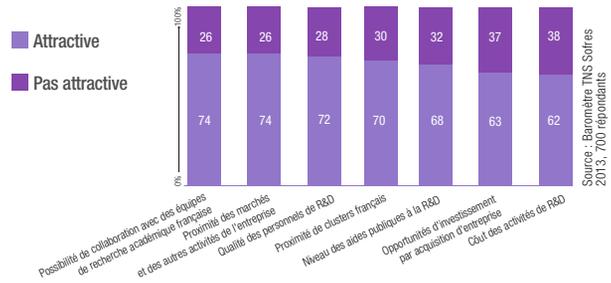
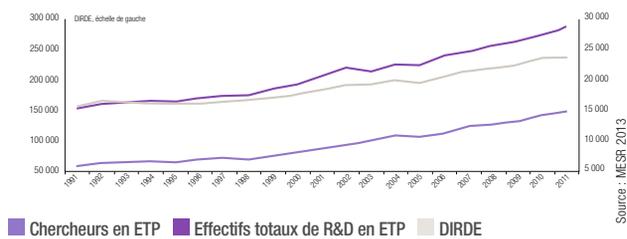


Fig. 3

Évolution du personnel de recherche et de la DIRDE



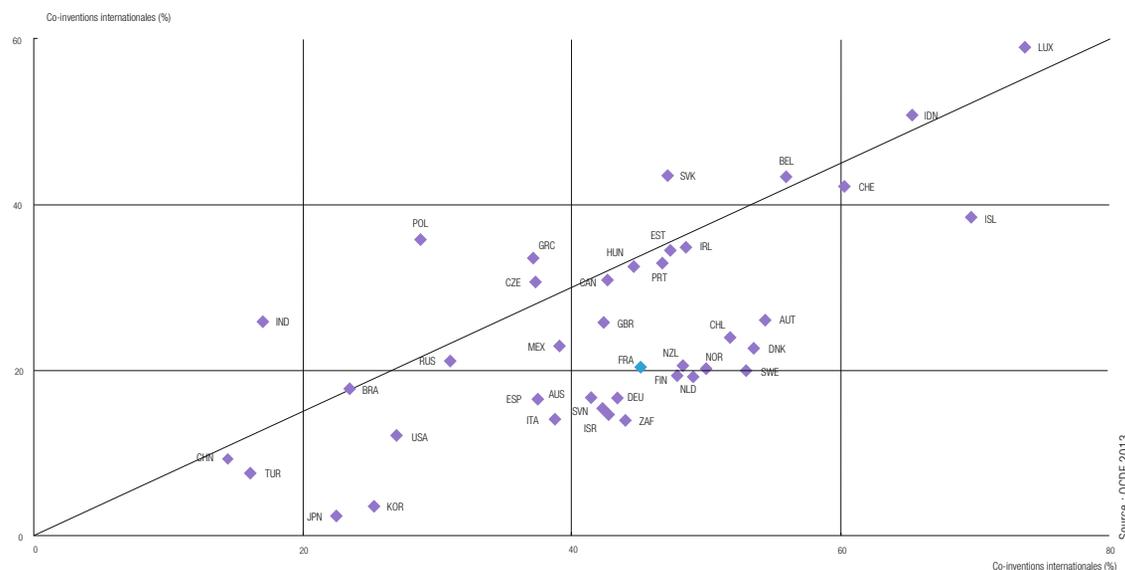
Méthodologie

SONDAGE TNS SOFRES ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

La Sofres a interrogé en octobre 2013 des dirigeants d'entreprises étrangères. L'objectif était d'identifier les perceptions sur l'attractivité française et de mieux comprendre le processus de décision en matière de choix d'investissement. Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de 722 entreprises étrangères principalement implantées dans les pays suivants : États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni, Allemagne.

Fig. 4

Collaboration internationale en sciences et innovation



TEMOIGNAGE

Christian Reinaldo,
PDG Agfa

Agfa est une entreprise leader dans les secteurs des arts graphiques et de la santé. La société est présente en France depuis 1935. En 2012, Agfa a été élue l'entreprise belge la plus innovante en France. Dans cette interview, Christian Reinaldo, son PDG, nous explique pourquoi Agfa a choisi d'investir en France.

Quels sont les chiffres clés d'Agfa ?

Le premier chiffre que je voudrais donner est le nombre d'employés qui travaillent pour Agfa car ils sont l'atout majeur de notre entreprise : environ 12 000 dans le monde. Le second chiffre est notre chiffre d'affaires, qui est de plus de 3 millions d'euros. Enfin, le troisième chiffre concerne nos investissements en R&D, car nous sommes une entreprise technologique : **chaque année, nous investissons entre 150 et 160 millions d'euros en R&D.**

Pourquoi avoir choisi de faire des affaires en France ?

Nous avons une usine en France à côté de Lille, à Pont-à-Marcq, depuis 1935. En termes de présence industrielle, nous sommes donc en France depuis longtemps. La France est un territoire naturel pour Agfa, d'une part car nous sommes présents dans le pays depuis longtemps et d'autre part grâce aux acquisitions que nous avons faites au cours des 10-15 dernières années dans le secteur de la santé. La France est aussi un marché important en Europe. Agfa a des racines profondes en Europe. Et bien sûr quand vous souhaitez vendre beaucoup de produits, il vaut mieux les vendre en France.

Quels autres facteurs rendent la France attractive à vos yeux ?

La France est attractive tout d'abord grâce aux talents dont elle

dispose. C'est un pays où vous trouvez facilement des ingénieurs pour tout type de business. Vous pouvez trouver des ingénieurs pour la R&D et des personnes très talentueuses pour les services, le développement et l'installation de produits, en informatique, etc. En termes d'investissements, il y a de nombreux points **attractifs comme le Crédit d'Impôt Recherche (CIR).**

J'ai mentionné plus tôt notre usine à Pont-à-Marcq. Les employés qui y travaillent ont été fantastiques au fil du temps en démontrant de grandes capacités d'adaptation, car ils ont longtemps travaillé sur des films photographiques et ont dû évoluer en travaillant avec des plaques contenant de l'argent.

C'est donc **un ensemble de choses qui rendent ce pays attractif.**

Quels sont les futurs projets d'Agfa en France ?

Nous avons rencontré beaucoup de succès au cours des trois/quatre dernières années pour mettre en place des relations solides avec de grands centres hospitaliers universitaires, comme l'APHP (Assistance Publique des Hôpitaux de Paris) à qui nous avons fourni le plus grand système d'information jamais créé en Europe pour les hôpitaux.

Notre objectif clé actuellement en France pour les prochaines années concernera donc les systèmes d'information pour les hôpitaux. C'est notre but principal. Le second objectif concernera le secteur de l'impression. Je pense que la numérisation des impressions en France sera l'un des marchés clés et probablement l'un des plus avancés. Et bien sûr, c'est un domaine dans lequel nous souhaitons également investir.

La R&D en France : la France dispose d'un écosystème inédit en Europe

Selon la Commission européenne, les forces de la France résident dans les co-publications scientifiques internationales, la présence active de doctorants non européens et la formation « tertiaire » d'une grande partie de sa population. En France, 45 % des publications scientifiques relève du co-autorat international².

La population de chercheurs est bien représentée : avec 8,5 chercheurs pour 1 000 actifs, en 2011, la France se place en 4^e position, devant l'Allemagne (7,9) et le Royaume-Uni (8,3). Cette

part a progressé de 14 % par rapport à 2005, contre 12 % pour l'UE15.

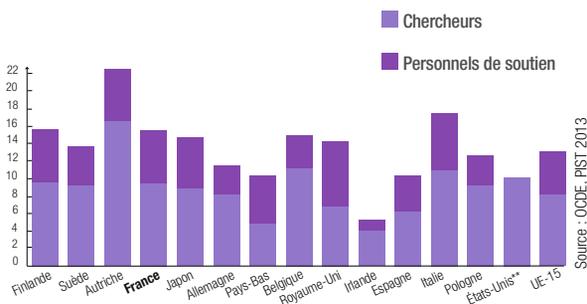
Pour les 25-34 ans, la population est particulièrement qualifiée : 43 % d'entre eux ont atteint un niveau d'éducation supérieure³ en 2011, identique à celui observé en Suède ou aux États-Unis, et très supérieur à celui de l'Allemagne (27,7 %) ou de l'Italie (21 %).

²Un document scientifique est réputé comporter une collaboration internationale si la liste des affiliations comprend des établissements de différents pays signalés par un ou plusieurs auteurs.

³Le niveau de qualification est défini à partir de la classification internationale type de l'éducation (CITE) de l'OCDE de 1997 (Cf. Nomenclature des systèmes d'éducation. Guide d'utilisation de la CITE 97 dans les pays de l'OCDE, Paris, 1999). L'enseignement supérieur correspond à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire.

Fig. 5

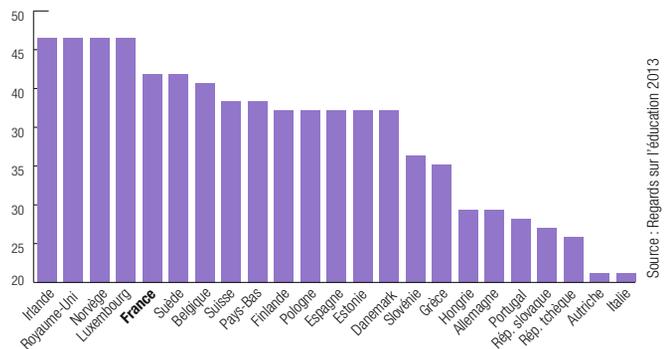
Personnel de R&D (2011 *) pour 1 000 actifs



* 2010 pour la France, l'Allemagne et le Japon ; 2007 pour les États-Unis.
 ** Les données pour l'ensemble du personnel de R&D ne sont pas disponibles

Fig. 6

Diplômes de l'enseignement supérieur (2011), part dans la population des 25-34 ans



Source : Regards sur l'éducation 2013

TEMOIGNAGE

Jim Tung,
Fellow Mathworks

MathWorks est le premier développeur de logiciels de calculs mathématiques. Partout dans le monde, des ingénieurs et des scientifiques comptent sur ses solutions pour accélérer la recherche, l'innovation et le développement.

Quels sont les atouts de la France pour votre investissement ?
 Présent en France depuis une douzaine d'années, MathWorks a d'abord établi un bureau à Meudon dédié aux clients commerciaux, académiques et publics. Plus récemment, MathWorks a fusionné avec Polyspace, société grenobloise qui développe des outils permettant de vérifier le code d'applications embarquées dans les domaines de l'aérospatiale, de l'automobile, etc. L'équipe technique assurant le support des produits Polyspace ayant intégré l'organisation de MathWorks, nous avons mis à profit leur expertise pour répondre aux besoins de nos clients actuels, mais aussi pour démarcher de nouveaux clients susceptibles d'être intéressés par ces solutions.

Comment travaille-t-on avec les Français ?

La collaboration avec nos collègues français est plaisante, stimulante sur le plan intellectuel, pragmatique et productive.

La France est-elle favorable à l'entreprenariat ?

Durant notre relation de longue date avec nos partenaires en France, nous avons vu le pays fournir aux entrepreneurs un cadre solide assorti dans le même temps d'une flexibilité suffisamment grande pour attirer diverses sociétés. MathWorks fait partie des quelques mille employeurs américains implantés en France à bénéficier des nombreux atouts qu'offre le pays parmi lesquels une main-d'œuvre qualifiée, de très bons centres d'éducation et de recherche, d'excellentes infrastructures, un emplacement central en Europe et une qualité de vie supérieure.

Incentives fiscales à la R&D et à l'innovation

Les incitations fiscales à la R&D, visant à réduire le coût marginal des activités de R&D, sont souvent considérées comme de meilleurs instruments que les aides directes (OCDE, 2012). Ces instruments laissent toute latitude aux entreprises qui choisissent les projets de R&D qu'elles souhaitent financer. Ces dispositifs encouragent l'investissement privé de R&D, stimulent la création d'entreprises de R&D et permettent d'attirer des centres de recherche d'entreprises étrangères.

Le « crédit d'impôt recherche », incitation fiscale sans équivalent en Europe.

Selon l'OCDE, la France est le pays offrant le traitement fiscal de la R&D le plus avantageux pour les entreprises. [Fig. 7]

La 9^e édition du Baromètre du financement de l'innovation d'Alma Consulting Group mesure l'impact des différents dispositifs de financement de la R&D sur l'activité innovante des entreprises. Le Crédit d'impôt recherche (CIR) est le dispositif de financement le plus utilisé en Europe : 69 % des entreprises françaises interrogées déclarent ne pouvoir innover sans y avoir recours. Selon les investisseurs interrogés, le dispositif français représente la clé de voute des programmes de recherche et développement en France. Le CIR est stabilisé jusqu'en 2017 et a été étendu aux dépenses d'innovation pour les PME en 2013.

En 2012, 64 % des entreprises innovantes ont recours au CIR, dont 18 % sont des primo-déclarantes. Plus l'entreprise est grande, plus le CIR est utilisé. Les TPE sont 47 % à l'utiliser, 66 % pour les PME, 74 % pour les ETI et un taux qui monte à 100 % pour les grands groupes. Le CIR représente en moyenne 15 % des ressources financières utilisées par une entreprise innovante en France (pour une part d'autofinancement estimée à 55 % des financements totaux) et 34 % des financements externes (contre 27 % en 2011).

L'impact des financements externes (CIR, aides et subventions, crédits bancaires) est plus marqué au sein des entreprises françaises : 50 % d'entre elles constatent une augmentation de l'emploi R&D (contre 41 % pour la moyenne des entreprises de l'échantillon), 70 % observent une hausse sur le nombre d'innovations commercialisées (contre 60 %), et 46 % estiment une progression des partenariats (contre 38 %).

Les pôles de compétitivité jouent un rôle clé dans la politique d'attractivité et d'innovation

Ils constituent un facteur d'attractivité pour 78 % des investisseurs étrangers qui les connaissent. Et 89 % en font un facteur d'influence principal ou secondaire pour l'implantation d'activités de R&D.

La notion de pôles de compétitivité renvoie à la nécessité de la coordination de l'ensemble des acteurs, dans le cadre de la mise en place d'un système productif localisé. Il s'agit de promouvoir un dispositif permettant une appropriation des savoir-faire et leurs diffusions, à travers la mise en place de projets collaboratifs entre des organisations de recherche et développement (R&D) et le monde de la production, pour accroître la compétitivité des territoires et des entreprises concernées.

Les gains induits par la concentration spatiale des firmes ont été mis en évidence dès 1920 par Marshall. Bien que le nombre de firmes augmente le degré de concurrence et réduise l'attractivité d'un territoire, les externalités positives provenant principalement d'un accès plus facile aux inputs nécessaires à la production (main-d'œuvre, accès aux sous-traitants, bénéfices liés au réseau comme baisse des coûts de transaction...), ainsi que les retombées technologiques liées à la proximité géographique favorisent la concentration des activités industrielles et économiques.

Méthodologie

9^e BAROMÈTRE EUROPÉEN DE L'INNOVATION

Le 9^e Baromètre européen de l'innovation réalisé par Alma Consulting Group a pour vocation de dresser un état des lieux de l'utilisation des différents dispositifs européens et de déterminer leur impact sur les entreprises innovantes européennes, ainsi que sur l'emploi en R&D et les investissements en R&D. Ce baromètre a été réalisé auprès de 884 entreprises françaises et 699 entreprises européennes.

Fig. 7

Financement public de la R&D des entreprises et incitations fiscales à la R&D, 2011

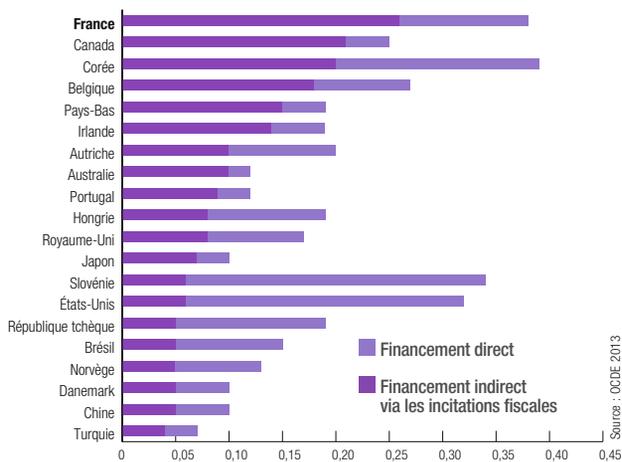
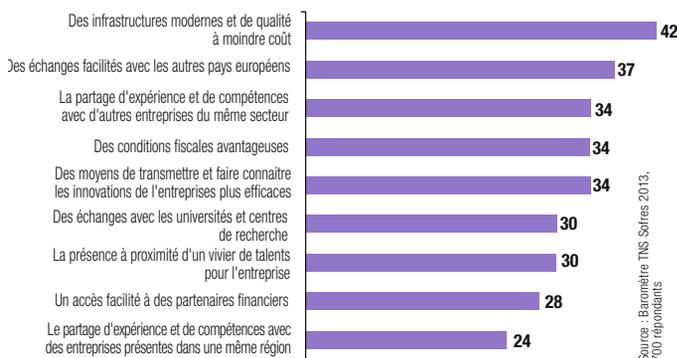


Fig. 9

Quels sont, selon vous, les 3 principaux avantages offerts par les pôles de compétitivité français (en %) ?



ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Kloud Consulting

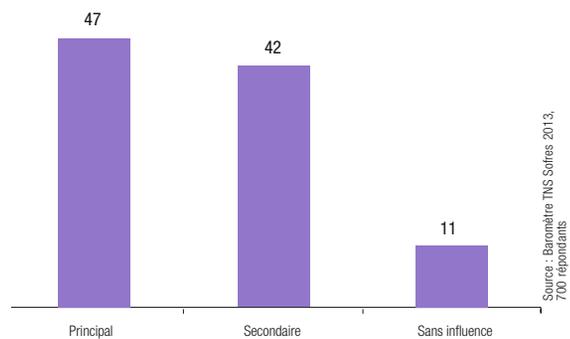
Logiciels et prestations informatiques

Le groupe britannique Kloud Consulting propose des services d'implémentation de logiciels pour des entreprises.

Fondée en 2010, Kloud Consulting a souhaité créer une filiale en France, suite à l'implantation de son partenaire, l'éditeur de logiciel Workday. Elle s'est donc installée à Paris dans la région Île-de-France et prévoit d'y recruter 50 personnes sur une période de trois ans.

Fig. 8

Les pôles de compétitivité français pourraient-ils constituer pour votre entreprise un facteur d'implantation d'activités de R&D (en %) ?



ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Saudi arabian oil company

Énergie, recyclage

La compagnie pétrolière nationale d'Arabie saoudite Saudi arabian oil company - Aramco a créé à Rueil-Malmaison en Île-de-France un centre de recherche sur les carburants dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut Français du Pétrole et des Énergies Nouvelles (IFPEN).

Ce centre de recherche, baptisé Aramco Fuel Research Center, a pour objectif de développer des technologies pour améliorer les performances des moteurs thermiques et réduire leur pollution. Il collaborera avec le centre ouvert par le groupe aux Pays-Bas, lequel est dédié à la recherche dans le domaine de l'exploration pétrolière et gazière. Cet investissement a permis la création de 15 emplois.

Parmi les principales externalités positives mises en exergue par les investisseurs étrangers, on peut citer la qualité des infrastructures, le partage d'expérience et de compétences, les échanges avec les universités et les centres de recherche...

Principales caractéristiques de la présence des entreprises étrangères en termes d'innovation et de R&D.

Croissance des dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD)

La DIRD est l'un des indicateurs les plus largement utilisés pour mesurer les efforts et les investissements d'un pays dans la R&D. Les pays de l'OCDE totalisent 1 107 milliards de dollars en 2012. Au niveau mondial, les États-Unis restent les leaders avec 453 milliards de dollars de dépenses de R&D en 2012.

Les dépenses de recherche et développement effectuées au sein de l'Union européenne sont passées de 184 milliards de dollars en 2000 à 230 milliards de dollars en 2005, pour atteindre plus de 339 milliards de dollars en 2012. Avec 54,6 milliards de dollars de dépenses de recherche et développement en 2012, la France figure au 2^e rang européen derrière l'Allemagne avec 100,2 milliards de dollars de dépenses de R&D. Avec plus de 200 milliards d'euros de dépenses de R&D, l'Allemagne (29 %), la France (16 %), et le Royaume-Uni (12 %) concentrent plus de la moitié des dépenses de R&D de l'Union européenne.

En 2011, 64% des dépenses intérieures de recherche et développement sont exécutées par les entreprises. En 2011, les dépenses intérieures de R&D des entreprises implantées sur le territoire national s'élèvent à 28,8 milliards d'euros. Elle a cru de +4,8 % en valeur par rapport à 2010.

L'effort de recherche, qui rapporte les dépenses intérieures de R&D au PIB, s'élève à 2,3 % en France en 2012. La France se situe au-dessus de la moyenne européenne (2,1 %) et de pays tels que le Royaume-Uni (1,7 %) et l'Italie (1,3 %).

Présence étrangère dans la R&D en France

Les dépenses intérieures de R&D engagés par les firmes sous contrôle étranger représentent 8 milliards d'euros soit 28 % de l'effort de recherche des entreprises en France. Avec 5,5 milliards d'euros, plus des deux tiers de ces dépenses sont réalisées par des entreprises ayant leur siège dans l'Union européenne (principalement les Pays-Bas (2,9 milliards d'euros) et l'Allemagne (1 milliard d'euros). Viennent ensuite les États-Unis qui sont à l'origine de 18 % des activités de R&D des filiales sous contrôle étranger implantées en France.

En France, pour l'année 2011, les principales branches en termes de dépenses intérieures de R&D sont l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, la construction aéronautique et spatiale, les activités informatiques et services d'information ainsi que l'industrie chimique qui réalisent la moitié des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises implantées en France.

Les dépenses de R&D des entreprises sous contrôle étranger sont plus concentrées : les branches de la construction aéronautique et spatiale (2 milliards d'euros), ainsi que les composants et cartes électroniques (1 milliard d'euros) concentrent 39 % des activités de R&D.

Fig. 10

Dépenses intérieures de la R&D sous contrôle étranger

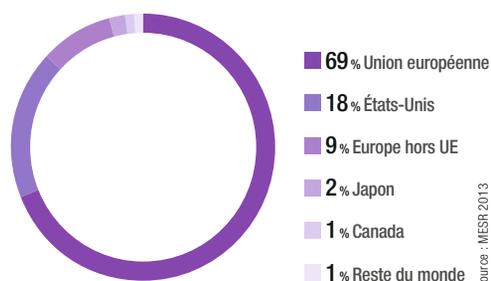


Fig. 11

Dépenses intérieures de R&D par branche en 2011 (top 10)

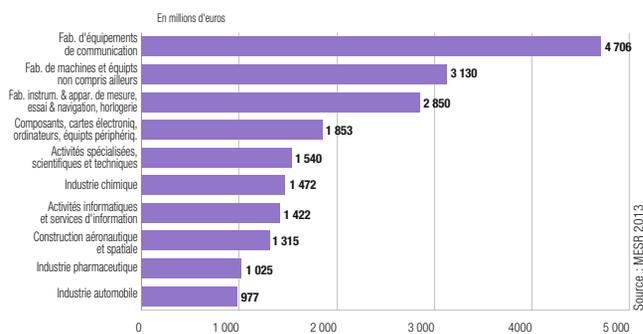


Fig. 12

Dépenses intérieures de R&D par branche en 2011 pour les entreprises sous contrôle étranger (top 10)

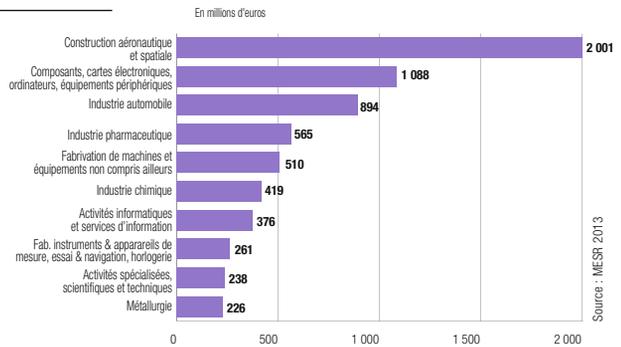
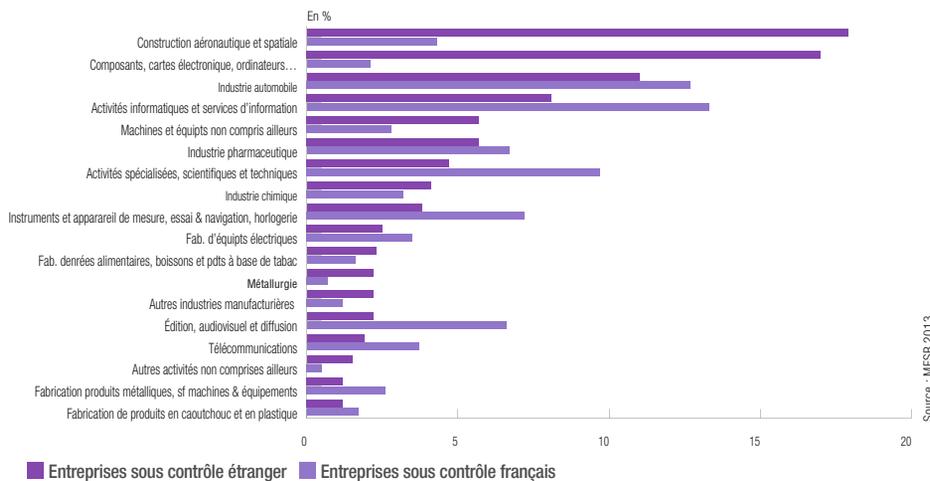


Fig. 13

Répartition des chercheurs par branche d'activité économique (top 18)



ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Clemex

Équipements médico-chirurgicaux

La société canadienne Clémex, très innovante et leader de son domaine, est spécialisée dans la fabrication de systèmes intégrés d'analyses quantitatives d'images.

Elle a choisi la Technopole Montesquieu dans l'agglomération bordelaise pour implanter son équipe commerciale européenne en 2013. Le partenariat préexistant avec la société girondine RAL Diagnostics, spécialisée dans les applications d'analyses médicales a été décisif dans son choix. L'objectif de Clemex à plus long terme est de couvrir l'Europe : le positionnement de l'Aquitaine sur l'arc atlantique sert cette ambition. 10 emplois sont annoncés.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Alltech

Médicaments et biotechnologies appliquées

Alltech est une firme multinationale américaine spécialisée dans la santé et la nutrition animale dont la mission est d'apporter des solutions scientifiques naturelles aux défis actuels de la filière agricole et agroalimentaire.

Dans le cadre des Jeux équestres mondiaux en 2014, Alltech est le principal sponsor privé pour l'organisation de ces jeux. Cet événement et ce sponsoring permettent à Alltech d'asseoir sa présence sur le territoire français en ayant une nouvelle implantation en Basse-Normandie, au-delà de l'évènement des JEM qui se tiendra fin août. Cette implantation d'Alltech en Basse-Normandie montre la force de la filière équine en région et impulse un dynamisme économique supplémentaire. En effet, en Basse-Normandie, la filière équine représente un écosystème favorable pour l'innovation à travers le pôle de compétitivité national Hippolia et une assise économique importante représentant environ 10000 employés dans ce secteur.

Répartition des chercheurs par branche d'activité économique (Top 18)

L'effectif de chercheurs dans les entreprises est de 148 000, en progression de 3 % par rapport à 2010. 26 % d'entre eux, soit 37 900 chercheurs (ETP), sont employés à des activités de recherche dans les entreprises sous contrôle étranger en France. Les chercheurs sont particulièrement présents dans les secteurs de construction aéronautique et spatiale (18 %), composants, cartes électroniques, ordinateurs (17 %), l'industrie automobile (11 %). [Fig. 13]

- Commerces de gros (89 établissements),
- Fabrication de machines et équipements (77 établissements),
- Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (67 établissements),
- Fabrication de denrées alimentaires et produits à base de tabac (62 établissements),
- Industrie chimique (59 établissements),
- Fabrication de produits informatiques et électroniques (57 établissements).

Une présence étrangère significative dans les pôles de compétitivité

Au nombre de 71, dont 18 à vocation mondiale, les pôles représentent des éco-systèmes attractifs pour les investisseurs internationaux. En s'implantant dans un pôle de compétitivité, les entreprises étrangères accèdent non seulement à des instituts de recherche performants, mais aussi à des réseaux de partenaires, fournisseurs, sous-traitants et clients et peuvent y développer des projets collaboratifs.

En 2012, 606 entreprises sous contrôle étranger disposaient de 858 établissements différents dans les pôles de compétitivité (soit 9 % des établissements membres des pôles). Ces établissements emploient 178 879 salariés, soit 21 % de l'ensemble des salariés présents dans les pôles de compétitivité (DGCIS, 2014).

58 % des groupes sous contrôle étranger implantés dans les pôles de compétitivité appartiennent à des groupes européens.

23 % des établissements implantés dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 205 établissements. L'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suisse et les Pays-Bas sont les pays européens les plus présents : les établissements allemands (140), britanniques (69), suisses (68) et néerlandais (60) représentent respectivement 16%, 8%, 8% et 7% des établissements des pôles appartenant à des groupes étrangers.

Plus du quart des emplois présents dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 46 878 salariés. Viennent ensuite l'Allemagne (qui emploie 18 % de l'ensemble des salariés présents dans des établissements appartenant à des groupes étrangers), la Suisse (10%), la Suède (8%) et le Royaume-Uni (6%).

Une forte concentration des établissements étrangers dans les activités d'ingénierie et d'études techniques

Les six premiers secteurs d'activité des sociétés étrangères implantées dans les pôles de compétitivité sont :

ILS INVESTISSENT EN FRANCE



Crossing Tech

Logiciels et prestations informatiques

Cette start-up suisse est spécialisée dans la mise en œuvre de solutions d'intégration informatique pour les secteurs bancaire et financier.

Elle a décidé d'implanter un bureau à Paris (dans la région Île-de-France) afin de couvrir le marché français qui était jusqu'ici suivi depuis la Suisse. Dix emplois vont être créés.

Fig. 14

Les premiers pays d'origine des entreprises étrangères membres des pôles de compétitivité en 2012 (top 10)

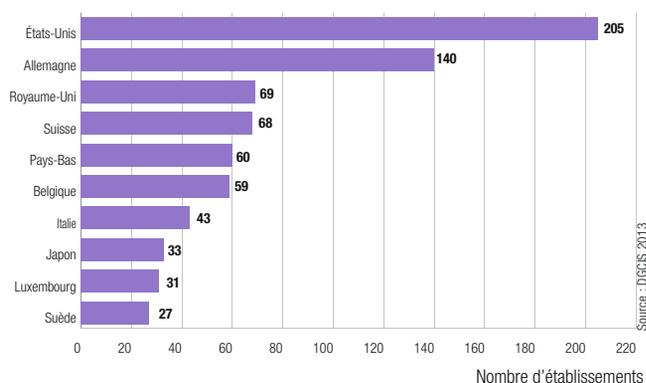
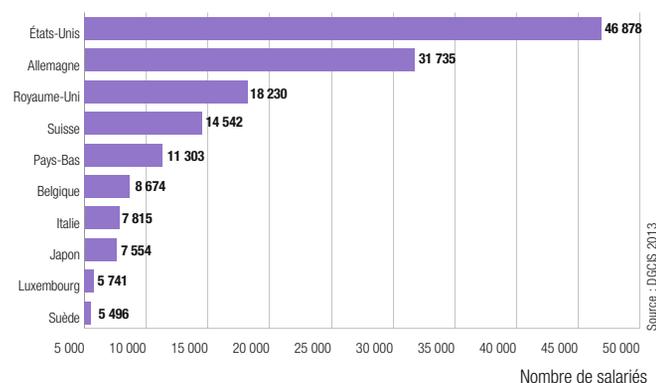


Fig. 15

Les premiers pays d'origine des entreprises étrangères membres des pôles de compétitivité en 2012 (top 10)



TEMOIGNAGE

Mike Gianfagna,
Vice President of Marketing Atrenta

Financé par plusieurs des meilleures entreprises de capital risque fondées par le Dr. Bose en 2001, Atrenta est l'un des principaux fournisseurs d'outils d'analyse prévisionnelle. Ses solutions entrent dans la conception de circuits intégrés à la pointe de la technologie qui participent à révolutionner l'ensemble du monde de l'électronique. Basé à San José en Californie, Atrenta emploie plus de 300 personnes aux États-Unis, en Inde, au Sri Lanka, à Shanghai et, depuis fin 2000, à Grenoble, en France. Mike Gianfagna, Vice-Président d'Atrenta en charge du Marketing explique pourquoi les projets de R&D déployés en France sont si importants pour sa société.

Pourquoi avoir choisi d'investir en France ?
Nous avons ouvert notre centre en France dans l'objectif précis de mener des recherches de pointe dans les domaines de la réduction de consommation, des méthodes formelles et de la conception de circuits tridimensionnels (3D) par empilement de puces. **Nous avons choisi Grenoble pour son statut de pôle d'excellence en R&D, ainsi que pour sa pépinière de talents très spécialisés en prévision de nos besoins de recrutement.** Notre centre accueille désormais certains de nos ingénieurs techniques parmi les plus expérimentés.

Quels ont été les autres atouts de Grenoble pour votre investissement ?
Grenoble a également dicté notre choix en raison du campus d'innovation MINATEC,

premier centre européen de recherche dédié aux micro et aux nanotechnologies. Outre les avantages que confère en soi le fait d'évoluer dans un environnement propice aux sciences et aux technologies, un de nos partenaires les plus proches s'est installé sur le campus de sorte que nous avons la possibilité de travailler côte à côte sur certains projets. Notre présence ici nous a indubitablement aidés à maintenir notre compétitivité.

La France est-elle un bon choix pour la R&D ?
Rien de plus simple que d'établir un centre R&D à Grenoble, d'abord en raison de l'infrastructure et de la sécurité déjà en place, mais aussi parce que le gouvernement français nous a aidés dans notre démarche. Les infrastructures sont solides et le financement public moins coûteux qu'ailleurs, ce qui permet de compenser nos investissements en R&D. Nous avons ainsi pu former une équipe remarquablement stable en un laps de temps très court. Si les opportunités ne manquent pas pour les profils talentueux, nous enregistrons encore trop peu de candidats. Nos collaborateurs apprécient leur travail auquel ils sont entièrement dédiés.

Que pensez-vous de votre investissement en France jusqu'ici ?
Venir en France a été une expérience formidable pour Atrenta. La recherche, l'industrie et le gouvernement combinent leurs efforts de façon harmonieuse ici à Grenoble, et nous sommes particulièrement satisfaits des résultats.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE

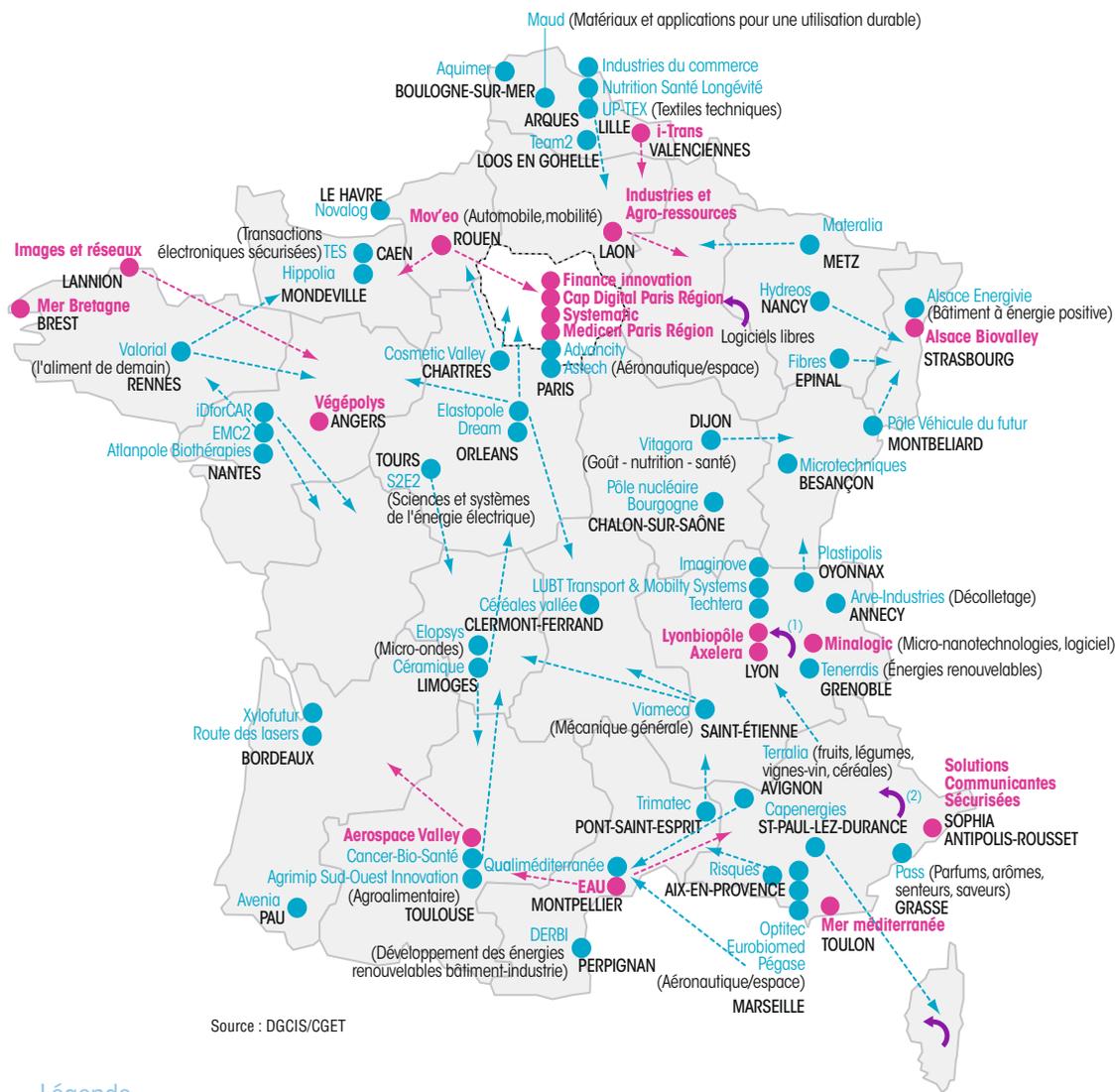


Saati
Textile industriel

Saati choisit de faire de son site picard un « Centre d'excellence pour la conception et la production de tissus de nouvelle génération ».

« Le groupe SAATI, fondé en 1935 en Italie, est un chef de file dans le développement, la production et la distribution de textiles techniques et produits chimiques utilisés dans le domaine de la sérigraphie, de la filtration, des matériaux composites et de la protection balistique. L'avantage concurrentiel du groupe, implanté dans 11 pays dont la France, repose sur le développement continu de compétences techniques et de technologies de pointe en matière de textiles techniques, de produits chimiques et de revêtements de tissus à haute performance – l'objectif de SAATI étant d'offrir au client une valeur ajoutée en conférant aux tissus des fonctionnalités adaptées aux différents secteurs d'application. C'est dans ce contexte de recherche constante d'évolution vers des secteurs innovants et très prometteurs tels la micro-filtration et les tissus intelligents appliqués à l'électronique, que SAATI a choisi de faire de son site picard un centre d'excellence pour la conception et la production de tissus de nouvelle génération pour la filtration. Par ce choix, le groupe assure la pérennité du site picard et le déploiement d'une activité d'avenir. »

Les pôles de compétitivité en France



Légende

- Pôles mondiaux
- Autres pôles
- Pôles multirégionaux
- Volet thématique adossé à un pôle existant

(1)

Santé tropicale
(Lyoniopôle)

GUAYANE

(2)

Technologies écoefficientes
(Capenergies)

GUADELOUPE

Qualitropic
(Innovation, ressources naturelles tropicales)

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

Économie numérique

Toutes les régions françaises sont engagées dans le secteur numérique. Elles se mobilisent pour la promotion de ce domaine vis à vis des investisseurs étrangers. Voici deux illustrations de cette dynamique pour l'année 2013.

Pays de la Loire

Fort d'un écosystème numérique dynamique, créatif et engagé, Nantes Métropole manifeste son intérêt pour être labellisée «French Tech» en 2014.

L'appel à projets a pour objectif de valoriser et développer l'économie numérique notamment à l'international, à travers une dizaine de quartiers numériques français.

Les TIC, une filière stratégique

La filière numérique nantaise compte plus de 18000 emplois salariés dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les métiers des contenus et usages numériques, orientés tant vers la création artistique que vers l'innovation technologique et logicielle.

Le label «French Tech» vise à réunir, autour d'un «bâtiment totem», universités, centres de recherche, entreprises et start-up. Pour obtenir cette qualification, les collectivités locales doivent répondre à un cahier des charges très précis.

Nantes Métropole dispose de **solides atouts** au regard des critères de labellisation :

- l'aménagement de la **couverture très haut débit**: extension du réseau fibre optique aux professionnels,
- la mise en œuvre des «e-démarches» et l'ouverture des données publiques (*open data*),
- un **large réseau d'acteurs numériques reconnus**: Atlanpole, la Cantine numérique, le pôle de compétitivité Images et Réseaux, l'Université de Nantes, les différents clusters d'entreprises du numérique (Atlantic 2.0 ...),
- des **projets d'aménagement du territoire**: le «Hub Créatic» de la Chantrerie offrira sur 6 600 m² un incubateur, une pépinière et un hôtel

d'entreprises exclusivement dédiés à 100% à l'innovation numérique; le **cluster Quartier de la Création**, qui valorise notamment les projets à contenus numériques et artistiques et les usages numériques et réunira à terme près de 4000 étudiants, 150 enseignants, plus de 1000 emplois directs et indirects, sur plus de 90 000 m² d'activités.

Haute-Normandie

La Région soutient la création d'une nouvelle filière économique autour du numérique.

Comme elle l'a fait dans d'autres secteurs d'excellence (énergies, chimie-biologie-santé, aéronautique et spatial, automobile...), la Région souhaite impulser la création d'une filière du numérique, autour des usages d'internet et des infrastructures.

L'enjeu: favoriser les synergies entre les différents acteurs (PME-PMI, grands groupes, recherche, innovation, enseignement supérieur...) pour développer l'emploi.

Pour Nicolas Mayer-Rossignol, Président du Conseil régional de Haute-Normandie, «*la Région impulse la création et le développement des filières industrielles qui font l'excellence haute-normande. Nous avons aujourd'hui de nombreuses entreprises, start-up, laboratoires de recherche, établissements d'enseignement supérieur, dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il est temps de les fédérer pour structurer la filière à l'échelle régionale*».

Le développement d'internet est parfois comparé à l'arrivée de l'imprimerie. La place croissante qu'occupent l'économie numérique en général et les TIC en particulier dans la vie de tous les jours et leur développement exponentiel, sont

des vecteurs importants de croissance, d'activité et donc d'emplois.

Dans un premier temps, la Région accompagne les 50 membres de l'association NWX pour créer un véritable cluster «web normand», dont l'ambition est de faire de la Haute-Normandie une région leader dans l'industrie du web.

À ce titre, la Région soutiendra financièrement l'association NWX afin qu'elle assure le portage de la première année de fonctionnement de la filière «web normand».

« Je souhaite que tous les acteurs privés ou publics se retrouvent autour de la Région pour mettre en place rapidement cette filière d'avenir », indique le Président de Région.

La Région partenaire privilégiée du numérique

- La collectivité a apporté 8 M€ à la création de **Seine Innopolis** (pôle dédié aux technologies de l'information et de la communication porté par la CREA).

- Elle accompagne, avec les départements de Seine-Maritime et de l'Eure, dans le cadre du plan THD 276 (Très Haut Débit), le développement du très haut débit sur le territoire haut-normand. Une enveloppe de **225 M€ a été votée par la Région pour accompagner les projets de développement de la fibre** dans le cadre des Contrats de territoires (soutien pour la réalisation d'études à hauteur de 30% et pour les travaux préconisés à hauteur de 20%).

- Elle soutient le Centre de Ressources Informatiques de Haute-Normandie (CRIHAN), notamment dans la **construction du Centre de données régional** qu'elle a accompagné à hauteur de 2,9 M€.

- Elle propose une **offre de formation adaptée** aux besoins des entreprises dans les TIC.

ILS INVESTISSENT EN FRANCE

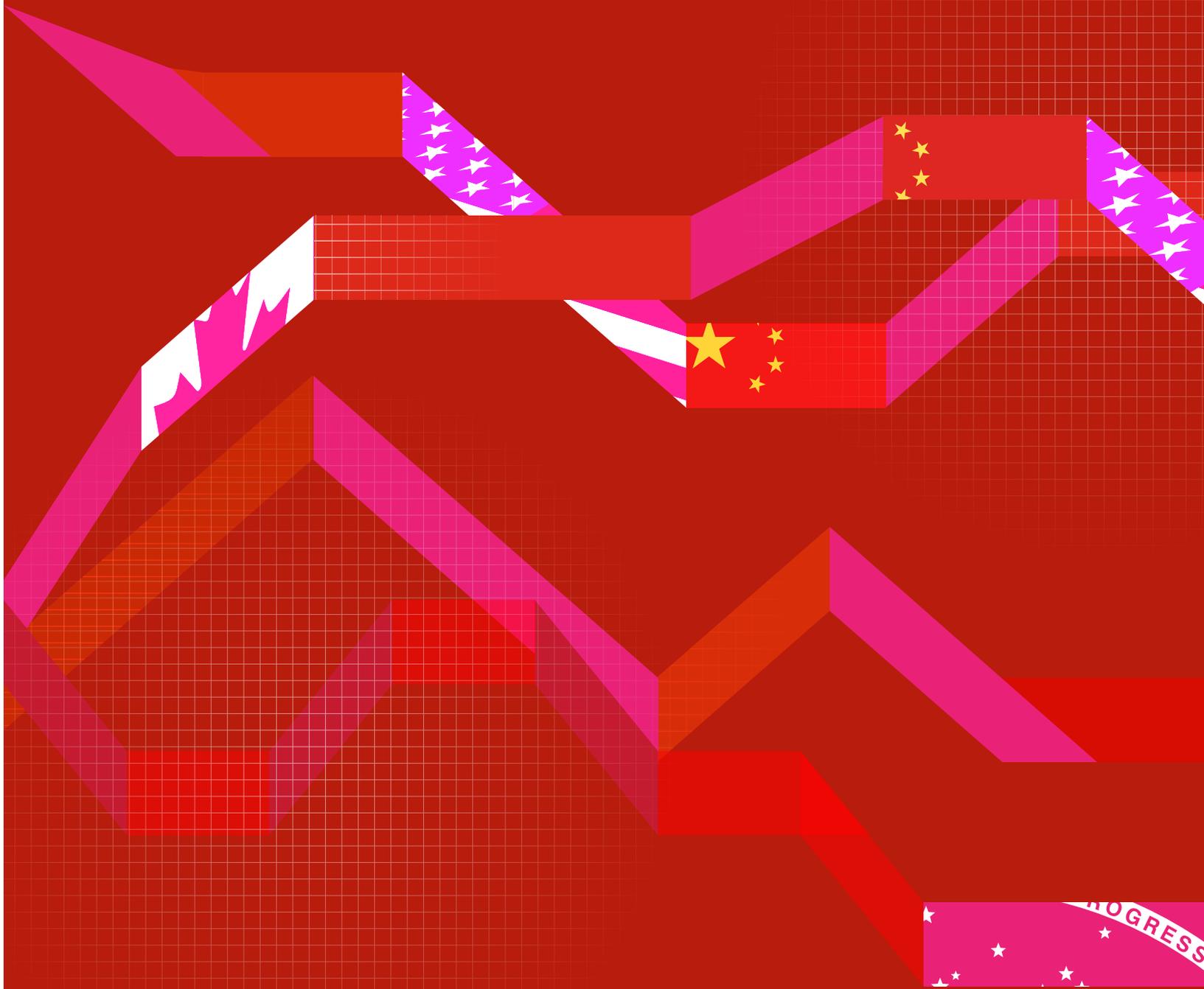


Emakina

Le groupe de communication belge, à forte culture digitale, répond aux besoins des entreprises dans la modernisation et singulièrement la digitalisation de leur activité.

Fruit de l'intégration, en 2007, de l'agence groupeReflect installée sur le parc d'ESTER, le site de Limoges s'est vu conforté comme siège pour la France et unité de production à l'échelle du groupe. Fort d'une cinquantaine de collaborateurs sur le site, Emakina y produit tout ce qui fait la communication numérique moderne, site web, applications, services et conseils de haut niveau pour le succès de stratégies marketing ou commerciales toujours plus digitalisées. Emakina reconnaît dans le site de Limoges une excellence de savoir-faire et un potentiel de croissance important, notamment lié à la qualité de l'environnement formation et recherche local et aux conditions de leur valorisation pour l'entreprise.

C'est notamment la raison de l'engagement résolu de Emakina dans le cadre des démarches d'attractivité de la Région Limousin. Inscrit dans la mondialisation, travaillant à l'international et dans un contexte concurrentiel à bas coûts, le modèle de développement d'Emakina à Limoges est la démonstration de l'intérêt de destinations économiques françaises. Dans un contexte de croissance, le développement du site de Limoges participe d'un Contrat de Croissance en discussions avec la Région Limousin.



4

Chapitre

Regards sur

AFRIQUE DU SUD	70	FINLANDE	96
ALLEMAGNE	71	INDE	98
ASEAN	74	ISRAËL	100
AUSTRALIE	76	ITALIE	102
AUTRICHE	78	JAPON	104
BELGIQUE	80	PAYS-BAS	106
BRÉSIL	82	PAYS DU GOLFE	108
CANADA	84	ROYAUME-UNI	110
CHINE	86	RUSSIE	112
CORÉE DU SUD	88	SUÈDE	114
DANEMARK	90	SUISSE	116
ESPAGNE	92	TURQUIE	118
ÉTATS-UNIS	94		

En Flux: Nombre de projets (AFII): **4** (2009-2012) //// Nombre d'emplois (AFII): **105** (2009-2012)

En Stock: Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **28** //// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 8 300** ////

Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **38 M€** ** //// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **19**

*Données janvier 2014

**En prenant en compte l'investisseur ultime 2012

Afrique du Sud

La présence des entreprises sud-africaines en France est encore faible malgré le potentiel de cette économie.

Présence des entreprises sud-africaines en France

Près de 30 entreprises sud-africaines sont présentes en France, où elles emploient plus de 8 300 salariés.

L'AFII a recensé quatre projets d'investissement créateurs d'emploi en provenance d'Afrique du Sud depuis 2009.

Place des investissements sud-africains en Europe

En 2013, les investissements sud-africains en Europe se concentrent principalement au Royaume-Uni (33 %) et en Allemagne (22 %)¹. Sur la période 2009-2012, la France a accueilli 14 % des projets d'Afrique du Sud destinés à l'Europe.

Exemple de projet d'investissement récent

Barloworld Limited: le sud-africain BARLOWORLD LIMITED, spécialisé dans la conception de solutions logistiques, a annoncé en 2012 l'ouverture d'un bureau à Paris, permettant la création de dix emplois.

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2009	2010	2012
Centre de décision	1		1
<i>dont primo-implantation</i>			1
Logistique			1
Production / Réalisation		1	
TOTAL GÉNÉRAL	1	1	2

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2009	2010	2012
Logiciels et prestations informatiques	1		
Machines et équipements mécaniques			1
Transport, stockage			1
Verre, céramique, minéraux, bois, papier		1	
TOTAL GÉNÉRAL	1	1	2

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2009	2010	2012
Aquitaine		1	
Île-de-France	1		1
Lorraine			1
TOTAL GÉNÉRAL	1	1	2

Le Top 5 des entreprises sud-africaines en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
STEINHOFF INTERNATIONAL (Conforama) HOLDINGS LTD.	Commerce et distribution Ameublement et équipement du foyer	8 000-10 000
IMPERIAL HOLDINGS LTD.	Transport, stockage Services financiers, bancaires et assurances	20-30
SAPPI LTD.	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	20-30
NAMPAK LTD.	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	20-30
BELL EQUIPMENT LTD.	Machines et équipements mécaniques	15-20

En Flux : Nombre de projets (AFII) : **106** //// Nombre d'emplois (AFII) : **3 641** **En Stock** : Nombre d'entreprises en France (Orbis*) : **3 200** //// Nombre de salariés (Orbis) : **+ de 300 000** //// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF) : **52,9 Md€ / 3^e rang** //// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **50**

*Données janvier 2014

Allemagne

En 2013, l'Allemagne reste le 1^{er} pays européen à investir en France.

Présence des entreprises allemandes en France

Plus de 3 200 entreprises allemandes sont présentes en France, et emploient plus de 300 000 salariés. 106 nouveaux investissements ont été décidés en 2013.

Les investissements des entreprises allemandes privilégient les activités de production (39 %). Ceci corrobore la spécialisation de l'Allemagne dans l'industrie : le pays est à l'origine d'1/5^e des investissements dans les activités de production en France.

Viennent ensuite les services aux entreprises (23 %) et les centres de décision (23 %).

Près d'un tiers des investissements étrangers dans les secteurs des équipements médico-chirurgicaux et de la construction automobile en France sont réalisés par des entreprises allemandes.

Les investissements allemands représentent près de la moitié des investissements étrangers en Alsace, et plus d'un tiers des investissements en Lorraine.

Place de la France en Europe pour l'investissement allemand

En 2013, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Allemagne. Elle accueille 24 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (16 % vont vers le Royaume-Uni, 8 % vers l'Espagne).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Bavaria Industriekapital AG : Le projet d'extension des deux sites champardennais de *Carbody*, filiale du groupe dont les solutions s'adressent au secteur de l'automobile, générera à terme 37 emplois supplémentaires.

Bertrandt AG : Fondée en 1974, cette entreprise allemande, qui développe des solutions intégrées pour l'industrie automobile et aéronautique, a créé un centre de R&D de 60 personnes à Toulouse (Midi-Pyrénées).

J. Rettenmaier & Söhne GmbH & Co. : Cette ETI spécialisée dans la valorisation du bois a créé une unité de production en Bourgogne. Ce projet permettra la création de 40 emplois.

Le Top 5 des entreprises allemandes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
LIDL	Commerce et distribution	20 000-25 000
ALLIANZ SE	Services financiers, bancaires et assurances	20 000-25 000
DEUTSCHE POST AG	Transport, stockage Autres activités de services	10 000-15 000
BERTELSMANN STIFTUNG	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises Autres activités de services	10 000-15 000
FAMILIEN PORSCHE/PIECH	Constructeurs automobiles et équipementiers	10 000-15 000

¹Observatoire Europe, AFII

Allemagne

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	25	18	24	23 %	14 %
<i>dont primo-implantation</i>	24	15	18	17 %	12 %
<i>dont QG</i>	1	3	6	6 %	25 %
Logistique	4	11	7	7 %	21 %
Point de vente	2	1			
Production / Réalisation	43	37	41	39 %	20 %
R&D, Ingénierie, Design	6	8	10	9 %	13 %
<i>dont R&D</i>	3	5	3	3 %	6 %
Services aux entreprises	35	34	24	23 %	22 %
Services aux particuliers	5	4			
TOTAL GÉNÉRAL	120	113	106	100 %	15 %

*Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 39 % des investissements allemands destinés à la France sont des activités de production. 20 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises allemandes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	33	23	23	22 %	12 %
Alsace	10	17	18	17 %	45 %
Rhône-Alpes	19	22	18	17 %	22 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	4	8	8 %	13 %
Lorraine	14	10	6	6 %	33 %
Midi-Pyrénées	6	8	6	6 %	14 %
Centre	3	2	5	5 %	20 %
Champagne-Ardenne	3	3	4	4 %	17 %
Pays-de-la-Loire	4	3	4	4 %	13 %
Bourgogne	2	2	3	3 %	27 %
Basse-Normandie			2	2 %	13 %
Languedoc-Roussillon	2	2	2	2 %	13 %
Nord-Pas-de-Calais	6	8	2	2 %	5 %
Picardie	2		2	2 %	20 %
Aquitaine	3	2	1	1 %	4 %
Bretagne	2	4	1	1 %	10 %
Haute-Normandie	1	1	1	1 %	8 %
Auvergne	1				
Franche-Comté	1	1			
Limousin	1				
Poitou-Charentes	2	1			
TOTAL GÉNÉRAL	120	113	106	100 %	15 %

*Part des investissements allemands dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 22 % des investissements allemands destinés à la France sont localisés en Île-de-France. Les investissements allemands représentent 12 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Énergie, recyclage, autres services concédés	12	7	10	9 %	26 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9	7	9	8 %	17 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	6	7	9	8 %	28 %
Machines et équipements mécaniques	14	22	9	8 %	21 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	12	12	8	8 %	30 %
Métaux, travail des métaux	6	4	8	8 %	27 %
Chimie, plasturgie	9	5	7	7 %	23 %
BTP, matériaux de construction	1	3	6	6 %	25 %
Logiciels et prestations informatiques	14	7	6	6 %	10 %
Transport, stockage	4	7	6	6 %	19 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	3	5	5 %	31 %
Commerce et distribution	4	5	4	4 %	10 %
Autres activités de services	1	1	3	3 %	13 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	4	3	3 %	7 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	4	5	2	2 %	5 %
Électronique grand public			2	2 %	25 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2		2	2 %	7 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	4	1	2	2 %	5 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5	4	2	2 %	12 %
Ameublement et équipement du foyer	2	1	1	1 %	9 %
Hôtellerie, tourisme et restauration	3		1	1 %	5 %
Parfums, cosmétiques		2	1	1 %	14 %
Composants électroniques	1	1			
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet		2			
Services financiers, bancaires et assurances	2	3			
TOTAL GÉNÉRAL	120	113	106	100 %	15 %

*Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2013, 9 % des investissements allemands destinés à la France s'orientent vers le secteur énergie et recyclage. 26 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises allemandes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **2** /// Nombre d'emplois (AFII): **164** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **100** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 3 500** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **715 M€** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **65**

*Données Janvier 2014

ASEAN

Les entreprises de l'ASEAN renforcent progressivement leur présence en France en 2013.

Présence des entreprises de l'ASEAN en France

Une centaine d'entreprises originaires des pays de l'ASEAN emploie 3 500 salariés en France.

Deux nouveaux investissements en provenance de Thaïlande et d'Indonésie ont été décidés en 2013, créant 164 emplois. Il s'agit d'activités de production localisées en Haute-Normandie et en Midi-Pyrénées.

Place des investissements de l'ASEAN en Europe

En 2013, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les principaux pays d'accueil des investissements issus de l'ASEAN. Ils reçoivent respectivement 45 % et 15 % des projets destinés à l'Europe, suivis du Danemark et de l'Allemagne (10 % chacun). La France accueille 5 % des projets provenant de cette zone.

Exemple de projet d'investissement en 2013

Advance Agro LTD (Double A): L'entreprise thaïlandaise va de nouveau investir sur le site papetier normand d'Alizay (Haute-Normandie), repris en 2012. *Double A* prévoit un investissement de 54 millions d'euros, ainsi que l'embauche de 125 salariés supplémentaires.

Le Top 5 des entreprises de l'ASEAN en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CAPITALLAND LTD. - CITADINES (SINGAPOUR)	Autres activités de services	800
PTT GLOBAL CHEMICAL (VENCOREX) (THAÏLANDE)	Chimie, plasturgie	600-700
PT SINAR MAS GROUP (INDONÉSIE)	Verre, céramique, minéraux, bois, Papier, agroalimentaire Agriculture et pêche	600-700
PA HOLDING LTD. (PLAZA ATHÉNÉE) (MALAISIE)	Hôtellerie, tourisme et restauration	500-600
THAI UNION FROZEN PRODUCTS PCL (THAÏLANDE)	Agroalimentaire, agriculture et pêche	300-400

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013
Centre de décision	1	2	
<i>dont primo-implantation</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	
<i>dont QG</i>			
Production / Réalisation		4	2
R&D, Ingénierie, Design			
Services aux entreprises			
Services aux particuliers	1		
TOTAL GÉNÉRAL	2	6	2

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013
Haute-Normandie		1	1
Midi-Pyrénées			1
Alsace		1	
Aquitaine			
Auvergne		1	
Bretagne		1	
Île-de-France	2	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur			
Rhône-Alpes		1	
TOTAL GÉNÉRAL	2	6	2

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013
Verre, céramique, minéraux, bois, papier		1	2
Agroalimentaire, agriculture et pêche		2	
Ameublement et équipement du foyer			
Chimie, plasturgie		1	
Énergie, recyclage, autres services concédés		1	
Hôtellerie, tourisme et restauration	1		
Logiciels et prestations informatiques	1	1	
Textile, textile industriel, habillement et accessoires			
Transport, stockage			
TOTAL GÉNÉRAL	2	6	2

*Part des investissements de la zone ASEAN dans le total des investissements de chaque secteur.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **1** // // // Nombre d'emplois (AFII): **5** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **99** // // // Nombre de salariés (Orbis): **+ de 6 000** // // // Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **650 M€ / 34^e rang** // // // Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **42**

*Données janvier 2014

Australie

La présence des entreprises australiennes connaît une croissance lente en France.

Présence des entreprises australiennes en France

99 entreprises australiennes sont présentes en France où elles emploient plus de 6 000 salariés.

La présence australienne en France se renforce faiblement en 2013 avec une primo-implantation en France d'une entreprise du secteur des logiciels et prestations informatiques. Cet établissement se situe en Île-de-France.

Place de l'investissement australien en Europe

En 2013, le Royaume-Uni est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Australie (61 %), suivi de l'Allemagne (22 %). La France accueille 4 % des projets australiens en Europe.

Exemple de projet d'investissement en 2013

99Designs: l'entreprise australienne de graphisme en ligne a ouvert son premier bureau à Paris. Elle emploie actuellement cinq personnes et prévoit de s'agrandir en 2014.

Le Top 5 des entreprises australiennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
AMCOR LIMITED	Verre, céramique, minéraux, bois, papier, chimie, plasturgie	3000-3500
RAMSAY HEALTH CARE LIMITED	Autres activités de services	1000-1500
BRAMBLES LIMITED	Transport, stockage	500-600
ESERVGLOBAL LIMITED	Logiciels et prestations informatiques	200-300
NUFARM LTD	Chimie, plasturgie, agroalimentaire, agriculture et pêche	200-300

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013
Centre de décision	2	4	1
<i>dont primo-implantation</i>	1	4	1
<i>dont QG</i>	1		
Logistique			
Production / Réalisation	1	3	
R&D, Ingénierie, Design	1		
<i>dont R&D</i>	1		
Services aux entreprises			
TOTAL GÉNÉRAL	4	7	1

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013
Île-de-France	1	2	1
Rhône-Alpes	2	3	
Lorraine		1	
Nord-Pas-de-Calais		1	
Aquitaine	1		
TOTAL GÉNÉRAL	4	7	1

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013
Logiciels et prestations informatiques			1
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux		2	
Chimie, plasturgie		1	
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	
Énergie, recyclage, autres services concédés		1	
Machines et équipements mécaniques		1	
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	1	
Médicaments et biotechnologies appliquées	1		
TOTAL GÉNÉRAL	4	7	1

En Flux: Nombre de projets (AFII): **15** //// Nombre d'emplois (AFII): **1940** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **230** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 10000** //// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **3,3 M€ / 17^e rang** //// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **11**

*Données janvier 2014

Autriche

Les nouvelles décisions d'implantation de l'Autriche en France ont été dynamiques en 2013.

Présence des entreprises autrichiennes en France

Plus de 200 entreprises autrichiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 10000 salariés.

Les entreprises autrichiennes ont confirmé leur confiance accordée au site France. 15 nouvelles décisions d'investissements (en hausse de 67 %) ont été recensées en 2013.

Les entreprises autrichiennes investissent principalement dans des activités de services destinés aux entreprises (47 %). Viennent ensuite les centres de décision (27 %) et les activités de production (20 %).

Plus du tiers des investissements autrichiens à destination de la France sont réalisés dans les secteurs de l'énergie (20 %) et des machines et équipements mécaniques (20 %).

Environ les deux tiers des investissements autrichiens se localisent en Île-de-France (40 %) et en Rhône-Alpes (27 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement autrichien

En 2013, la France est le 4^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance d'Autriche, derrière la République Tchèque (15 %), l'Allemagne (13 %) et la Roumanie (11 %). Elle accueille 9 % des projets de ce pays à destination de l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2013

Donau Chemie: En reprenant la société *Kem One*, l'entreprise autrichienne, spécialisée dans la chimie, a permis de sauvegarder 1346 emplois sur deux sites (Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Alicona Imaging: L'autrichien ALICONA, qui propose des solutions de mesures optiques haute résolution, a créé une unité de R&D et recruté dix personnes en Franche-Comté.

Web Windenergie: Relocalisation du Nord-Pas-de-Calais à l'Île-de-France accompagnée de la création de dix nouveaux emplois pour cette PME spécialisée dans la conception et la fabrication de centrales électriques pour énergies renouvelables.

Le Top 5 des entreprises autrichiennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
WIENERBERGER AG	BTP, matériaux de construction	900-1 000
VOEST-ALPINE AG	Métaux, travail des métaux	700-800
FRITZ EGGER GMBH & CO.	Verre, céramique, minéraux, bois, papier, BTP, matériaux de construction	500-600
ALPLA – WERKE ALWIN LEHNER GMBH & CO. KG	Chimie, plasturgie	600-700
BENTELER INTERNATIONAL AKTIENGESELLSCHAFT	Constructeurs automobiles et équipementiers	500-600
Ventana Ernst LEMBERGER	Secteurs aéronautiques	600 - 700

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	2	2	4	27 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	2	4	27 %	3 %
Logistique		1			
Production / Réalisation	4	2	3	20 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design	2	1	1	7 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	1	1	7 %	2 %
Services aux entreprises	7	2	7	47 %	6 %
Services aux particuliers		1			
TOTAL GÉNÉRAL	15	9	15	100 %	2 %

*Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 47 % des investissements autrichiens destinés à la France sont des activités de services aux entreprises. 6 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises autrichiennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	4	4	6	40 %	3 %
Rhône-Alpes	2	3	4	27 %	5 %
Nord-Pas-de-Calais			2	13 %	5 %
Franche-Comté	1		1	7 %	25 %
Lorraine			1	7 %	6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur			1	7 %	2 %
Alsace	2	1			
Limousin		1			
Haute-Normandie	2				
Bourgogne	1				
Bretagne	1				
Centre	1				
Languedoc-Roussillon	1				
TOTAL GÉNÉRAL	15	9	15	100 %	2 %

*Part des investissements autrichiens dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 40 % des investissements autrichiens destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements autrichiens représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	5		3	20 %	7 %
Énergie, recyclage, autres services concédés			3	20 %	8 %
Logiciels et prestations informatiques	1	1	2	13 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques			1	13 %	6 %
Chimie, plasturgie	3		2	13 %	6 %
Électronique grand public			1	7 %	13 %
Transport, stockage			1	7 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier			1	7 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	2			
BTP, matériaux de construction	3	1			
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	1			
Ameublement et équipement du foyer			1		
Hôtellerie, tourisme et restauration			1		
Médicaments et biotechnologies appliquées			1		
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1				
TOTAL GÉNÉRAL	15	9	15	100 %	2 %

*Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 20 % des investissements autrichiens destinés à la France s'orientent vers le secteur de l'énergie et du recyclage. 8 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises autrichiennes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **37** // // // Nombre d'emplois (AFII): **1 933** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **3 700** // // // Nombre de salariés (Orbis): **+ de 110 000** // // // Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **61,2 Md€ / 3^e rang** // // // Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **11**

*Données janvier 2014

Belgique

Les entreprises belges ont affirmé la confiance accordée au site France : forte progression des nouvelles décisions d'investissements (+32 %). La France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements belges créateurs d'emploi réalisés en Europe.

Présence des entreprises belges en France

Plus de 3 700 entreprises belges emploient en France plus de 110 000 personnes.

Les investissements belges ont été dynamiques en 2013, en hausse de 32 % par rapport à 2012. En 2013, 37 nouveaux investissements vont créer ou maintenir 1 933 emplois.

Les investissements belges s'orientent principalement vers les activités de production (35 %) et les centres de décision (24 %).

Les entreprises belges du secteur de l'énergie et du recyclage sont à l'origine de 21 % des projets étrangers de ce secteur en France.

En 2013, Rhône-Alpes est la première région d'accueil des investissements belges (22 %), suivie du Nord-Pas-de-Calais (16 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement belge

En 2013, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi réalisés en Europe par des entreprises belges¹. Elle accueille 51 % des investissements de ce pays (9 % vont vers l'Espagne et 8 % vers le Royaume-Uni et la Roumanie).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Katoen Natie: L'entreprise de logistique belge a entrepris une extension majeure de sa plateforme logistique de Saint-Martin-de-Crau (Provence-

Alpes-Côte d'Azur), où elle dispose déjà d'une plateforme de 144 000 m². Le groupe prévoit d'investir 100 millions d'euros et de créer 350 emplois supplémentaires, grâce aux perspectives commerciales favorables de ses opérations françaises.

Vandemoortele Groupe: Extension du site de production de la société *Croustifrance*, qui emploie plus de 200 personnes à Reims avec la création d'une ligne supplémentaire de production de donuts pour un montant d'investissement global de 25 millions d'euros et la création de 42 emplois à trois ans. Ce projet a fait l'objet d'une mise en concurrence du site rémois avec un autre site du groupe en Belgique. La pérennité du site rémois s'est trouvée confortée grâce à cette décision d'extension.

Rossel et Cie SA : Le groupe de presse belge Rossel a repris le Pôle CAP (Champagne-Ardenne-Picardie) basé dans la Marne, qui comprend les titres *L'Union*, *L'Est Eclair*, *L'Aisne nouvelle*, *L'Ardennais* et *Libération Champagne*. Ce rachat a permis la sauvegarde de 495 emplois.

Le Top 5 des entreprises belges en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
LOUIS DELHAIZE COMPAGNIE FRANCO-BELGE D'ALIMENTATION (TRUFFAUT)	Commerce et distribution	10 000-15 000
SOLVAY SA	Chimie, plasturgie	7 000
ECONOCOM	Logiciels et prestations informatiques	6 000
D'IETEREN NV/SA (CARGLASS)	Constructeurs automobiles et équipementiers	3 000 - 3 500
COLRUYT	Commerce et distribution	3 000 - 3 500

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	3	3	9	24 %	5 %
<i>dont primo-implantation</i>	1	3	8	22 %	5 %
<i>dont QG</i>	2		1	3 %	4 %
Logistique	6	2	2	5 %	6 %
Point de vente		4	2	5 %	3 %
Production / Réalisation	14	9	13	35 %	6 %
R&D, Ingénierie, Design	2	3			
<i>dont R&D</i>		2			
Services aux entreprises	13	6	8	22 %	7 %
Services aux particuliers	1	1	3	8 %	11 %
TOTAL GÉNÉRAL	39	28	37	100 %	5 %

*Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 35 % des investissements belges destinés à la France sont des activités de production. 6 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises belges.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Rhône-Alpes	5		8	22 %	10 %
Nord-Pas-de-Calais	7	5	6	16 %	15 %
Champagne-Ardenne		1	5	14 %	22 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2		5	14 %	8 %
Île-de-France	7	4	3	8 %	2 %
Pays-de-la-Loire	2	2	2	5 %	6 %
Picardie	2	3	1	3 %	10 %
Lorraine	3	2	1	3 %	6 %
Languedoc-Roussillon	1	2	1	3 %	6 %
Midi-Pyrénées	1	2	1	3 %	2 %
Alsace		2	1	3 %	3 %
Bretagne	1	1	1	3 %	10 %
Limousin	1		1	3 %	33 %
Basse-Normandie			1	3 %	7 %
Haute-Normandie	3	1			
Aquitaine	1	1			
Centre	1	1			
Poitou-Charentes		1			
Bourgogne	1				
Franche-Comté	1				
TOTAL GÉNÉRAL	39	28	37	100 %	5 %

*Part des investissements belges dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 22 % des investissements belges destinés à la France se sont localisés dans la région Rhône-Alpes. Les investissements belges représentent 10 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Énergie, recyclage, autres services concédés	4	3	8	22 %	21 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	2	6	16 %	11 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	5	5	5	14 %	12 %
Logiciels et prestations informatiques	7	4	4	11 %	7 %
Transport, stockage	6	1	4	11 %	13 %
Chimie, plasturgie	3		2	5 %	6 %
Autres activités de services	1		2	5 %	8 %
Commerce et distribution		4	1	3 %	2 %
Hôtellerie, tourisme et restauration		2	1	3 %	5 %
Métaux, travail des métaux	4	1	1	3 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2		1	3 %	6 %
BTP, matériaux de construction	1		1	3 %	4 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1		1	3 %	3 %
Machines et équipements mécaniques	3	2			
Constructeurs automobiles et équipementiers		2			
Équipements électriques, électroniques, informatiques		2			
TOTAL GÉNÉRAL	39	28	37	100 %	5 %

*Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 22 % des investissements belges destinés à la France s'orientent dans le secteur de l'énergie et du recyclage. 21 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises belges.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **5** /// Nombre d'emplois (AFII): **48** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **23** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 2 500** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **26 M€ / 70^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **31**

*Données janvier 2014

Brésil

Les entreprises brésiliennes renforcent progressivement leur présence en France.

Présence des entreprises brésiliennes en France

Une vingtaine d'entreprises brésiliennes sont déjà présentes en France, où elles emploient plus de 2 500 salariés.

Cinq nouveaux investissements brésiliens créateurs d'emploi ont été décidés en 2013. Il s'agit à 60% de centres de décision, correspondant à des primo-implantations d'entreprises brésiliennes en France.

La structure des investissements s'est enrichie avec des projets à forte valeur ajoutée, avec notamment l'implantation d'un centre de R&D.

On recense deux projets dans le secteur des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires.

Les investissements brésiliens se sont localisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Ile de France.

Place des investissements brésiliens en Europe

En 2013, les investissements brésiliens à destination de l'Europe restent limités. La France est le 3^e pays d'accueil des projets brésiliens en Europe (11% des projets), derrière le Royaume-Uni (44% des projets) et le Portugal (33%)¹.

Exemples de projets d'investissement en 2013

Archo Solutions: Cette société d'ingénierie brésilienne, spécialisée dans la conception et la réalisation de câblages électriques, ouvre en France une filiale dédiée au secteur naval et aux hélicoptères, en lien avec le pôle de compétitivité aéronautique PEGASE. 20 emplois sont attendus à Marseille, dans des fonctions d'ingénierie et de R&D.

FSMAX: Cette entreprise brésilienne spécialisée dans la conception de logiciels de gestion pour sociétés de restauration collective ouvre son premier bureau en France, à Paris. 13 personnes seront recrutées dans un premier temps.

Granado: L'entreprise brésilienne de produits cosmétiques a ouvert sa filiale européenne à Paris. Ce bureau, chargé de gérer les opérations d'importation et de distribution en Europe, emploie cinq personnes.

Le Top 5 des entreprises brésiliennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
VALE S.A.	Métaux, travail des métaux	1000-1500
MARFRIG ALIMENTOS S.A.	Agroalimentaire, agriculture et pêche	700-800
EMBRAER - EMPRESA BRASILEIRA DE AERONAUTICA S.A.	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	200-300
ILP PARTICIPAÇÕES S.A.	Chimie, plasturgie	100-200
MAGNESITA REFRATARIOS S.A.	BTP, matériaux de construction	100-200

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	4	3	3	60 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	3	3	60 %	2 %
<i>dont QG</i>	2				
Production / Réalisation			1	20 %	0 %
R&D, Ingénierie, Design			1	20 %	1 %
TOTAL GÉNÉRAL	4	3	5	100 %	1 %

*Part des investissements brésiliens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 60 % des investissements brésiliens destinés à la France sont des centres de décision. 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises brésiliennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1		3	60 %	5 %
Île-de-France	3		2	40 %	1 %
Aquitaine		1			
Centre		1			
Champagne-Ardenne		1			
TOTAL GÉNÉRAL	4	3	5	100 %	1 %

*Part des investissements brésiliens dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 60 % des investissements brésiliens destinés à la France se sont localisés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les investissements brésiliens représentent 5 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1		2	40 %	5 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	1	20 %	2 %
Logiciels et prestations informatiques			1	20 %	2 %
Parfums, cosmétiques			1	20 %	14 %
Commerce et distribution			1		
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1		
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1				
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1				
TOTAL GÉNÉRAL	4	3	5	100 %	1 %

*Part des investissements brésiliens dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 40 % des investissements brésiliens destinés à la France s'orientent vers le secteur des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires. 5 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises brésiliennes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **18** /// Nombre d'emplois (AFII): **322** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): plus de **200** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 20 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **3,8 M€ / 14^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **65**

*Données janvier 2014

Canada

Une baisse significative des investissements canadiens en France en 2013.

Présence des entreprises canadiennes en France

Plus de 200 entreprises canadiennes emploient plus de 20 000 personnes en France.

En 2013, le Canada est le 12^e pays étranger investisseur en France: 18 nouveaux projets vont créer ou maintenir plus de 300 emplois, en baisse de 22 % par rapport à 2012.

Les investissements dans des centres de décision représentent 44 % des projets canadiens en France, dont 39 % correspondent à des primo-implantations.

Les secteurs de l'énergie et des logiciels et prestations informatiques sont les premiers secteurs d'investissement des entreprises canadiennes en France (17 % chacun).

L'Île-de-France est la première destination des investissements canadiens en 2013.

Place de la France en Europe pour l'investissement canadien

En 2013, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Canada. Elle accueille 16 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (36 % vers Royaume-Uni, 14 % vers l'Allemagne).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Magna International Inc: Le sous-traitant automobile canadien prévoit une quarantaine de nouvelles embauches sur son usine de Humes-Jorquenay (Champagne-Ardenne). Le site est spécialisé dans l'injection plastique, le surmoulage, le collage, le montage de composants sur vitre et la rétro-vision pour l'industrie automobile.

Clemex Technologies Inc: L'entreprise canadienne, spécialisée dans les systèmes d'analyse d'images et de logiciels pour les laboratoires, a créé sa filiale Europe en Aquitaine avec une équipe de dix personnes.

McCain Foods Limited: Le fabricant canadien de frites surgelées a augmenté sa production sur son usine de Matougues (Champagne-Ardenne) pour répondre à la demande croissante des supermarchés et de la restauration rapide. Une quinzaine d'emplois ont été créés sur ce site comptant plus de 200 salariés.

Le Top 5 des entreprises canadiennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CGI France*	Logiciels et prestations informatiques	10 000
ONEX CORPORATION	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1 500-2 000
BOMBARDIER INC	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1 500-2 000
SNC-LAVALIN GROUP INC	BTP, matériaux de construction Énergie, recyclage, autres services concédés	1 000-1 500
MCCAIN FOODS GROUP INC	Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 000-1 500

*Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	5	9	8	44 %	5 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	8	7	39 %	5 %
<i>dont QG</i>	1	1	1	6 %	4 %
Production / Réalisation	6	5	4	22 %	2 %
R&D, Ingénierie, Design	4	3	3	17 %	4 %
<i>dont R&D</i>	2	3	2	11 %	4 %
Services aux entreprises	8	5	3	17 %	3 %
Services aux particuliers	1	1			
TOTAL GÉNÉRAL	24	23	18	100 %	3 %

*Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 44 % des investissements canadiens destinés à la France sont des centres de décisions. 5 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises canadiennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	4	4	6	33 %	3 %
Aquitaine		1	3	17 %	12 %
Rhône-Alpes	9	5	2	11 %	2 %
Champagne-Ardenne	1	1	2	11 %	9 %
Midi-Pyrénées	3	2	1	6 %	2 %
Alsace	2	2	1	6 %	3 %
Pays-de-la-Loire	2	1	1	6 %	3 %
Basse-Normandie			1	6 %	7 %
Nord-Pas-de-Calais			1	6 %	2 %
Bretagne		4			
Auvergne	2	2			
Lorraine		1			
Bourgogne	1				
TOTAL GÉNÉRAL	24	23	18	100 %	3 %

*Part des investissements canadiens dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 33 % des investissements canadiens destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements canadiens représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	3	5	3	17 %	5 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	3	3	17 %	8 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	6	3	2	11 %	4 %
Autres activités de services	1	2	2	11 %	8 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche		1	2	11 %	5 %
BTP, matériaux de construction		2	1	6 %	4 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	4	1	1	6 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	1	1	6 %	4 %
Transport, stockage	1	1	1	6 %	3 %
Ameublement et équipement du foyer	1		1	6 %	9 %
Médicaments et biotechnologies appliquées			1	6 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	1			
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	1			
Métaux, travail des métaux		1			
Services financiers, bancaires et assurances		1			
Composants électroniques	1				
TOTAL GÉNÉRAL	24	23	18	100 %	3 %

*Part des investissements canadiens dans le total des investissements dans chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 17 % des investissements canadiens destinés à la France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques. 5 % des investissements étrangers de ce secteur relèvent d'entreprises canadiennes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **33 (3)**** //// Nombre d'emplois (AFII): **653 (54)** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): près de **200** //// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 13 000** //// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **1,3 Md€/61^e rang** //// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **192 (56)**

**Le nombre de projets d'investissement en provenance de Hong Kong figure entre parenthèses. 33 projets d'investissement proviennent de Chine, dont 3 sont originaires de Hong Kong.
*Données janvier 2014

Chine

La Chine devient un acteur incontournable de l'investissement international. La dynamique des investissements chinois en France se confirme.

Présence des entreprises chinoises en France

Les entreprises de Chine continentale et d'Hong Kong implantées en France emploient plus de 13 000 personnes dans plus de 200 entreprises.

L'attractivité de la France à l'égard des investisseurs chinois se renforce: on compte 16 primo-implantations d'entreprises chinoises en France en 2013.

Les entreprises chinoises privilégient les investissements dans les unités de production (27 %).

Le secteur de l'agroalimentaire est le premier secteur d'investissement des entreprises chinoises en France (15 %). 75 % des investissements étrangers dans le secteur des opérateurs télécoms en France sont chinois.

Près de la moitié des investissements provenant de Chine se localisent en Île-de-France (42 %).

Place des investissements chinois en Europe

En 2013, la France est dans le trio de tête des pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance de la Chine, accueillant 14 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe.

Exemples de projets d'investissement en 2013

SHENZHEN TTF: SHENZHEN TODAY, TOMORROW & FOREVER, entreprise créée en 2002, s'impose au premier rang de la joaillerie de luxe en Chine. En 2013, TTF a choisi Paris pour implanter son siège européen. L'implantation de la filiale parisienne permettra la création, d'ici trois ans, de 10 emplois dans le cadre de la mise en place d'un centre de design.

Sanei Elevators: L'entreprise chinoise s'est associée avec une société française pour créer une unité d'assemblage d'ascenseurs et un centre de maintenance situés en Bourgogne. Cet investissement de cinq millions d'euros s'accompagnera de la création d'une quinzaine d'emplois.

HNA Group: Le quatrième groupe de transport aérien chinois HNA (HAINAN AIRLINES GROUP) a repris l'*École Supérieure des Métiers de l'Aéronautique* (ESMA), près de Montpellier (Languedoc-Roussillon). Cet établissement de formation était en redressement judiciaire depuis 2012. 70 emplois ont pu être sauvés.

Le Top 5 des entreprises chinoises en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
HUTCHISON WHAMPOA LTD. (MARIONNAUD)	Commerce et distribution	3 500 - 4 000
CHINA NATIONAL CHEMICAL CORPORATION (CHEMCHINA)	Chimie, plasturgie	1 500 - 2 000
YANTAI TAIHAI	Métaux, travail des métaux	1 000 - 1 500
HAINAN AIRLINES (AIGLE AZUR) (48 %)	Transport, stockage	900 - 1 000
ESPRIT HOLDING LTD.	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	900 - 1 000

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	13 (3)	12 (1)	16	48 %	9 %
<i>dont primo-implantation</i>	8 (1)	10	16	48 %	11 %
<i>dont QG</i>	5 (2)	2 (1)		0 %	0 %
Logistique		1	1	3 %	3 %
Production / Réalisation	7	7 (1)	9 (3)	27 %	4 %
R&D, Ingénierie, Design	1	3	4	12 %	5 %
<i>dont R&D</i>	1	1	3	9 %	6 %
Services aux entreprises	1	6	1	3 %	1 %
Services aux particuliers	1	2	2	6 %	7 %
TOTAL GÉNÉRAL	23 (6)	31 (3)	33 (3)	100 %	5 %

*Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 27 % des investissements chinois destinés à la France sont des activités de production. 4 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises chinoises.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	10 (2)	15	14	42 %	7 %
Rhône-Alpes	4 (1)	6 (1)	4	12 %	5 %
Poitou-Charentes		1	3 (2)	9 %	30 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur		2 (1)	2 (1)	6 %	3 %
Centre	1	1	2	6 %	8 %
Alsace		1	2	6 %	5 %
Aquitaine	1 (1)		2	6 %	8 %
Bretagne		1	1	3 %	10 %
Languedoc-Roussillon	1		1	3 %	6 %
Bourgogne			1	3 %	9 %
Haute-Normandie			1	3 %	8 %
Nord-Pas-de-Calais	4 (1)	2			
Franche-Comté		1			
Pays-de-la-Loire		1 (1)			
Champagne-Ardenne	1				
Midi-Pyrénées	1				
TOTAL GÉNÉRAL	23 (6)	31 (3)	33 (3)	100 %	5 %

*Part des investissements chinois dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 42 % des investissements chinois destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements chinois représentent 7 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2 (2)	3 (1)	5 (1)	15 %	12 %
Autres activités de services		1	4	12 %	17 %
Machines et équipements mécaniques		1	4	12 %	10 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises			3	9 %	6 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet			3	9 %	75 %
Chimie, plasturgie	1	2	2 (1)	6 %	6 %
Commerce et distribution			2	6 %	5 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2 (2)	2 (1)	2	6 %	5 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3	1 (1)	3 %	6 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	3	1	3 %	2 %
Parfums, cosmétiques	2	2	1	3 %	14 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	4 (1)	1	1	3 %	3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	1	1	3 %	4 %
BTP, matériaux de construction			1	3 %	4 %
Métaux, travail des métaux			1	3 %	3 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2 (1)		1	3 %	3 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	3			
Ameublement et équipement du foyer	1	2 (1)			
Services financiers, bancaires et assurances			2		
Hôtellerie, tourisme et restauration			1		
Électronique grand public			1		
Logiciels et prestations informatiques			1		
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1		
TOTAL GÉNÉRAL	23 (6)	31 (3)	33 (3)	100 %	5 %

*Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 15 % des investissements chinois destinés à la France s'orientent vers le secteur de l'agroalimentaire. 12 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises chinoises.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **2** /// Nombre d'emplois (AFII): **240** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): Une quarantaine /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 4000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **120 M€ / 56^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **64**

*Données Janvier 2014

Corée du Sud

L'investissement coréen en France reste faible en 2013.

Présence des entreprises sud-coréennes en France

Une quarantaine d'entreprises coréennes est présente en France, et emploie plus de 4000 salariés.

En 2013, l'AFII recense deux nouveaux projets d'investissement en provenance de la Corée du Sud. Ces projets concernent des activités de production et de R&D, et se localisent en Pays-de-la-Loire et en Rhône-Alpes.

Place de la France en Europe pour l'investissement sud-coréen

En 2013, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de Corée du Sud¹. Elle accueille 16 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière le Royaume-Uni (20 %).

Exemple de projet d'investissement en 2013

Samsung Electronics: Après l'ouverture de son premier magasin à Paris l'an dernier, la société sud-coréenne a renforcé ses équipes de R&D à Sophia Antipolis (Provence-Alpes-Côte d'Azur) en recrutant 110 ingénieurs. Un investissement démarré avec la reprise d'une quarantaine d'anciens collaborateurs de l'anglais *Cambridge Silicon Radio*, l'objectif étant le développement de technologies de localisation mobile.

Le Top 5 des entreprises sud-coréennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
STX OFFSHORE & SHIPBUILDING CO., LTD.	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2 500-3 000
DOOSAN CORP.	Machines et équipements mécaniques BTP, matériaux de construction	400-500
SAMSUNG ELECTRONICS CO., LTD.	Électronique grand public Équipements électriques, électroniques, informatiques	400-500
LG ELECTRONICS INC.	Électronique grand public Équipements électriques, électroniques, informatiques	300-400
KIA MOTORS CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers	50-100

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Point de vente		1			
Production / Réalisation		1	1	50 %	0 %
R&D, Ingénierie, Design			1	50 %	1 %
<i>dont R&D</i>			1	50 %	2 %
Services aux entreprises	1				
TOTAL GÉNÉRAL	1	2	2	100 %	0 %

*Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture: en 2013, 50 % des investissements sud-coréens destinés à la France sont des activités de R&D. 2% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises sud-coréennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Pays-de-la-Loire			1	50 %	3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur			1	50 %	2 %
Île-de-France		1			
Rhône-Alpes	1	1			
TOTAL GÉNÉRAL	1	2	2	100 %	0 %

*Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture: en 2013, 50 % des investissements sud-coréens destinés à la France se sont localisés dans la région Pays-de-la-Loire. Les investissements sud-coréens représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Composants électroniques			1	50 %	13 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires			1	50 %	2 %
Électronique grand public		1			
Machines et équipements mécaniques		1			
Logiciels et prestations informatiques	1				
TOTAL GÉNÉRAL	1	2	2	100 %	0 %

*Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture: en 2013, la moitié des investissements sud-coréens destinés à la France s'orientent vers le secteur Composants électroniques. 13 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises sud-coréennes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **4** /// Nombre d'emplois (AFII): **229** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **Plus de 400** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 50 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **5,6 M€ / 12^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **10**

*Données janvier 2014

Danemark

Une inflexion des investissements danois en France en 2013.

Présence des entreprises danoises en France

Plus de 400 entreprises danoises sont présentes en France, où elles emploient plus de 50 000 salariés.

En 2013, quatre nouveaux projets ont permis la création de près de 230 emplois en baisse de 33 % par rapport à 2012.

La moitié des investissements des entreprises danoises concerne des activités de production. On recense également une primo-implantation et un point de vente.

En 2013, les investissements danois se répartissent dans quatre régions: Alsace, Auvergne, Centre et Île-de-France.

Place des investissements danois en Europe

En 2013, le Royaume-Uni et la Pologne sont les premiers pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Danemark. Ils reçoivent chacun 16 % des projets danois destinés à l'Europe. Vient ensuite l'Allemagne (14 %). La France accueille 10 % des projets danois en Europe.

Exemple de projet d'investissement en 2013

Novo Nordisk: Le laboratoire pharmaceutique a recruté 150 personnes en 2013 pour son usine de Chartres (Centre), amenant les effectifs du site à 900 employés. Cet investissement fait suite à l'installation d'une nouvelle ligne de production de flacons d'insuline.

Le Top 5 des entreprises danoises en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ISS A/S - INTEGRATED SERVICE SOLUTIONS	Autres activités de services	30 000-35 000
CARLSBERG A/S	Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 000-1 500
DSV A/S	Transport, stockage	1 000-1 500
VKR HOLDING A/S (VELUX)	Verre, céramique, minéraux, bois, papier Énergie, recyclage, autres services concédés	800-900
DANFOSS A/S	Énergie, recyclage, autres services concédés	700-800

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	3	3	1	25 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	3	1	25 %	1 %
Logistique	1	1			
Point de vente			1	25 %	2 %
Production / Réalisation	4	1	2	50 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design		1			
<i>dont R&D</i>		1			
Services aux entreprises	3				
TOTAL GÉNÉRAL	11	6	4	100 %	1 %

*Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, la moitié des investissements destinés à la France représente des activités de production. 1 % des investissements de cette fonction relève d'entreprises danoises.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	2	2	1	25 %	1 %
Centre	2		1	25 %	4 %
Alsace	1		1	25 %	3 %
Auvergne			1	25 %	10 %
Rhône-Alpes	1	2			
Lorraine		2			
Bourgogne	1				
Champagne-Ardenne	1				
Haute-Normandie	1				
Poitou-Charentes	1				
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1				
TOTAL GÉNÉRAL	11	6	4	100 %	1 %

*Part des investissements danois dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, un quart des investissements danois destinés à la France s'est localisé en Auvergne. Les investissements danois représentent 10 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Commerce et distribution			1	25 %	2 %
Logiciels et prestations informatiques	1	1	1	25 %	2 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	1	1	25 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier			1	25 %	6 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1				
Ameublement et équipement du foyer					
BTP, matériaux de construction	1				
Chimie, plasturgie	1				
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises					
Énergie, recyclage, autres services concédés	1				
Équipements électriques, électroniques, informatiques		1			
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux					
Hôtellerie, tourisme et restauration					
Machines et équipements mécaniques	1	1			
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires			1		
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1				
Transport, stockage	2	1			
TOTAL GÉNÉRAL	11	6	4	100 %	1 %

*Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 25 % des investissements danois destinés à la France s'orientent vers le secteur du commerce et de la distribution. 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises danoises.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **34** /// Nombre d'emplois (AFII): **1 053** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **1 300** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 50 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **17,2 Md€ / 9^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **28**

*Données janvier 2014

Espagne

La France est le 2^e pays d'accueil des investissements espagnols en Europe. L'attractivité de la France en 2013 se confirme pour ces investisseurs.

Présence des entreprises espagnoles en France

Plus de 1 300 entreprises espagnoles sont implantées sur le territoire national, employant plus de 50 000 personnes.

Les entreprises espagnoles restent dynamiques et témoignent de leur confiance à l'égard de l'attractivité du site France : 34 nouveaux projets d'investissements en 2013 ont été recensés.

Les investissements des entreprises espagnoles privilégient les activités de production (18%), les services aux entreprises (24%) et les centres de décision (26%).

En 2013, les entreprises espagnoles du secteur BTP, matériaux de construction sont à l'origine d'un quart des projets de ce secteur en France.

À noter également que 16 % des investissements dans le secteur transport en France relèvent des entreprises espagnoles.

Les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Île-de-France accueillent chacune 18 % des projets espagnols.

Place de la France en Europe pour l'investissement espagnol

En 2013, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements espagnols créateurs d'emploi¹. Elle accueille 23 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière le Royaume-Uni (26 % des projets).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Ebro Foods: Ce groupe alimentaire espagnol dans le domaine des pâtes, du riz et des sauces, qui détient entre autres les marques *Lustucru* et *Panzani*, a investi 33 millions d'euros dans son usine de Communay (Rhône-Alpes). Ce projet, générant 30 nouveaux emplois, permet à la société de lancer de nouvelles lignes de produits (en pâtes fraîches notamment), de rationaliser sa production et sa logistique, et de conforter son site en France.

Volotea: la compagnie aérienne espagnole, qui relie les capitales régionales européennes, a établi sa deuxième base française à l'aéroport de Bordeaux, où elle opère 16 lignes (dont cinq nationales et 11 internationales). Ce projet a créé 75 emplois. Dans toute la France, Volotea dessert 15 aéroports et opère plus de 50 lignes.

CT Ingenieros: L'entreprise espagnole, fournisseur du groupe Airbus en services d'ingénierie, a repris le bureau d'études *CEI* à Vitrolles (Provence-Alpes-Côte d'Azur), qui était en redressement judiciaire. 27 emplois ont été maintenus et 35 emplois vont être créés d'ici deux ans.

Le Top 5 des entreprises espagnoles en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
DISTRIBUIDORA INTERNACIONAL DE ALIMENTACION S.A. - DIA	Commerce et distribution	7 000-8 000
INDITEX	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5 000
PROSEGUR COMPANIA DE SEGURIDAD S.A.	Services financiers, bancaires et assurances	4 500
ABERTIS INFRAESTRUCTURAS, S.A.	BTP, matériaux de construction	3 000-3 500
PLANETA CORPORACION SL	Autres activités de services	2 000-2 500

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	6	10	9	26 %	5 %
<i>dont primo-implantation</i>	<i>6</i>	<i>10</i>	<i>9</i>	<i>26 %</i>	<i>6 %</i>
<i>dont QG</i>					
Logistique	2	5	2	6 %	6 %
Point de vente		1	5	15 %	9 %
Production / Réalisation	9	6	6	18 %	3 %
R&D, Ingénierie, Design	2		3	9 %	4 %
<i>dont R&D</i>			<i>2</i>	<i>6 %</i>	<i>4 %</i>
Services aux entreprises	8	8	8	24 %	7 %
Services aux particuliers		3	1	3 %	4 %
TOTAL GÉNÉRAL	27	33	34	100 %	5 %

*Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 18 % des investissements espagnols destinés à la France sont des activités de production. 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises espagnoles.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	7	6	6	18 %	3 %
Midi-Pyrénées	4	3	6	18 %	14 %
Aquitaine		2	6	18 %	23 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	1	5	15 %	8 %
Rhône-Alpes	3	7	4	12 %	5 %
Languedoc-Roussillon		2	2	6 %	13 %
Pays-de-la-Loire	1	3	1	3 %	3 %
Centre	1	1	1	3 %	4 %
Lorraine		1	1	3 %	6 %
Auvergne	1		1	3 %	10 %
Alsace			1	3 %	3 %
Haute-Normandie	2	2			
Nord-Pas-de-Calais	1	2			
Poitou-Charentes		2			
Bourgogne	2	1			
Basse-Normandie	1				
Bretagne	1				
TOTAL GÉNÉRAL	27	33	34	100 %	5 %

*Part des investissements espagnols dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 18 % des investissements espagnols destinés à la France se sont localisés dans la région Aquitaine. Les investissements espagnols représentent 23 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
BTP, matériaux de construction		2	6	18 %	25 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	4	5	15 %	9 %
Transport, stockage	1	4	5	15 %	16 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		1	4	12 %	10 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche		2	2	6 %	5 %
Logiciels et prestations informatiques	3	1	2	6 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1		2	6 %	6 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	4	1	3 %	3 %
Métaux, travail des métaux	2	3	1	3 %	3 %
Chimie, plasturgie	1	2	1	3 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	1	1	3 %	6 %
Commerce et distribution		1	1	3 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer			1	3 %	9 %
Autres activités de services			1	3 %	4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées			1	3 %	3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	2			
Services financiers, bancaires et assurances	2	2			
Machines et équipements mécaniques	1	2			
Hôtellerie, tourisme et restauration		2			
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		3			
TOTAL GÉNÉRAL	27	33	34	100 %	5 %

*Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 18 % des investissements espagnols destinés à la France s'orientent vers le secteur BTP, matériaux de construction. 25 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises espagnoles.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **122** /// Nombre d'emplois (AFII): **5575** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **+ de 4 400** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 440 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **93,8 Md€ / 4^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **543**

*Données janvier 2014

États-Unis

Malgré une baisse en 2013, les États-Unis restent le premier investisseur étranger créateur d'emploi en France. À noter en 2013, une forte progression des investissements dans les activités de recherche.

Présence des entreprises américaines en France

Plus de 4 000 entreprises américaines sont présentes en France où elles emploient plus de 440 000 salariés. 122 décisions d'investissement ont été prises par les entreprises américaines.

Les investissements des entreprises américaines privilégient les activités de production (25 %). Viennent ensuite les centres de décision (22 %) et les activités de recherche et développement (19 %).

À noter, une forte progression des investissements à forte valeur ajoutée: avec 23 projets d'investissement dans la R&D, les entreprises américaines sont à l'origine de plus d'un tiers des investissements étrangers dans la R&D.

Les entreprises américaines investissent à 16 % dans le secteur des logiciels, et un tiers des investissements étrangers dans ce secteur en 2013 provenait des États-Unis.

Ces projets bénéficient à l'ensemble du territoire. Les investissements américains se dirigent en priorité vers l'Île de France, qui accueille 38 % des projets en provenance des États-Unis.

Place de la France en Europe pour l'investissement américain

En 2013, la France est le troisième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi¹ en provenance des États-Unis. Elle accueille 11 % des projets américains à destination de l'Europe (30 % vont vers le Royaume-Uni, 14 % vers l'Allemagne).

Exemples de projets d'investissement en 2013

IBM CORP.: Le groupe américain a choisi Lille

¹Observatoire Europe, AFII

(Nord-Pas-de-Calais) pour implanter un centre de services européen et créer 700 emplois, malgré la concurrence de plusieurs autres villes européennes. La présence d'un écosystème local favorable (quartier numérique Euratechnologies) et les perspectives ouvertes par la conclusion de plusieurs accords d'entreprises ont pesé dans la décision.

Alcoa, Inc: *Kwaneer France*, filiale d'Alcoa spécialisée dans les produits de construction en aluminium (panneaux d'immeuble, cadres de fenêtres et portes, etc.), a décidé de regrouper dans un nouveau siège ses activités de marketing et de production. Ce nouveau site, à Vendargues, en Languedoc-Roussillon, remplace trois sites déjà existants dans la région et prévoit la création de 50 emplois supplémentaires.

Workday, Inc: Cette entreprise, leader dans le secteur du *cloud computing* SaaS et qui fournit des logiciels pour la gestion des ressources humaines, a ouvert un bureau commercial à Paris. *Workday France* prévoit d'embaucher 175 personnes à trois ans, prioritairement pour renforcer son équipe de vente.

Le Top 5 des entreprises américaines en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
WALT DISNEY CO	Autres activités de services	10 000-15 000
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION (OTIS)	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires Machines et équipements mécaniques	10 000-15 000
GÉNÉRAL ELECTRIC COMPANY	Services financiers, bancaires et assurances Machines et équipements mécaniques, équipements électriques, électroniques, informatiques	10 000-15 000
STARWOOD CAPITAL GROUP (HÔTEL DU LOUVRE)	Hôtellerie, Tourisme, Restauration	10 000-15 000
INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORP - IBM	Logiciels et prestations informatiques	9 500-10 000

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	28	40	27	22 %	16 %
<i>dont Primo-implantation</i>	20	28	22	18 %	15 %
<i>dont QG</i>	8	12	5	4 %	21 %
Logistique	6	8	4	3 %	12 %
Point de vente	13	12	17	14 %	29 %
Production / Réalisation	42	32	30	25 %	14 %
R&D, Ingénierie, Design	15	16	23	19 %	30 %
<i>dont R&D</i>	15	14	18	15 %	35 %
Services aux entreprises	33	28	17	14 %	15 %
Services aux particuliers	12	20	4	3 %	14 %
TOTAL GÉNÉRAL	149	156	122	100 %	18 %

*Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 22 % des investissements américains destinés à la France sont des centres de décision. 16 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises américaines.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	62	51	46	38 %	24 %
Rhône-Alpes	20	31	12	10 %	15 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7	11	10	8 %	16 %
Midi-Pyrénées	9	11	7	6 %	16 %
Bretagne	3	3	5	4 %	50 %
Auvergne	2	1	5	4 %	50 %
Centre		7	4	3 %	16 %
Nord-Pas-de-Calais	4	6	4	3 %	10 %
Haute-Normandie	3	4	4	3 %	31 %
Basse-Normandie		1	4	3 %	27 %
Languedoc-Roussillon	3	7	3	2 %	19 %
Pays-de-la-Loire	7	6	3	2 %	10 %
Aquitaine	2	5	3	2 %	12 %
Champagne-Ardenne	2	2	3	2 %	13 %
Poitou-Charentes	1		3	2 %	30 %
Lorraine	4	2	2	2 %	11 %
Alsace	10	1	2	2 %	5 %
Franche-Comté	3	2	1	1 %	25 %
Limousin			1	1 %	33 %
Bourgogne	3	3			
Picardie	4	2			
TOTAL GÉNÉRAL	149	156	122	100 %	5 %

*Part des investissements américains dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 38 % des investissements américains destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements américains représentent 24 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Logiciels et prestations informatiques	25	28	20	16 %	33 %
Commerce et distribution	10	17	11	9 %	27 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	4	5	11	9 %	27 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	12	12	9	7 %	17 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	14	5	8	7 %	27 %
Chimie, plasturgie	8	7	7	6 %	23 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	6	7	7	6 %	17 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	6	1	7	6 %	18 %
Métaux, travail des métaux		5	6	5 %	20 %
Composants électroniques	6	6	5	4 %	63 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	3	3	5	4 %	19 %
Machines et équipements mécaniques	7	11	4	3 %	10 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	4	5	4	3 %	13 %
Électronique grand public	1	1	4	3 %	50 %
Hôtellerie, tourisme et restauration	10	5	3	2 %	16 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	6	2	2 %	5 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	9	4	2	2 %	13 %
Services financiers, bancaires et assurances	5	4	2	2 %	25 %
Autres activités de services	1	4	2	2 %	8 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5	1	1	1 %	6 %
BTP, matériaux de construction	3		1	1 %	4 %
Parfums, cosmétiques			1	1 %	14 %
Transport, stockage	6	16			
Ameublement et équipement du foyer	2	3			
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1				
TOTAL GÉNÉRAL	149	156	122	100 %	18 %

*Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 16 % des investissements américains destinés à la France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques. 33 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises américaines.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **5** // // // Nombre d'emplois (AFII): **88** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis): **100** // // // Nombre de salariés (Orbis): **+ de 15 000** // // // Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **1,8 Md€ / 20^e rang** // // // Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **12**

*Données Janvier 2014

Finlande

Cinq nouveaux investissements d'entreprises finlandaises ont été enregistrés en France en 2013, entraînant la création ou le maintien de près de 90 emplois.

Présence des entreprises finlandaises en France

Plus de 100 entreprises finlandaises sont présentes en France, où ils emploient plus de 15 000 salariés.

Les investissements des entreprises finlandaises sont constitués à 40 % de centres de décision (primo-implantations), et à 40 % de services aux entreprises.

Les entreprises finlandaises se localisent en Île-de-France (60 %), dans le Nord-Pas-de-Calais (20 %) et en Aquitaine (20 %).

Place de la France en Europe pour les investissements finlandais

En 2013, la France est le troisième pays d'accueil des investissements finlandais créateurs d'emploi¹. Elle accueille 13 % des projets de ce pays en Europe, derrière la Pologne (23 %) et l'Allemagne (18 %).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Citec OY: Le groupe finlandais a racheté l'entreprise française *Akilea Engineering* en 2013. *Akilea* offre des services d'ingénierie multidisciplinaire, de management de l'information et de conseil pour les industries de l'énergie et pour la conception de bâtiments publics. Suite à cette acquisition, une extension de dix personnes a eu lieu à Chatou, en Île-de-France.

Sarlin OY: Cette entreprise spécialisée dans la production et la distribution de calibreurs de haute précision pour les industries de l'agroalimentaire, de l'énergie et de la pharmacie a ouvert sa première filiale en France, *Beamex*, à Lille dans le Nord-Pas-de-Calais. Cette implantation a créé dix emplois.

Le Top 5 des entreprises finlandaises en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
KONE OYJ	Machines et équipements mécaniques	3 500 - 4 000
AHLSTROM OYJ	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1 000 - 1 500
UPM-KYMMENE OYJ	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1 000 - 1 500
AMER SPORTS OYJ (WILSON, SALOMON, MAVIC)	Ameublement et équipement du foyer	800 - 900
METSO OYJ	Machines et équipements mécaniques Verre, céramique, minéraux, bois, papier	700 - 800

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	1	1	2	40 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>40 %</i>	<i>1 %</i>
<i>dont QG</i>					
Production / Réalisation		1	1	20 %	0 %
R&D, Ingénierie, Design		1			
<i>dont R&D</i>		<i>1</i>			
Services aux entreprises	5		2	40 %	2 %
Services aux particuliers		1			
TOTAL GÉNÉRAL	6	4	5	100 %	18 %

*Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 40 % des investissements finlandais destinés à la France sont des centres de décision. 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises finlandaises

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	5		3	60 %	2 %
Nord-Pas-de-Calais			1	20 %	2 %
Aquitaine			1	20 %	4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur		2			
Languedoc-Roussillon		2			
Rhône-Alpes	1				
TOTAL GÉNÉRAL	6	4	5	100 %	1 %

*Part des investissements finlandais dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 60 % des investissements finlandais destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements finlandais représentent 2 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	1		1	20 %	2 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1		1	20 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1		1	20 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises			1	20 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer			1	20 %	9 %
Composants électroniques		2			
Métaux, travail des métaux		1			
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		1			
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2				
Logiciels et prestations informatiques	1				
TOTAL GÉNÉRAL	6	4	5	100 %	1 %

*Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 20 % des investissements finlandais destinés à la France s'orientent vers le secteur machines et équipements mécaniques. 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent des entreprises finlandaises.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **8** //// Nombre d'emplois (AFII): **251** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **120** //// Nombre de salariés (Orbis) : **+ de 5 000** //// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **410 M€ / 47^e rang** //// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **56**

*Données janvier 2014

Inde

Les nouvelles décisions d'implantation des entreprises indiennes en France évoluent au profit des activités de recherche.

Présence des entreprises indiennes en France

Une centaine d'entreprises indiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 5 000 salariés.

Les investissements indiens en France se démarquent par l'importance accordée par les entreprises indiennes aux projets de R&D, ingénierie et design, qui représentent 38 % du total des décisions d'investissement. 4 % des projets d'investissement étrangers en R&D en France sont d'origine indienne. Viennent ensuite la production et les services aux entreprises (25 % chacun).

Les entreprises indiennes en France investissent à 25 % dans le secteur textile.

Deux régions accueillent la moitié des investissements indiens en France : l'Île-de-France (25 %) et le Nord-Pas-de-Calais (25 %).

Place des investissements indiens en Europe

En 2013, les investissements indiens créateurs d'emploi en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (49 % du total)¹. Les entreprises indiennes ont investi dans plusieurs autres pays dont l'Allemagne (14 %), les Pays-Bas (10 %), la Pologne (6 %) et la France (4 %).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Trident Tools PVT LTD.: *Ultra Nova*, producteur de lames métalliques pour les scies à main, les appareils électroportatifs et l'industrie à Roanne, en Rhône-Alpes, a été repris par l'entreprise indienne Trident Tools suite à son placement en liquidation judiciaire. Cette reprise a permis le maintien de 82 emplois.

Tata Sons LTD.: La société de services informatiques *Tata Consultancy Services (TCS)* a inauguré un nouveau centre de services dans le parc d'activité Euratechnologies à Lille, dans le Nord-Pas-de-Calais. Ce centre a vocation à accompagner les clients français dans la gestion et le pilotage de leurs projets et emploie 34 collaborateurs.

Le Top 5 des entreprises indiennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SINTEX INDUSTRIES LTD.	Chimie, plasturgie	1 800 - 2 000
TATA STEEL LTD.	Métaux, travail des métaux	1 300 - 1 500
TATA SONS LTD.	Logiciels et prestations informatiques	900 - 1 000
DELTRONIX	Constructeurs automobiles et équipementiers	400 - 500
MOTHERSON SUMI SYSTEMS	Constructeurs automobiles et équipementiers	400 - 500

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	7	5	1	13 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	7	5	1	13 %	1 %
Production / Réalisation		2	2	25 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design		1	3	38 %	4 %
<i>dont R&D</i>			2	25 %	4 %
Services aux entreprises	5		2	25 %	2 %
Services aux particuliers		1			
TOTAL GÉNÉRAL	12	9	8	100 %	1 %

*Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 13 % des investissements indiens destinés à la France sont des activités de production. 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent des entreprises indiennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	6	4	2	25 %	1 %
Nord-Pas-de-Calais	1		2	25 %	5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	3	1	13 %	2 %
Midi-Pyrénées	2	1	1	13 %	2 %
Rhône-Alpes			1	13 %	1 %
Pays-de-la-Loire			1	13 %	3 %
Languedoc-Roussillon		1			
Champagne-Ardenne	1				
Bourgogne	1				
TOTAL GÉNÉRAL	12	9	8	100 %	1 %

*Part des investissements indiens dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 25 % des investissements indiens destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements indiens représentent 15 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	1	2	25 %	5 %
Logiciels et prestations informatiques	6	1	1	13 %	2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	1	1	13 %	2 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		1	1	13 %	2 %
Médicaments et biotechnologies appliquées		1	1	13 %	3 %
Autres activités de services			1	13 %	4 %
Métaux, travail des métaux			1	13 %	3 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche		2			
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	1			
Ameublement et équipement du foyer		1			
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1				
Parfums, cosmétiques	1				
Commerce et distribution	1				
TOTAL GÉNÉRAL	12	9	8	100 %	1 %

*Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 25 % des investissements indiens destinés à la France s'orientent vers le secteur Textile, textile industriel, habillement et accessoires. 5 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises indiennes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **1** /// Nombre d'emplois (AFII): **10** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **70** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 4 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **107 M€ / 57^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **10**

*Données Janvier 2014

Israël

Depuis 2008, l'AFII a recensé quatre projets d'investissement israéliens en France.

Présence des entreprises israéliennes en France

70 entreprises israéliennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 4 000 salariés.

Depuis 2008, l'AFII a recensé quatre projets d'investissement israéliens en France. Ceux-ci ont privilégié les activités de production (50 %). Les entreprises israéliennes ont également investi dans les fonctions de logistique et de R&D. Le secteur de la chimie et de la plasturgie représente 50 % des investissements israéliens sur la période.

Place des investissements israéliens en Europe

En 2013, les investissements israéliens en Europe sont restés très limités et se sont dirigés vers l'Espagne (40 %), l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Lituanie¹.

Exemple de projet d'investissement en 2013

Elbit Systems: Cette entreprise israélienne de défense, après avoir remporté un important contrat en France en 2011, a décidé d'implanter à Vitrolles, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, un bureau d'ingénierie de composants optroniques pour l'aéronautique. Le site de production de composants aéronautiques et optique photon va permettre la création de dix emplois.

Le Top 5 des entreprises israéliennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES LTD.	Médicaments et biotechnologies appliquées	950 - 1 000
SHARON ITSHAK (Gestion de stations services BP)	Énergie, recyclage, autres services concédés	500 - 550
ISRAEL CORPORATION LIMITED	Chimie, plasturgie	300 - 350
SAMI SAGOL	Ameublement et équipement du foyer Chimie, plasturgie	300 - 350
ALROV PROPERTIES & LODGINGS LTD.	Hôtellerie, tourisme et restauration	200 - 250

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2008	2009	2010	2013
Logistique	1			
Production / Réalisation		1		1
R&D, Ingénierie, Design			1	
<i>dont R&D</i>			1	
TOTAL GÉNÉRAL	1	1	1	1

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2008	2009	2010	2013
Provence-Alpes-Côte d'Azur				1
Lorraine			1	
Pays-de-la-Loire		1		
Haute-Normandie	1			
TOTAL GÉNÉRAL	8	1	1	1

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2008	2009	2010	2013
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires				1
Chimie, plasturgie		1	1	
Transport, stockage	1			
TOTAL GÉNÉRAL	1	1	1	1

En Flux: Nombre de projets (AFII): **64** // // // Nombre d'emplois (AFII): **2 458** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **+ de 1 400** // // // Nombre de salariés (Orbis): **+ de 100 000** // // // Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **17,3 Md€ / 10^e rang** // // // Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **30**

*Données janvier 2014

**en prenant en compte l'investisseur ultime

Italie

L'Italie demeure le 3^e pays investisseur étranger créateur d'emploi en France, les entreprises italiennes privilégient les activités de production.

Présence des entreprises italiennes en France

Plus de 1 400 entreprises italiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 100 000 salariés.

Les investisseurs italiens en France privilégient les projets de production (41 % du total) et sont à l'origine de 12 % des investissements de production en France.

Les investissements italiens se dirigent vers les secteurs des machines et équipements mécaniques (14 %), de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration (13 %) et du textile (13 %). 42 % des projets dans le secteur du tourisme et de la restauration en France sont le fait d'entreprises italiennes.

L'Île-de-France accueille 25 % des projets italiens en France, et la région Rhône-Alpes 19 %.

Place de la France en Europe pour l'investissement italien

En 2013, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Italie¹. Elle accueille 33 % des projets de ce pays en Europe (13 % vont vers la Grèce, 8 % vers la Roumanie et l'Espagne).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Best Union Company: Best Union Company, société spécialisée dans les systèmes intégrés de billetterie électronique, a remporté l'appel d'offres lancé par le Musée du Louvre pour la refonte de son système de billetterie et de contrôle d'accès. Une vingtaine d'emplois seront créés sur 3 ans dans le centre de gestion parisien.

FIAT S.p.A.: Iveco, la filiale autocars et bus de FIAT, renforce son site d'Annonay en Rhône-Alpes en procédant à 200 embauches. Le site ardéchois produit les modèles Euro 6, des autocars qui intègrent de nouvelles normes antipollution.

Granarolo S.p.A.: Cet acteur majeur du secteur agro-industriel de produits laitiers italiens a racheté en 2013 la CIPF Codipal, spécialisée dans la production et la distribution de produits fromagers. Le site de production de Metz, en Lorraine, a été modernisé, et une extension de 15 personnes est prévue.

Le Top 5 des entreprises italiennes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
GÉNÉRALI ASSICURAZIONI S.P.A.	Services financiers, bancaires et assurances	20 000 - 25 000
ITALCEMENTI S.P.A.	BTP, matériaux de construction	20 000
EDIZIONE S.R.L. (DONT AUTOGRILL)	Hôtellerie, tourisme et restauration	5 000 - 6 000
FIAT INDUSTRIAL S.P.A.	Constructeurs automobiles et équipementiers Équipements électriques, électroniques, informatiques	5 000 - 6 000
FIAT S.P.A.*	Constructeurs automobiles et équipementiers	3 500 - 4 000

*Fusion avec CNH, qui fait maintenant partie de l'entité britannique CNH Industrial.

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	7	14	12	19 %	7 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	10	9	14 %	6 %
<i>dont QG</i>	3	4	3	5 %	13 %
Logistique	1	1	1	2 %	3 %
Point de vente			3	5 %	5 %
Production / Réalisation	19	23	26	41 %	12 %
R&D, Ingénierie, Design	4	4	7	11 %	9 %
<i>dont R&D</i>	3	3	5	8 %	10 %
Services aux entreprises	10	17	7	11 %	6 %
Services aux particuliers	5	4	8	13 %	29 %
TOTAL GÉNÉRAL	46	63	64	100 %	9 %

*Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 41 % des investissements italiens destinés à la France sont des activités de production, 12 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises italiennes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	17	16	16	25 %	8 %
Rhône-Alpes	9	14	12	19 %	15 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	10	6	9 %	9 %
Centre	2	1	5	8 %	20 %
Champagne-Ardenne		1	4	6 %	17 %
Lorraine	1	4	3	5 %	17 %
Aquitaine	3	1	3	5 %	12 %
Midi-Pyrénées	3	3	2	3 %	5 %
Picardie	1	2	2	3 %	20 %
Bretagne		2	2	3 %	20 %
Haute-Normandie	1	1	2	3 %	15 %
Pays-de-la-Loire	1		2	3 %	6 %
Languedoc-Roussillon	1		2	3 %	13 %
Nord-Pas-de-Calais	1	3	1	2 %	2 %
Alsace	1	1	1	2 %	3 %
Basse-Normandie	1		1	2 %	7 %
Bourgogne		2			
Auvergne	1	1			
Franche-Comté		1			
Poitou-Charentes	1				
TOTAL GÉNÉRAL	46	63	64	100 %	9 %

*Part des investissements italiens dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 25 % des investissements italiens destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements italiens représentent 8 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Machines et équipements mécaniques	5	8	9	14 %	21 %
Hôtellerie, tourisme et restauration	3	3	8	13 %	42 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		2	8	13 %	20 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	4	2	5	8 %	12 %
Logiciels et prestations informatiques	1	4	4	6 %	7 %
Métaux, travail des métaux	3	6	3	5 %	10 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	6	3	5 %	7 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	5	5	3	5 %	11 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	2	3	5 %	9 %
Transport, stockage	2	2	3	5 %	10 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	1	3	5 %	10 %
Autres activités de services	1	2	2	3 %	8 %
Services financiers, bancaires et assurances		2	2	3 %	25 %
BTP, matériaux de construction	1	1	2	3 %	8 %
Chimie, plasturgie	4	4	1	2 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3	1	2 %	6 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	3	1	2 %	3 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	2	1	2 %	6 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	1	2 %	2 %
Parfums, cosmétiques	1		1	2 %	14 %
Composants électroniques	2	3			
Ameublement et équipement du foyer	1	1			
TOTAL GÉNÉRAL	46	63	64	100 %	9 %

*Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 14 % des investissements italiens en France s'orientent dans le secteur des machines et équipements mécaniques. 21 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises italiennes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **35** /// Nombre d'emplois (AFII): **993** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **+600** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 60 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **9,4 Md€ / 11^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **251**

*Données janvier 2014

Japon

Premier investisseur asiatique en France, la présence des entreprises japonaises en France est ancienne et diversifiée.

Présence des entreprises japonaises en France

Plus de 600 entreprises japonaises emploient plus de 60 000 salariés en France.

35 projets créateurs d'emploi ont été détectés en 2013.

En 2013, près d'un tiers (31 %) des projets japonais concerne des activités de production. À noter que les entreprises japonaises sont à l'origine de 12 % des investissements dans la logistique en France.

17 % des décisions d'investissement des entreprises japonaises se dirigent vers le secteur des constructeurs automobiles et équipementiers, et les investissements japonais représentent 22 % du total des investissements étrangers dans ce secteur.

L'Île-de-France et le Rhône-Alpes accueillent respectivement 23 % et 20 % des projets japonais en France.

Place de la France en Europe pour l'investissement japonais

En 2013, la France est dans le trio de tête des pays d'accueil des investissements japonais créateurs d'emploi en Europe (16 % du total).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Kubota Corporation: Ce fabricant japonais de tracteurs agricoles a décidé en décembre 2013 d'investir près de Dunkerque dans le Nord-Pas-de-Calais 40 millions d'euros dans une nouvelle unité de production d'une capacité de 3 000 tracteurs par an, qui emploiera 140 personnes en 2017.

Rakuten: La société japonaise spécialisée dans le « e-commerce » a acquis le montpelliérain *Aquafadas*, expert en développement de systèmes de publication numérique. Cette unité fait l'objet en 2013 d'un plan de développement prévoyant l'embauche de 20 personnes en Languedoc-Roussillon.

Japan Metals & Chemicals CO.: La filiale française du groupe japonais, *Bozel Europe*, spécialisée dans la production de fil fourré pour la sidérurgie, est implantée à Grande-Synthe dans le Nord-Pas-de-Calais depuis 2003. Elle a annoncé un investissement de 2 millions d'euros et la création de 10 emplois.

Le Top 5 des entreprises japonaises en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
TOYOTA MOTOR CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers	6 000 - 7 000
RICOH CO. LTD.	Équipements électriques, électroniques, informatiques	3 500 - 4 000
NTN CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers Machines et équipements mécaniques	3 500 - 4 000
JTEKT	Fabrication de machines et équipements	3 500
SUMITOMO	Industrie automobile	3 500

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	10	14	9	26 %	5 %
<i>dont primo-implantation</i>	7	12	8	23 %	5 %
<i>dont QG</i>	3	2	1	3 %	4 %
Logistique	3	2	4	11 %	12 %
Point de vente			1	3 %	2 %
Production / Réalisation	12	9	11	31 %	5 %
R&D, Ingénierie, Design	5	3	5	14 %	6 %
<i>dont R&D</i>	5	3	4	11 %	8 %
Services aux entreprises	7	5	5	14 %	5 %
Services aux particuliers	1	1			
TOTAL GÉNÉRAL	38	34	35	100 %	5 %

*Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 31 % des investissements japonais destinés à la France sont des activités de production. 5 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises japonaises.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	12	16	8	23 %	4 %
Rhône-Alpes	10	4	7	20 %	9 %
Nord-Pas-de-Calais		2	5	14 %	12 %
Languedoc-Roussillon	3	1	3	9 %	19 %
Pays-de-la-Loire		1	2	6 %	6 %
Centre	2		2	6 %	8 %
Picardie			2	6 %	20 %
Aquitaine	1	2	1	3 %	4 %
Champagne-Ardenne		2	1	3 %	4 %
Basse-Normandie		1	1	3 %	7 %
Lorraine	1		1	3 %	6 %
Dom-Tom	1		1	3 %	100 %
Poitou-Charentes			1	3 %	10 %
Midi-Pyrénées		2			
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	1			
Auvergne	1	1			
Haute-Normandie		1			
Bretagne	4				
Alsace	1				
TOTAL GÉNÉRAL	38	34	35	100 %	5 %

*Part des investissements japonais dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 23 % des investissements japonais destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements japonais représentent 4 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	4	6	17 %	22 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	1	5	14 %	17 %
Machines et équipements mécaniques	5	4	4	11 %	10 %
Logiciels et prestations informatiques	1	3	2	6 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	2	2	6 %	6 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	2	2	6 %	13 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	2	6 %	4 %
Transport, stockage			2	6 %	6 %
Commerce et distribution	2	3	1	3 %	2 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	6	2	1	3 %	2 %
Chimie, plasturgie	1	2	1	3 %	3 %
Parfums, cosmétiques	1	2	1	3 %	14 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		2	1	3 %	3 %
BTP, matériaux de construction		1	1	3 %	4 %
Électronique grand public	1		1	3 %	13 %
Métaux, travail des métaux	1		1	3 %	3 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet			1	3 %	25 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires			1	3 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer	4	1			
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	1			
Autres activités de services	1	1			
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	1			
Hôtellerie, tourisme et restauration		1			
Composants électroniques	2				
TOTAL GÉNÉRAL	38	34	35	100 %	5 %

*Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 17 % des investissements japonais destinés à la France s'orientent dans le secteur Constructeurs automobiles et équipementiers. 22 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises japonaises.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **28** /// Nombre d'emplois (AFII): **870** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **1 700** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 200 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **29,3 Md€ / 2^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **24**

*Données janvier 2014

Pays-Bas

En 2013, les investissements néerlandais créateurs d'emploi en France ont été très dynamiques.

Présence des entreprises néerlandaises en France

Près de 1 700 entreprises néerlandaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 200 000 salariés.

L'attractivité de la France à l'égard des entreprises néerlandaises se confirme: 28 projets d'investissement ont été recensés en 2013, créant ou maintenant 870 emplois, soit +17 % par rapport à 2012.

Les entreprises néerlandaises ont privilégié en 2013 les investissements dans la fonction point de vente (39 %). À noter également six primo-implantations. Les investissements néerlandais se caractérisent par un poids déterminant dans le secteur du commerce et de la distribution.

27 % du total des investissements dans ce secteur en France proviennent d'entreprises originaires des Pays-Bas. Les projets néerlandais s'implantent sur l'ensemble des territoires avec en premier lieu l'Île-de-France (21 %), la Bourgogne (14 %), le Nord-Pas-de-Calais (7 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement néerlandais

En 2013, la France est le premier pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi en provenance des Pays-Bas en Europe (21 %), suivie du Royaume-Uni (20 %) et de l'Allemagne (11 %)¹.

Exemples de projets d'investissement en 2013

Snowworld: L'entreprise, originaire des Pays-Bas où elle accueille déjà 300 000 skieurs par an au ski-dôme de Landgraaf, a confirmé la décision d'investir 55 millions d'euros pour créer un domaine dédié au ski « indoor » à Élancourt en Île-de-France. Le site devrait également abriter un hôtel, un centre d'affaires, ainsi que des bars, restaurants et boutiques. Le projet permettra de créer 200 emplois.

Aalberts Industries: La filiale française de cette entreprise spécialisée dans le domaine du traitement de surface des pièces métalliques a agrandi son unité de production et son entrepôt de stockage à Faulquemont en Lorraine suite à l'augmentation de ses commandes. L'entreprise a investi 10 millions d'euros et le site recrutera dix personnes d'ici trois ans.

NXP Semiconductors: L'entreprise a choisi Valbonne en Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de développer des logiciels et des puces audio embarquées. L'implantation de *NXP Software* permet la création de 30 emplois.

Le Top 5 des entreprises néerlandaises en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
TNT EXPRESS N.V.	Transport, Stockage	4 500-5 000
HEINEKEN	Commerce et distribution	4 150
RANDSTAD	Autres activités de service	3 900
UNILEVER	Agroalimentaire	2 800
SHV ENERGY	Énergie, recyclage, autres services concédés	1 000

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	5	5	8	29 %	5 %
<i>dont primo-implantation</i>	5	4	6	21 %	4 %
<i>dont QG</i>		1	2	7 %	8 %
Logistique	1	3	2	7 %	6 %
Point de vente			11	39 %	19 %
Production / Réalisation	3	5	5	18 %	2 %
R&D, Ingénierie, Design	1	2			
<i>dont R&D</i>	1	1			
Services aux entreprises	9	7	2	7 %	2 %
Services aux particuliers	1	2			
TOTAL GÉNÉRAL	20	24	28	100 %	4 %

*Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 29 % des investissements néerlandais destinés à la France sont des centre de décision. 5 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises néerlandaises.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	7	11	6	21 %	3 %
Bourgogne			4	14 %	36 %
Nord-Pas-de-Calais	2	1	2	7 %	5 %
Haute-Normandie	1	1	2	7 %	15 %
Aquitaine		1	2	7 %	8 %
Pays-de-la-Loire	3		2	7 %	6 %
Picardie			2	7 %	20 %
Auvergne			2	7 %	20 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur		3	1	4 %	2 %
Champagne-Ardenne	1	2	1	4 %	4 %
Midi-Pyrénées		2	1	4 %	2 %
Lorraine			1	4 %	6 %
Basse-Normandie			1	4 %	7 %
Poitou-Charentes			1	4 %	10 %
Rhône-Alpes	3	1			
Alsace	2	1			
Bretagne		1			
Languedoc-Roussillon	1				
TOTAL GÉNÉRAL	20	24	28	100 %	4 %

*Part des investissements néerlandais dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 21 % des investissements néerlandais destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements néerlandais représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Commerce et distribution	2	1	11	39 %	27 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	4	2	3	11 %	7 %
Machines et équipements mécaniques			3	11 %	7 %
Logiciels et prestations informatiques	1	5	2	7 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	2	2	7 %	4 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier			2	7 %	12 %
Services financiers, bancaires et assurances	3	4	1	4 %	13 %
Transport, stockage		2	1	4 %	3 %
Hôtellerie, tourisme et restauration	1	1	1	4 %	5 %
Métaux, travail des métaux	1	1	1	4 %	3 %
Composants électroniques			1	4 %	13 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		2			
Autres activités de services	1	1			
Équipements électriques, électroniques, informatiques		1			
Chimie, plasturgie		1			
BTP, matériaux de construction		1			
Énergie, recyclage, autres services concédés	2				
Électronique grand public	1				
TOTAL GÉNÉRAL	20	24	28	100 %	4 %

*Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 39 % des investissements néerlandais destinés à la France s'orientent vers le secteur Commerce et distribution. 27 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises néerlandaises.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **13** /// Nombre d'emplois (AFII): **514** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **70** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 3 600** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **3,3 Md€ / 3^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **45**

*Données janvier 2014

Pays du Golfe

Le nombre de projets en provenance des pays du Golfe a doublé en 2013.

Présence des entreprises des pays du Golfe en France

Plus de 70 entreprises des pays du Golfe sont présentes en France, où elles emploient plus de 3 600 salariés.

En 2013, la France accueille 13 nouveaux projets créateurs d'emploi en provenance des pays du Golfe.

Les projets d'investissements provenant des pays du Golfe concernent à 46 % des activités de production, et à 23 % des centres de décision (primo-implantations).

La structure des investissements s'est intensifiée en valeur ajoutée avec l'implantation de centres de Recherche & Développement.

Les investissements des pays du Golfe ont privilégié en 2013 le secteur manufacturier : 31 % vers le secteur de la chimie, la plasturgie (23 %), l'aéronautique. L'Île-de-France et l'Alsace accueillent chacune 23 % des projets originaires des pays du Golfe en France.

Place de la France en Europe pour l'investissement des pays du Golfe

En 2013, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance des pays du Golfe en Europe¹. Elle accueille 24 % de ces projets, derrière le Royaume-Uni (36 %).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Saudi Arabian Oil Company - Aramco (Arabie saoudite): La compagnie pétrolière nationale d'Arabie saoudite a créé à Rueil-Malmaison en

Île-de-France un centre de recherche sur les carburants dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut Français du Pétrole et des Énergies Nouvelles (IFPEN). Ce centre, baptisé *Aramco Fuel Research Center*, a pour objectif de développer des technologies pour améliorer les performances des moteurs thermiques et réduire leur pollution. 15 emplois ont été créés.

BFG International (Bahrein): Présente en France depuis 2009, BFG a conforté son développement en France en reprenant à la demande d'Alstom deux sites en difficultés de *Compin Composites & Front Ends* à Mauves-sur-Huisne en Basse-Normandie et à Aytré en Poitou-Charentes. Sur ces deux sites, qui produisent des composites pour l'industrie ferroviaire, 193 emplois au total ont été maintenus.

Al Ayuni Investment & Contracting (Arabie saoudite): Pour sa première implantation en France, cette entreprise saoudienne a décidé de reprendre le concepteur de solutions techniques pour l'industrie du GPL *Siraga* à Buzancais dans la région Centre. 114 emplois ont été maintenus.

Le Top 5 des entreprises des pays du Golfe en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SAUDI OGER COMPANY LTD (ARABIE SAOUDITE)	BTP, matériaux de construction Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1 000-1 500
QATAR LUXURY GROUP - FASHION SPC (QATAR)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	800-900
INTERNATIONAL PETROLEUM INVESTMENT COMPANY (ÉMIRATS ARABES UNIS)	Chimie, plasturgie	400-500
QATAR SPORTS INVESTMENTS (QATAR)	Autres activités de services	300
DUBAI INTERNATIONAL CAPITAL (ÉMIRATS ARABES UNIS)	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	200-300

¹Observatoire Europe, AFII

Pays du Golfe

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	2		3	23 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	2		3	23 %	2 %
Logistique		1			
Production / Réalisation	1	2	6	46 %	3 %
R&D, Ingénierie, Design			2	15 %	3 %
<i>dont R&D</i>			2	15 %	4 %
Services aux entreprises		2	2	15 %	2 %
Services aux particuliers		1			
TOTAL GÉNÉRAL	3	6	13	100 %	2 %

*Part des investissements des pays du Golfe dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 46 % des investissements des pays du Golfe destinés à la France sont des activités de production. 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises des pays du Golfe.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	2	1	3	23 %	2 %
Alsace		1	3	23 %	8 %
Rhône-Alpes		1	1	8 %	1 %
Limousin	1		1	8 %	33 %
Midi-Pyrénées			1	8 %	2 %
Poitou-Charentes			1	8 %	10 %
Basse-Normandie			1	8 %	7 %
Centre			1	8 %	4 %
Bourgogne			1	8 %	9 %
Haute-Normandie		1			
Provence-Alpes-Côte d'Azur		1			
Champagne-Ardenne		1			
TOTAL GÉNÉRAL	3	6	13	100 %	2 %

*Part des investissements des pays du Golfe dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 23 % des investissements des pays du Golfe destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements des pays du Golfe représentent 2 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Chimie, plasturgie			4	31 %	13 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		2	3	23 %	7 %
Énergie, recyclage, autres services concédés			2	15 %	5 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2		1	8 %	3 %
Autres activités de services	1		1	8 %	4 %
Parfums, cosmétiques			1	8 %	14 %
Logiciels et prestations informatiques			1	8 %	2 %
Transport, stockage		2			
Métaux, travail des métaux		1			
Machines et équipements mécaniques		1			
TOTAL GÉNÉRAL	3	6	13	100 %	2 %

*Part des investissements des pays du Golfe dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 31 % des investissements des pays du Golfe destinés à la France s'orientent vers le secteur Chimie, plasturgie. 13 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays du Golfe.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **42** // // // Nombre d'emplois (AFII): **2 520** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **2 000** // // // Nombre de salariés (Orbis): **+ de 200 000** // // // Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **60,4 Md€ / 6^e rang** // // // Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **105**

*Données janvier 2014

Royaume-Uni

En 2013, les investissements britanniques en France ont été très dynamiques.

Présence des entreprises britanniques en France

Plus de 2 000 entreprises britanniques sont présentes en France, où elles emploient près de 200 000 salariés.

En 2013, 42 nouveaux projets (en hausse de 13 % à 2012) ont permis la création ou le maintien de 2 520 emplois.

Les projets britanniques concernent à 21 % des points de vente et des services aux entreprises.

Les entreprises britanniques investissent dans les secteurs du commerce et de la distribution (17 %) des logiciels et prestations informatiques (12 %), du textile (12 %). À noter que les entreprises britanniques sont à l'origine de plus de 20 % des investissements en France dans les secteurs des services financiers et de l'hôtellerie.

L'Île-de-France accueille 45 % des projets britanniques, et les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais 12 %.

Place de la France en Europe pour l'investissement britannique

En 2013, la France est le premier destinataire des investissements britanniques créateurs d'emploi en Europe¹. Elle accueille 19 % des projets, suivie par l'Allemagne (17 %) et l'Irlande (10 %).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Spotify LTD.: L'entreprise, qui propose des services de streaming en ligne, étend son site parisien et va recruter au moins dix personnes sur les trois prochaines années. Elle étend son activité commerciale, qui gère les ventes publicitaires et l'activité premium du service.

Patron Capital Advisers: L'entreprise, qui gère et développe une chaîne d'auberges de jeunesse haut de gamme, va ouvrir un premier site de 950 lits dans le dixième arrondissement de Paris sous le nom de *Generator Hostel*. Cette première implantation assurera la création de 50 emplois.

Le Top 5 des entreprises britanniques en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CHARTERHOUSE CAPITAL LTD. (Elior)	Hôtellerie, tourisme et restauration	35 000 - 40 000
KINGFISHER PLC (Castorama)	Commerce et distribution Ameublement et équipement du foyer	20 000
COMPASS GROUP PLC	Hôtellerie, tourisme et restauration	15 000 - 20 000
KESA ELECTRICALS PLC (DARTY)	Commerce et distribution Équipements électriques, électroniques, informatiques	15 000
OGIER TRUSTEE (GUERNSEY) LIMITED (CAMAIEU)	Commerce et distribution Textile, textile industriel, habillement et accessoires	10 000 - 15 000

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	8	10	8	19 %	5 %
<i>dont primo-implantation</i>	<i>8</i>	<i>10</i>	<i>7</i>	<i>17 %</i>	<i>5 %</i>
<i>dont QG</i>			<i>1</i>	<i>2 %</i>	<i>4 %</i>
Logistique	4		4	10 %	12 %
Point de vente	2		9	21 %	16 %
Production / Réalisation	7	10	7	17 %	3 %
R&D, Ingénierie, Design		2	1	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>		<i>2</i>			
Services aux entreprises	11	11	9	21 %	8 %
Services aux particuliers	4	3	4	10 %	14 %
TOTAL GÉNÉRAL	36	36	42	100 %	6 %

*Part des investissements originaires du Royaume-Uni dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 21 % des investissements originaires du Royaume-Uni destinés à la France sont des activités de services aux entreprises. 8 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises originaires du Royaume-Uni.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	19	14	19	45 %	10 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	6	5	12 %	8 %
Nord-Pas-de-Calais	1	2	5	12 %	12 %
Midi-Pyrénées	2	2	3	7 %	7 %
Aquitaine	2		2	5 %	8 %
Centre			2	5 %	8 %
Rhône-Alpes	5	6	1	2 %	1 %
Bourgogne		2	1	2 %	9 %
Pays-de-la-Loire		1	1	2 %	3 %
Alsace	3		1	2 %	3 %
Haute-Normandie			1	2 %	8 %
Basse-Normandie			1	2 %	7 %
Lorraine	1	1			
Picardie	1				
Languedoc-Roussillon		1			
Bretagne	1				
TOTAL GÉNÉRAL	36	36	42	100 %	6 %

*Part des investissements originaires du Royaume-Uni dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 45 % des investissements originaires du Royaume-Uni destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements originaires du Royaume-Uni représentent 10 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Commerce et distribution	2		7	17 %	17 %
Logiciels et prestations informatiques	6	3	5	12 %	8 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires		1	5	12 %	13 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	12	4	10 %	7 %
Hôtellerie, tourisme et restauration	1	1	4	10 %	21 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1		3	7 %	10 %
BTP, matériaux de construction	1		3	7 %	13 %
Transport, stockage	4	1	2	5 %	6 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	1	2	5 %	5 %
Services financiers, bancaires et assurances			2	5 %	25 %
Autres activités de services	1	3	1	2 %	4 %
Métaux, travail des métaux	1	1	1	2 %	3 %
Ameublement et équipement du foyer	1		1	2 %	9 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux			1	2 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers			1	2 %	4 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques		4			
Composants électroniques	2	2			
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	2			
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	2			
Chimie, plasturgie		2			
Machines et équipements mécaniques	3	1			
Verre, céramique, minéraux, bois, papier		3			
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1				
TOTAL GÉNÉRAL	36	36	42	100 %	6 %

*Part des investissements originaires du Royaume-Uni dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 17 % des investissements originaires du Royaume-Uni destinés à la France s'orientent vers le secteur Commerce et distribution. 17 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises originaires du Royaume-Uni.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **9** // // // Nombre d'emplois (AFII): **225** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **40** // // // Nombre de salariés (Orbis): **+ de 1 500** // // // Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **1,3 Md€ / 23^e rang** // // // Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **30**

*Données Janvier 2014

Russie

La présence des entreprises russes en France se renforce. La nature des investissements évolue au profit des activités intensives en valeur ajoutée.

Présence des entreprises russes en France

Une quarantaine d'entreprises russes sont présentes en France et emploie plus de 1 500 personnes.

Le dynamisme des entreprises russes se confirme avec quatre primo-implantations recensées en 2013.

Les investissements à forte valeur ajoutée s'intensifient avec l'implantation de deux centres de Recherche & Développement, d'ingénierie.

Les entreprises russes investissent principalement dans le secteur de l'agroalimentaire et dans le secteur des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires à part égale (22 %).

L'Île-de-France et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueillent chacune un tiers des investissements russes en France.

Place des investissements russes en Europe

En 2013, les entreprises russes ont investi dans une douzaine de pays en Europe¹. La Finlande est le premier pays d'accueil pour les projets russes créateurs d'emploi (16 % du total).

Exemples de projets d'investissement en 2013

Progresstech: Ce groupe leader en Russie dans la prestation de services d'ingénierie pour les secteurs de l'aérospatial et du transport aérien a décidé pour sa première implantation en Europe d'ouvrir un bureau d'études à Toulouse afin de se rapprocher d'Airbus et de ses principaux fournisseurs. La filiale du groupe, enregistrée sous le nom de *Tucana Engineering*, prévoit la création de 50 emplois au cours des trois prochaines années.

Active Optics: Suite à son implantation à Marseille en 2012, cette entreprise, qui développe et produit des systèmes et des équipements industriels d'optique adaptative utilisés notamment pour des applications lasers dans le secteur médical et spatial, a annoncé l'embauche supplémentaire de dix personnes. Le bureau français assure la distribution de ses produits en Europe.

A.K.Dellos: La chaîne de pâtisserie et salon de thé russe poursuit sa croissance en France avec l'ouverture de deux nouveaux points de vente « Café Pouchkine » à Paris. L'enseigne était déjà présente au sein du Printemps Haussmann, et détenait un laboratoire culinaire en Seine-Saint-Denis. 20 emplois supplémentaires sont créés.

Le Top 5 des entreprises russes en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RZhD	Métaux, travail des métaux Transport, stockage	4 500 - 5 000
EVOLUTION (PORCELAINES DESHOULIERES)	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	250 - 300
KASPERSKY	Logiciels et prestations informatiques	80 - 90
ICC (CHOCOLATERIE DE PROVENCE)	Agroalimentaire, agriculture et pêche	70
A.K. DELLOS (CAFE POUCHKINE)	Agroalimentaire, agriculture et pêche	40

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	2	4	4	44 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	1	4	4	44 %	3 %
<i>dont QG</i>	1				
Production / Réalisation	1	3	2	22 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design			2	22 %	3 %
<i>dont R&D</i>			1	11 %	2 %
Services aux entreprises		2			
Services aux particuliers	2	1	1	11 %	4 %
TOTAL GÉNÉRAL	5	10	9	100 %	1 %

*Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 44 % des investissements russes destinés à la France sont des centres de décision. 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises russes.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	1	4	3	33 %	2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	3	3	33 %	5 %
Alsace	1	1	1	11 %	3 %
Midi-Pyrénées			1	11 %	2 %
Languedoc-Roussillon			1	11 %	6 %
Nord-Pas-de-Calais		1			
Champagne-Ardenne		1			
Rhône-Alpes	1				
TOTAL GÉNÉRAL	5	10	9	100 %	1 %

*Part des investissements russes dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 33 % des investissements russes destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements russes représentent 2 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agroalimentaire, agriculture et pêche		2	2	22 %	5 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	1	2	22 %	5 %
Autres activités de services		2	1	11 %	4 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux		1	1	11 %	6 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques			1	11 %	3 %
Métaux, travail des métaux			1	11 %	3 %
Commerce et distribution			1	11 %	2 %
Machines et équipements mécaniques		2			
Transport, stockage		2			
Hôtellerie, tourisme et restauration		2			
Chimie, plasturgie		1			
Logiciels et prestations informatiques		1			
TOTAL GÉNÉRAL	5	10	9	100 %	1 %

*Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 22 % des investissements russes destinés à la France s'orientent vers le secteur Agroalimentaire, agriculture et pêche. 5 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises russes.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **21** //// Nombre d'emplois (AFII): **1 196** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **500** //// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 100 000** //// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **4,7 Md€ / 15^e rang** //// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **26**

*Données Janvier 2014

Suède

Les investissements suédois créateurs d'emploi en France ont bien progressé en 2013 avec 21 nouvelles décisions d'investissement.

Présence des entreprises suédoises en France

Plus de 500 entreprises suédoises sont présentes en France où elles emploient plus de 10 000 personnes.

Les investissements suédois ont progressé de 24 % en 2013.

38 % des projets suédois sont des points de vente, et 24 % concernent des activités de production. Les entreprises suédoises investissent à 29 % dans le secteur de l'ameublement et de l'équipement du foyer. À ce titre, les projets suédois représentent 55 % du total des projets d'investissement étranger en France dans ce secteur.

L'Île-de-France accueille un tiers des projets suédois en France.

Place de la France en Europe pour l'investissement suédois

En 2013, la France est le premier pays d'accueil des investissements suédois créateurs d'emploi en Europe avec 15 % du total des projets, devant l'Allemagne (13 %) et l'Espagne (12 %)¹.

Exemples de projets d'investissement en 2013

Aura Light International: Cette entreprise suédoise qui produit et distribue des tubes fluorescents de basse consommation a ouvert un bureau à Paris et a créé dix emplois. Ce bureau vient en complément d'une structure déjà existante à Marseille.

AB Volvo: Le constructeur de poids lourds a annoncé le transfert depuis la Belgique d'une partie de la production de ses camions de gamme moyenne (10 à 26 tonnes) sur le site de Blainville-sur-Orne en Basse-Normandie. La production normande de cette gamme passera ainsi de 10 000 camions par an à 14 000 dès 2014. La pérennisation du site est assurée et 100 emplois seront créés.

Securitas Direct: Le leader européen de la télésurveillance a choisi Sainghin en Mélançois dans le Nord-Pas-de-Calais pour implanter son deuxième centre d'excellence de la relation client, où travailleront 200 personnes.

Le Top 5 des entreprises suédoises en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SECURITAS AB	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	20 000
AB VOLVO	Constructeurs automobiles et équipementiers	10 000 - 15 000
IKEA	Ameublement et équipement du foyer	10 000 - 15 000
NORDIC CAPITAL SVENSKA AKTIEBOLAG (CAPIO)	Autres activités de services	5 000
HENNES & MAURITZ AB (H&M)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires Commerce et distribution	4 500 - 5 000

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	4	3	1	5 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	3	1	5 %	1 %
<i>dont QG</i>	2				
Logistique	1				
Point de vente	4	3	8	38 %	14 %
Production / Réalisation	9	7	5	24 %	2 %
R&D, Ingénierie, Design		1	1	5 %	1 %
<i>dont R&D</i>		1	1	5 %	2 %
Services aux entreprises	6	2	4	19 %	4 %
Services aux particuliers	2	1	2	10 %	7 %
TOTAL GÉNÉRAL	26	17	21	100 %	3 %

*Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 24 % des investissements suédois destinés à la France sont des activités de production. 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suédoises.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Île-de-France	8	5	7	33 %	4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur		1	2	10 %	3 %
Nord-Pas-de-Calais			2	10 %	5 %
Centre			2	10 %	8 %
Pays-de-la-Loire	3	2	1	5 %	3 %
Midi-Pyrénées	1	2	1	5 %	2 %
Haute-Normandie		2	1	5 %	8 %
Auvergne	2	1	1	5 %	10 %
Rhône-Alpes	4		1	5 %	1 %
Lorraine	1		1	5 %	6 %
Languedoc-Roussillon			1	5 %	6 %
Basse-Normandie			1	5 %	7 %
Aquitaine	2	2			
Franche-Comté	1	2			
Bretagne	3				
Alsace	1				
TOTAL GÉNÉRAL	26	17	21	100 %	3 %

*Part des investissements suédois dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 33 % des investissements suédois destinés à la France se sont localisés dans la région Île-de-France. Les investissements suédois représentent 4 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Ameublement et équipement du foyer	2	2	6	29 %	55 %
Autres activités de services		2	2	10 %	8 %
Machines et équipements mécaniques	4	1	2	10 %	5 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	3		2	10 %	5 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1		2	10 %	6 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	4	2	1	5 %	6 %
Logiciels et prestations informatiques	1	2	1	5 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	1	1	5 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers		1	1	5 %	4 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2		1	5 %	2 %
Transport, stockage			1	5 %	3 %
Composants électroniques			1	5 %	13 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	2			
Commerce et distribution		2			
Services financiers, bancaires et assurances	2	1			
Chimie, plasturgie	1	1			
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2				
Métaux, travail des métaux	1				
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1				
TOTAL GÉNÉRAL	26	17	21	100 %	3 %

*Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 29 % des investissements suédois destinés à la France s'orientent vers le secteur Ameublement et équipement du foyer. 55 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suédoises.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **29** /// Nombre d'emplois (AFII): **824** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **1 300** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 140 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **34,8 Md€ / 7^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **48**

*Données Janvier 2014

Suisse

Les investissements suisses créateurs d'emploi en France ont fortement baissé en 2013.

Présence des entreprises suisses en France

Plus de 1 300 entreprises suisses sont présentes en France. Elles emploient plus de 140 000 personnes. Les investissements suisses en France ont baissé de 26 % en 2013.

Les investisseurs suisses privilégient l'implantation d'activités de production, qui représentent 34 % des décisions d'investissement des entreprises suisses en France.

À noter que les entreprises suisses sont à l'origine de 12 % des investissements dans la logistique. Elles opèrent en majorité dans les services manufacturiers: l'agroalimentaire (14 %), les médicaments et biotechnologies appliquées (10 %) et le textile (10 %) sont les principaux secteurs. Dans les services, le conseil / ingénierie est le principal secteur d'investissement des entreprises suisses.

L'Alsace accueille 28 % des projets helvétiques à destination de la France.

Place de la France en Europe pour l'investissement suisse

En 2013, la France accueille plus d'un quart (26 %) des projets suisses créateurs d'emploi en Europe, devant l'Allemagne (19 %) et le Royaume-Uni (14 %)¹.

¹Observatoire Europe, AFII

Exemples de projets d'investissement en 2013

Chocoladefabriken Lindt & Spungli: Le chocolatier suisse renforce ses activités en France avec son plus gros investissement depuis une vingtaine d'années (70 millions d'euros et une cinquantaine d'emplois) dans son usine à Oloron-Sainte-Marie en Aquitaine. L'usine produit des pralinés et plus de 1,5 million de tablettes de chocolat chaque jour. C'est l'une des rares usines en France qui traite le chocolat depuis la fève de cacao jusqu'au produit fini.

Prionics AG: La société zurichoise, spécialisée dans le développement et la fabrication de produits pour diagnostiquer les pathologies animales, a ouvert un bureau à Lille et créé 10 emplois. Cette entreprise a notamment mis au point un nouveau test pour détecter l'encéphalopathie spongiforme transmissible (EST) chez les moutons et les chèvres.

Crossing Tech: Cette start-up ultra innovante spécialisée dans la mise en œuvre de solutions d'intégration informatique pour les secteurs bancaires et financiers a ouvert un bureau à Paris afin de couvrir le marché français. Dix emplois vont être créés.

Le Top 5 des entreprises suisses en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
NESTLE S.A	Agroalimentaire, agriculture et pêche	15 000-20 000
STMICROELECTRONICS	Composants électroniques	10 000
KÜHNE HOLDING AG	Transport, stockage	8 000-10 000
NOVARTIS AG	Médicaments et biotechnologies appliquées	6 000-7 000
COOP GENOSSENSCHAFT	Commerce et distribution	6 000-7 000

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Centre de décision	3	7	7	24 %	4 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	5	5	17 %	3 %
<i>dont QG</i>		2	2	7 %	8 %
Logistique	7	1	4	14 %	12 %
Point de vente	2	2	1	3 %	2 %
Production / Réalisation	25	15	10	34 %	5 %
R&D, Ingénierie, Design	1	5	4	14 %	5 %
<i>dont R&D</i>	1	5	2	7 %	4 %
Services aux entreprises	7	7	3	10 %	3 %
Services aux particuliers	2	2			
TOTAL GÉNÉRAL	46	39	29	100 %	4 %

*Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2013, 34 % des investissements suisses destinés à la France sont des activités de production. 5 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suisses.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Alsace	9	6	8	28 %	20 %
Île-de-France	9	8	5	17 %	3 %
Midi-Pyrénées	2	4	4	14 %	9 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur		1	3	10 %	5 %
Pays-de-la-Loire	1	1	2	7 %	6 %
Nord-Pas-de-Calais	1		2	7 %	5 %
Champagne-Ardenne			2	7 %	9 %
Rhône-Alpes	16	10	1	3 %	1 %
Aquitaine	1	2	1	3 %	4 %
Franche-Comté			1	3 %	25 %
Lorraine	1	2			
Picardie	3	1			
Languedoc-Roussillon	1	1			
Poitou-Charentes		1			
Bretagne		1			
Bourgogne		1			
Auvergne	1				
Dom-Tom	1				
TOTAL GÉNÉRAL	46	39	29	100 %	4 %

*Part des investissements suisses dans le total des investissements dans chaque région. Grille de lecture : en 2013, 28 % des investissements suisses destinés à la France se sont localisés dans la région Alsace. Les investissements suisses représentent 20 % des investissements étrangers dans cette région.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2011	2012	2013	PART DU TOTAL	PART DE CETTE ORIGINE*
Agroalimentaire, agriculture et pêche	7	4	4	14 %	10 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	2	3	10 %	10 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	1	3	10 %	6 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	1	3	10 %	8 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	6	2	7 %	13 %
Logiciels et prestations informatiques	2	3	2	7 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques		3	2	7 %	6 %
Transport, stockage	4	2	2	7 %	6 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	2	2	7 %	5 %
Chimie, plasturgie	5	1	2	7 %	6 %
Machines et équipements mécaniques	6	4	1	3 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	1	1	3 %	6 %
Énergie, recyclage, autres services concédés		1	1	3 %	3 %
Autres activités de services			1	3 %	4 %
BTP, matériaux de construction	2	3			
Services financiers, bancaires et assurances	1	2			
Hôtellerie, tourisme et restauration	1	2			
Constructeurs automobiles et équipementiers		1			
Parfums, cosmétiques	2				
Commerce et distribution	2				
Ameublement et équipement du foyer	1				
TOTAL GÉNÉRAL	46	39	29	100 %	4 %

*Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2013, 14 % des investissements suisses destinés à la France s'orientent vers le secteur Agroalimentaire, agriculture et pêche. 10 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suisses.

En Flux: Nombre de projets (AFII): **2** /// Nombre d'emplois (AFII): **12** **En Stock:** Nombre d'entreprises en France (Orbis*): **30** /// Nombre de salariés (Orbis): **+ de 1 000** /// Stock d'IDE au 31/12/2012 (BdF): **50 M€ / 103^e rang** /// Nombre d'entreprises présentes dans Forbes 2000 : **14**

*Données Janvier 2014

Turquie

Les investissements turcs en France sont restés faibles en 2013.

Présence des entreprises turques en France

Près d'une trentaine d'entreprises turques sont présentes en France, où elles emploient plus de 1 000 personnes.

En 2013, les projets d'investissement turcs en France sont des primo-implantations. Ces projets concernent les secteurs du textile, textile industriel, habillement et accessoires (50 %) et des machines et équipements mécaniques (50 %).

Place de la France en Europe pour l'investissement turc

Les investissements turcs créateurs d'emploi demeurent limités en Europe. En 2013, la France est néanmoins en première place des pays d'accueil avec la Roumanie¹.

Exemple de projet d'investissement en 2013

Sanko (MST): Le fabricant turc de machines-outils (chargeurs télescopiques et tractopelles) a ouvert cette année une filiale française à Ancenis dans les Pays-de-la-Loire. Cet établissement importe et distribue des machines, et assure un service après-vente aux clients français. Il diminue également les formalités douanières pour ce groupe qui se trouve en dehors de l'espace européen.

Le Top 5 des entreprises turques en France en termes d'emplois

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ORHAN HOLDING A S	Constructeurs automobiles et équipementiers	430
ECZACIBASI-BAXTER HASTANE URUNLERI SANAYI VE TICARET	Ameublement et équipement du foyer	73
M ERHAM KURT	BTP, matériaux de construction	22
M KARAALI RUHANI	BTP, matériaux de construction	18
KUCUKCALIK TEKSTIL SANAYII VE TICARET A S	Commerce et distribution	17

¹Observatoire Europe, AFII

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

NATURE DU PROJET	2011	2012	2013
Centre de décision	1	1	2
<i>dont primo-implantation</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>2</i>
Logistique	0	1	0
R&D, Ingénierie, Design	1	0	0
Services aux entreprises	1	0	0
TOTAL GÉNÉRAL	3	3	2

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

RÉGION D'ACCUEIL	2011	2012	2013
Île-de-France	3	1	1
Pays-de-la-Loire			1
Provence-Alpes-Côte d'Azur		2	
TOTAL GÉNÉRAL	3	3	2

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE	2010	2012	2013
Textile, textile industriel, habillement et accessoires			1
Machines et équipements mécaniques			1
Transport, stockage		1	
Autres activités de services		1	
Hôtellerie, tourisme et restauration		1	
Constructeurs automobiles et équipementiers	3		
TOTAL GÉNÉRAL	3	3	2

Annexes

MÉTHODOLOGIE

Critères de prise en compte des projets au Bilan France	122
Nomenclatures du Bilan France	126
Diversité statistique sur l'investissement étranger en France	128
Une coopération étroite avec les partenaires territoriaux	130
Carte des Agences Régionales de Développement partenaires de l'AFII	132
Le réseau AFII	134

CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DES PROJETS AU BILAN FRANCE

LE BILAN DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE : UN OUTIL D'ANALYSE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGERS ET DE LEUR CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

Élaboré depuis 1993, le « Bilan France » recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés, et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et par fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

Quatre types d'investissement sont retenus au bilan :

→ Les créations, qui génèrent des emplois sur un nouveau site.

Exemple : un industriel étranger crée en France une usine de tréfilerie et recrute 30 personnes.

→ Les extensions, qui renforcent la présence d'une entreprise

Exemple : une entreprise étrangère est implantée depuis plusieurs années en France et souhaite y développer ses activités. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.

→ Les reprises, qui concernent l'acquisition d'une société en difficulté

– procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce, par exemple – par un investisseur étranger, permettant de sauvegarder des emplois.

Exemple : une entreprise implantée en France connaît depuis plusieurs mois de sérieuses difficultés et doit déposer son bilan. Un investisseur étranger rachète l'entreprise en difficulté et conserve la totalité, ou une partie du personnel.

→ Une reprise-extension, qui porte sur l'acquisition par un investisseur étranger d'une société en difficulté permettant de sauvegarder les emplois, et qui s'accompagne de création d'emplois complémentaires.

Exemple : une entreprise étrangère acquiert une entreprise implantée en France et développe le site acquis en investissant et en créant une vingtaine d'emplois supplémentaires.

NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN FRANCE :

- les emplois intérimaires et saisonniers ;
- les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette entreprise ;
- les investissements purement financiers, les opérations boursières et les franchises quand le franchisé est français ;
- les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale, par exemple).

La définition des investissements d'origine étrangère

La nationalité d'un investissement est déterminée à partir de celle de la société mère. L'investissement est réputé d'origine étrangère si la société est détenue à plus de 50 % par des capitaux étrangers. Dans le cas d'une répartition distincte du capital, les emplois sont attribués à chaque pays au prorata de la part de ses ressortissants.

Dans le cas d'un capital émiétté :

- si plus de 50 % du capital sont détenus par des actionnaires d'un même pays, les emplois sont attribués à ce dernier ;
- dans le cas opposé, l'origine d'un investissement est définie en fonction de l'actionnaire majoritaire, des membres du conseil (« *board members* ») et du centre de décision. Par exception, dans le cas d'une « JV franco-étrangère », les emplois correspondants sont décomptés au prorata de la participation étrangère dans l'investissement.

La comptabilisation des emplois

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir, cette durée correspondant approximativement à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

Contrairement à d'autres agences de promotion européennes, le Bilan France n'intègre que les décisions d'investissement créateur **d'au moins 10 emplois, sauf si :**

- le projet correspond à une première implantation en Europe réalisée par des investisseurs étrangers non européens ;
- le projet relève d'une activité à forte valeur ajoutée (R&D, cabinets d'avocats, conseil... par exemple).

Recueil et validation des données

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

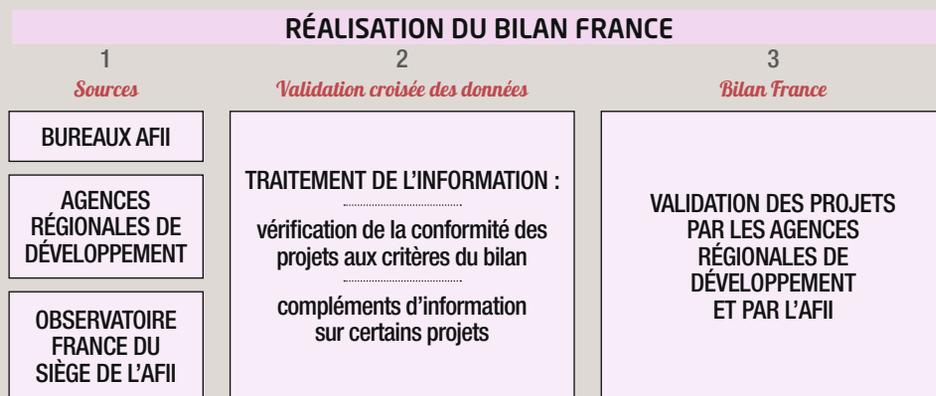
- l'analyse de l'environnement concurrentiel, qui s'opère au moyen d'Observatoires des investissements internationalement mobiles recensant les annonces publiques d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi en France et en Europe ;

- la prospection des projets conduite par l'AFII, mobilisant en particulier le réseau de ses 23 bureaux à l'étranger ;
- l'information collectée par les agences régionales de développement économique sur leur territoire, au travers des contacts qu'elles entretiennent avec les acteurs économiques et les investisseurs étrangers.

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe l'AFII et les agences régionales de développement économique, elles-mêmes en relation avec les agences de développement économique.

Taux de réalisation des projets

Les bilans ou classements publiés par les agences de promotion de l'investissement comptabilisent des décisions d'investissement (ou des annonces publiques, pour certains consultants). L'AFII a procédé à l'étude ex-post des projets enregistrés au



Bilan France 2007, pour évaluer le taux de réalisation des projets dans une conjoncture économique difficile. Pour l'échantillon étudié (320 projets), près de 90 % des décisions enregistrées en 2007 ont été mises en œuvre. Le taux de réalisation est de 98 % pour les reprises d'entreprises en difficulté. L'étude montre, dans le même temps, que l'origine étrangère de l'entreprise qui investit en France n'a pas suffi à la prémunir contre les risques entrepreneuriaux ou conjoncturels. Ainsi, un cinquième des investissements sous revue en 2007 ont connu des difficultés allant jusqu'à la cessation de l'activité.

Des écarts entre les données publiées par l'AFII, fDi Markets et EY

Les consultants spécialisés, comme IBM/PLI, fDi Markets ou EY, recensent, grâce à des outils de veille économique, des annonces d'investissement internationaux. Des données du même type sont produites à l'étranger par certaines agences de promotion homologues de l'AFII. Les différences de champs et de méthodes de comptabilisation expliquent les écarts importants observés entre ces données.

	AFII	UKTI	EY	FDI MARKETS
Types d'opération				
Création	x	x	x	x
Extension	x	x	x	x
Reprise-extension	x	x		
Reprise	x	x		
Acquisitions, JV et fusions		x		
Nature des projets pris en compte	Décision d'investir, et emplois à 3 ans	Projets d'investissement et annonces d'emplois à 3 ans	Annonces publiques des projets et emplois	Annonces publiques des investissements et emplois projetés
Seuil de comptabilisation des emplois	Règle générale : 10 emplois Exceptions : - dès le 1 ^{er} emploi pour les projets à forte VA et/ ou les 1 ^{res} implantations en Europe ; - à partir de 50 emplois à l'échelon national avec un minimum de 10 emplois par site pour les points de vente.	Dès le 1 ^{er} emploi	Dès le 1 ^{er} emploi	Dès le 1 ^{er} emploi
Réalisation d'une enquête	Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 1 000 investisseurs étrangers		Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 200 investisseurs étrangers	
Prise en compte des points de vente	Seuil minimal de 50 emplois à l'échelon national, avec au moins 10 emplois par site	À partir du moment où un nombre significatif d'emplois et de sites sont créés		x

NOMENCLATURES DU BILAN FRANCE

LES CLASSIFICATIONS SONT CONÇUES POUR REFLÉTER LES CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL.

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 25 postes, compatible avec celle de l'INSEE (NAF 700 rév.2), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

CLASSIFICATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

1	Agro-alimentaire, agriculture et pêche
2	Textile, textile industriel, habillement et accessoires
3	Médicaments et biotechnologies appliquées
4	Parfums, cosmétiques
5	Ameublement & Équipement du foyer
6	Electronique grand public
7	Constructeurs automobiles et équipementiers
8	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
9	Machines et équipements mécaniques
10	Composants électroniques
11	Équipements électriques, électroniques, informatiques
12	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
13	Verre-Céramique-Minéraux-Bois-Papier
14	Chimie, Plasturgie
15	Métaux, travail des métaux
16	Transport, Stockage
17	Bâtiment et Travaux publics, Matériaux de construction
18	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à l'Internet
19	Logiciels et prestations informatiques
20	Conseils, Ingénierie et services opérationnels aux entreprises
21	Énergie, recyclage, et autres services concédés
22	Hôtellerie, tourisme et restauration
23	Services financiers, bancaires et assurances
24	Commerce et distribution
25	Autres activités de services

Les types d'investissement

Un projet peut être réalisé selon différentes modalités, qu'il s'agisse d'une création de site, d'une extension de site, de la reprise d'une entreprise française en difficulté, d'un rachat-extension ou d'une extension suite à un rachat d'une entreprise en difficulté (reprise-extension).

Les projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme (pérennisation), au même titre que les partenariats technologiques et les fusions-acquisitions (F&A) ne sont pas repris dans les statistiques globales des projets créateurs d'emploi du Bilan.

1	Création : correspondent à des emplois créés sur un nouveau site.
2	Extension : correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.
3	Reprise d'entreprise française en difficulté : correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger.
4	Reprise-extension : correspondent à des emplois créés et maintenus suite à l'acquisition d'une entreprise en difficulté qui s'accompagne d'une extension.
5	Pérennisation ou modernisation: les investissements de pérennisation sont des projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme.
6	Partenariats technologiques et de R&D
7	Fusions & Acquisitions

La fonction servie par le projet

Un projet peut être réalisé selon différentes modalités, qu'il s'agisse d'une création de site, d'une extension de site, de la reprise d'une entreprise française en difficulté ou d'une extension suite à un rachat (reprise-extension).

Les projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme (pérennisation), au même titre que les partenariats technologiques et les fusions-acquisitions (F&A) ne sont pas repris dans les statistiques globales des projets créateurs d'emploi du Bilan.

FONCTION DU PROJET	
Fonction du projet	Définition
1 R&D, ingénierie, design	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2 Centre de décision	Primo-implantation en France et quartiers généraux français
3 Quartiers généraux	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.)
4 Production / Réalisation	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5 Logistique	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6 Services aux entreprises	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data-center...)
7 Services aux particuliers	Site ayant pour mission principale la vente de produits et services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8 Point de vente	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

DIVERSITÉ STATISTIQUE SUR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER EN FRANCE

L'ANALYSE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS FAIT L'OBJET D'APPROCHES TRÈS HÉTÉROGÈNES. L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DES DONNÉES DISPONIBLES SUR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER EN FRANCE PEUT ÊTRE SOURCE DE CONFUSION.

Sont à distinguer quatre sources principales : les statistiques d'investissement direct (flux et stocks) ; les données sur les fusions-acquisitions internationales ; les données sur les investissements physiques d'origine étrangère ; les données sur la présence étrangère dans l'économie nationale.

Les statistiques d'investissement direct

La statistique la plus communément utilisée pour mesurer les flux d'investissement internationaux est une donnée financière issue des balances des paiements, rendant compte des « investissements directs étrangers » (IDE).

Produites par la Banque de France, ces données prennent deux formes :

- les statistiques dites de « flux », qui retracent les transferts de capitaux propres entre la maison mère et sa filiale française ;
- les statistiques dites de « stocks », qui retracent le montant cumulé des actifs possédés par les firmes étrangères dans notre pays.

Les données harmonisées produites par différents organismes internationaux (Eurostat, OCDE, CNUCED, FMI et Banque mondiale notamment) permettent des comparaisons avec les autres pays d'accueil.

Cette statistique, cependant, est peu adaptée à la mesure des flux d'investissements physiques, directement créateurs d'emploi et de capacités productives, pour deux raisons principales :

- elle intègre d'autres opérations que l'investissement physique (acquisitions, rapatriement de bénéfices, transferts de trésorerie, flux financiers inter-groupe...);
- elle ne rend pas compte de certains investissements physiques qui sont financés non par des flux d'IDE mais par d'autres sources (levées de fonds sur les marchés locaux notamment).

SELON LA DÉFINITION DE L'OCDE :

« L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (« l'investisseur direct ») afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (« l'entreprise d'investissement direct ») qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un « intérêt durable » est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct. L'investissement direct peut également permettre à l'investisseur d'accéder à l'économie de résidence de l'entreprise d'investissement direct, ce qui pourrait lui être impossible en d'autres circonstances. L'investissement direct n'a donc pas les mêmes finalités que l'investissement de portefeuille, l'investisseur de portefeuille ne cherchant généralement pas à influencer sur la gestion de l'entreprise. »

L'OCDE et le Fonds monétaire international (FMI) sont les dépositaires des définitions internationales de l'investissement direct étranger (IDE). Ils collectent des statistiques de l'investissement international. L'OCDE publie des rapports sur les tendances et l'évolution récente de l'IDE en s'appuyant sur ces statistiques.

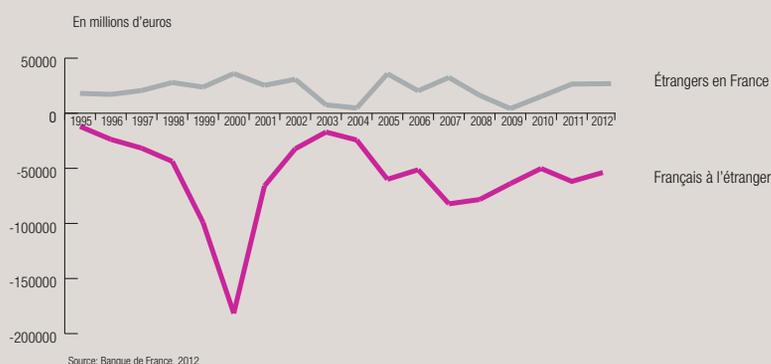
Données sur les fusions-acquisitions internationales

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. : Thomson Financial), elles permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

Données sur la présence étrangère en France

L'Insee établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère.

LES FLUX CROISÉS D'IDE ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ÉTRANGERS



Le dispositif ESANE combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéficiaires que font les entreprises à l'administration fiscale, et des données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire les statistiques structurelles d'entreprises.

Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

UNE COOPÉRATION ÉTROITE AVEC LES PARTENAIRES TERRITORIAUX

UN PARTENARIAT FORT ENTRE TOUS LES ACTEURS DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

L'AFII forme, avec les agences territoriales de développement économique, un réseau dédié à l'accueil des entreprises étrangères en France. Cette coopération se traduit notamment par :

- l'existence d'une procédure de partage de l'information sur les projets d'investissement étranger (Cospe, Comité d'orientation et de suivi des projets étrangers) ;
- une concertation pour la définition des stratégies et des programmes de prospection à l'étranger, incluant la définition des segments prioritaires de prospection ;
- des actions de co-prospection à l'étranger ;
- la mutualisation de certains moyens d'analyse et de veille économique ;
- un renforcement des modules de formation partagée.

L'AFII a contractualisé, au travers de conventions de coopération pluriannuelles, ses relations de partenariat avec les conseils régionaux ou leurs agences régionales de développement économique. Les partenaires régionaux participent à la réalisation du Bilan annuel des investissements internationaux. Les informations qui constituent le Bilan annuel font l'objet d'un travail de collecte, doublé d'une vérification menée conjointement en fin d'année.

L'outil de coordination du réseau : le comité de suivi des projets étrangers (Cospe)

Trait d'union entre l'AFII et l'ensemble des correspondants régionaux, le Cospe diffuse l'information collectée à l'étranger par l'AFII sur les projets d'investissement vers les partenaires régionaux. Les territoires sont en mesure de proposer une offre, lorsqu'un projet détecté peut s'insérer dans le tissu local. Le Cospe étudie la liste des nouveaux projets et diffuse chaque semaine une synthèse des projets aux régions éligibles.

Des entreprises partenaires

Le « Club AFII » rassemble des entreprises qui participent, dans leur domaine de compétence, à l'accompagnement des investisseurs étrangers qui s'implantent en France. Il s'agit de sociétés de conseil, banques et assurances, sociétés d'ingénierie et bureaux d'étude, aménageurs et promoteurs immobiliers, sociétés de reconversion, cabinets de recrutement et de ressources humaines, prestataires de services externalisés. Ces partenaires sont associés, à l'étranger comme en France, aux événements et opérations de promotion organisés par l'AFII.

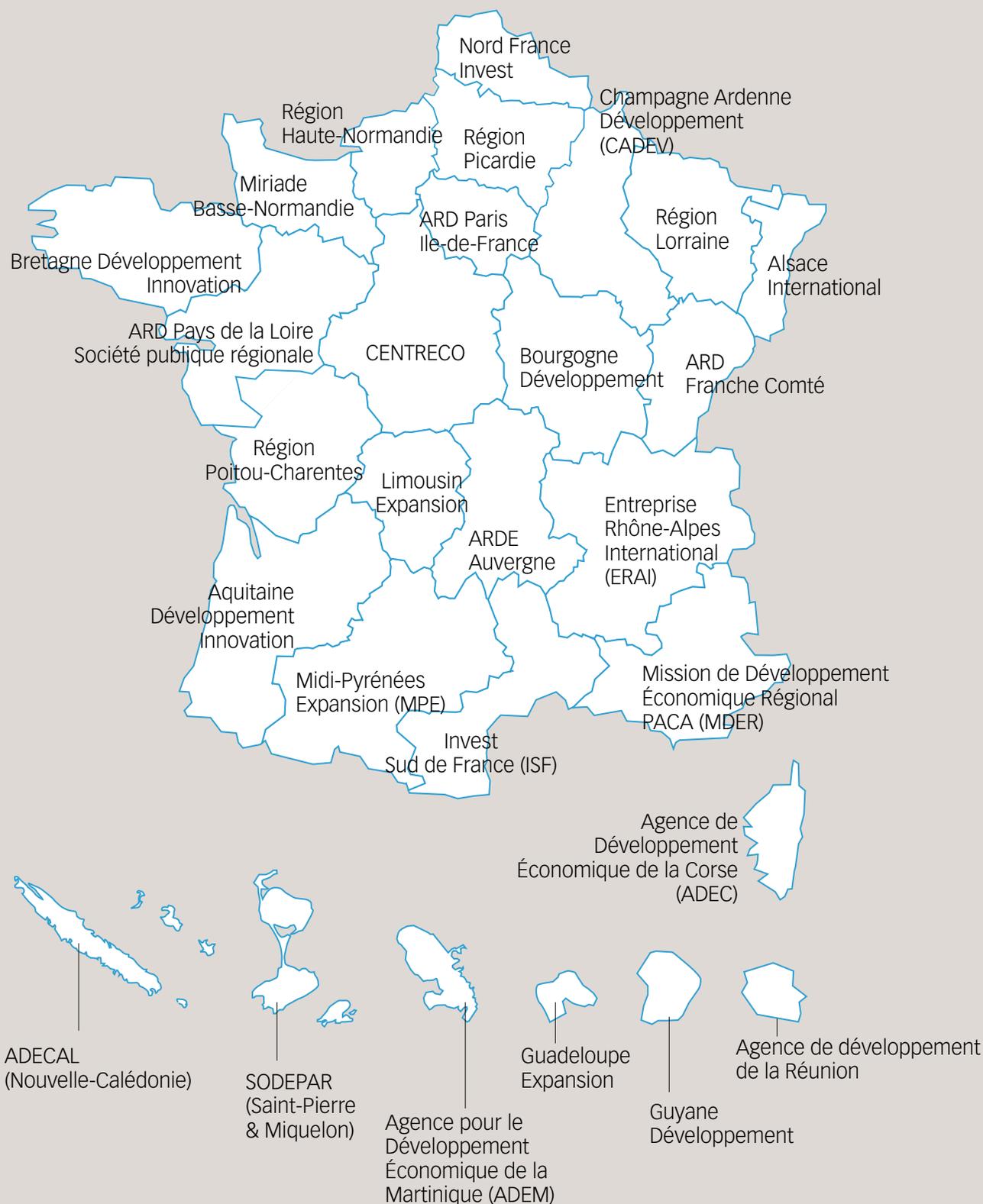
Des partenaires institutionnels

Plusieurs administrations d'État, au premier rang desquelles la Direction générale du Trésor, le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, ainsi que les ambassades françaises à l'étranger sont impliqués dans la politique d'attraction des investissements étrangers.

L'AFII s'est engagée dans une coopération avec ses homologues internationaux : participation aux activités du WAIPA (World Association of Investment Promotion Agencies) ; conventions signées avec les agences Apex (Brésil, 2009), Cipa (Chine, 2010) et Invest India (Inde, 2010). Des coopérations ont été nouées par l'AFII avec Paris Europlace, l'Uccife, le CNCCEF, Atout-France.

Pour favoriser le développement de synergies avec Ubifrance – l'Agence française pour le développement international des entreprises –, l'AFII a signé avec cette agence un contrat annuel prévoyant, notamment, la diffusion de communiqués, ainsi que l'échange de données et l'organisation de voyages de presse sectorielle et professionnelle.

PARTENAIRES RÉGIONAUX DE L'AFII



LE RÉSEAU AFII



EUROPE

AFII FRANCE

• Paris

Serge Boscher, Directeur général
71-77 boulevard Saint-Jacques
75680 Paris Cedex 14
Tél: + 33 1 44 87 17 17
info@investinfrance.org
www.investinfrance.org

AFII ALLEMAGNE, AUTRICHE,
SUISSE

• Dusseldorf

Didier Boulogne, Directeur
Französische Botschaft
Martin Luther Platz 26
D-40212 Düsseldorf
Tél: +49 (0) 211 54 22 67 0
didier.boulogne@investinfrance.org

AFII BELGIQUE, LUXEMBOURG

• Bruxelles

Frédérique Lefevre, Directrice
475, avenue Louise
B-1050 Bruxelles
Tél: +32 2 646 59 40
frederique.lefevre@investinfrance.org

AFII PAYS-BAS

• Amsterdam

Frédérique Lefevre, Directrice
French Embassy
Stadionweg 137
1077 SL Amsterdam
Tél: +31 (0)20 662 20 39
frederique.lefevre@investinfrance.org

AFII ESPAGNE, PORTUGAL

• Madrid

Géraldine Filippi, Directrice
Embajada de Francia
Marqués de la Ensenada, 10
4ª Planta
E-28004 Madrid
Tél: +34 91 83 77 850
geraldine.filippi@investinfrance.org

AFII ROYAUME-UNI, IRLANDE

• Londres

Caroline Laporte, Directrice
Haymarket House
28/29 Haymarket
London SW1Y 4RX
Tél: +44 (0) 20 7024 3672
caroline.laporte@investinfrance.org

AFII ITALIE

• Milan

Hervé Pottier, Directeur
Ambasciata di Francia
Via Cusani, 10
I-20121 Milano
Tél: +39 02 72 02 25 43
herve.pottier@investinfrance.org

AFII PAYS NORDIQUES

• Stockholm

Gilles Debuire, Directeur
French Embassy
Kungsgatan 58
S-11122 Stockholm
Tél: +46 8 545 850 40
gilles.debuire@investinfrance.org

ASIE

AFII CHINE, HONG KONG,
TAIWAN

Pascal Gondrand, Directeur

Pékin

Pascal Gondrand, Directeur
French Embassy
1606, N°60, Tianzelu Liangmaqiao, 3rd
Embassy District, Chaoyang District
Beijing 100600
Tel : +86 (10) 8531 2344
pascal.gondrand@investinfrance.org

• Shanghai

Sébastien Carbon, Directeur
Suite 202 - Hai Tong Securities Building
689, Guang Dong Lu
Shanghai
Tél: +86 (21) 6135 2040
sebastien.carbon@investinfrance.org

• Hong Kong et Taiwan

Elias Rock, Directeur
Consulat général de France
à Hong Kong et Macao
25/F, Admiralty Centre, Tower II
18 Harcourt Road, Hong Kong
Tél: + (852) 3752 9170
elias.rock@investinfrance.org

AFII COREE DU SUD

• Séoul

Pascale Buch, Directeur
Samheug Building
8th Fl 705-9 Yeoksam-Dong
Kangnam-Ku
135 - 711 Seoul
Tél: +822 564 0419
pascale.buch@dgtrésor.gouv.fr

AFII INDE

• New Delhi

Dominique Frachon, Directeur
2/50 E Shantipath Chanakyapuri
110 021 New Delhi
Tél: +91 11 2419 6300
dominique.frachon@investinfrance.org

AFII JAPON

• Tokyo

Christophe Grignon, Directeur
4-11-44 Minami-Azabu
Minato-ku
Tokyo 106-8514
Tél: +81 3 5798 6140
christophe.grignon@investinfrance.org

AFII SINGAPOUR

• Singapour

Hubert Testard, Directeur
Ambassade de France
101-103 Cluny Park Road
259595 Singapore
Tél: +65 68 80 78 78
hubert.testard@dgtrésor.gouv.fr

AFII RUSSIE

• Moscou

Daniel Maitre, Directeur
Jérôme Clausen, Directeur de projet
Bolchaïa lakimanka 45
119049 Moscow
Tél: +7 (495) 937 24 00
daniel.maitre@dgtrésor.gouv.fr
jerome.clausen@investinfrance.org

AFII TURQUIE

• Ankara

Pierre Coste, Directeur
Consulat de France
B.P. n° 1
Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21,
Asansör E, n°444, Kat.6, Kavaklidere
06680 Ankara
Tél: (90 312) 428 31 75
pierre.coste@dgtrésor.gouv.fr

• Istanbul

Jean-Luc Viette, Directeur de projet
Istiklal cad. 142
Odakule 10th étage
BP 46 – 34430 Beyoglu
Istanbul
Tél: +90 212 243 10 11/13
jean-luc.viette@dgtrésor.gouv.fr

MOYEN-ORIENT

AFII ÉMIRATS ARABES UNIS

• Dubaï

Jacques de Lajugie, Directeur
Embassy of France in the UAE
Al Habtoor Business Tower, 24th floor,
Marina
Po Box 3314 – Dubaï
Tel : +971 (0) 4 408 49 52
jacques.delajugie@dgtrésor.gouv.fr

AFII ISRAËL

• Tel Aviv

Pierre Mourlevat, Directeur
7 Havakuk HaNavi
63505 Tel Aviv
Tél: +972 (0) 3 546 65 35
pierre.mourlevat@dgtrésor.gouv.fr

AMÉRIQUE
DU NORD

Philippe Yvergniaux, Directeur

AFII ÉTATS-UNIS

• New York

Philippe Parfait, Directeur
1700 Broadway
Suite 3000
NY 10019
Tel: +1 (212) 757 93 40
philippe.parfait@investinfrance.org

• Chicago

Michel Gilbert, Directeur
French Embassy
205 North Michigan Avenue
Suite 3750
Chicago, IL 60601
Tel: +1 312 628 1054
michel.gilbert@investinfrance.org

• San Francisco

Stéphane Lecoq, Directeur
88 Kearny Street
Suite 700
San Francisco, CA 94108
Tel: +1 415 781 0986
stephane.lecoq@investinfrance.org

AFII CANADA

• Toronto

Jean-Pierre Novak, Directeur
154 University St., suite 400
Toronto ON M5H 3Y9
Tel: +1 416 977 12 57
jean-pierre.novak@investinfrance.org

AMÉRIQUE
DU SUD

AFII BRÉSIL

• Brasília

Antoine Chéry, Directeur
S.E.S. Avenida das Nações
Lote 04 - Quadra 801
70404-900 Brasília DF
Tél: +55 61 312 92 47
antoine.chery@dgtrésor.gouv.fr
François Removille, Directeur de projet
Av. Paulista, 1842
Torre Norte, 14º Andar
01310-923, São Paulo – SP
Tél: (55 11) 33 71 54 00
francois.removille@investinfrance.org

CORRESPONDANTS
AFII

AFRIQUE DU SUD

Inanda Greens Business Park
Augusta House
54 Wierda Road West
Wierda Valley
Sandton
2196 Johannesburg
Tel: +27 11 303 71 50
dominique.lebastard@dgtrésor.gouv.fr

AUSTRALIE

6 Perth Avenue
ACT 2600 Canberra Yarralumla
Tel: +61 (0)2 6216 0115
agnes.espagne@dgtrésor.gouv.fr

MEXIQUE

La Fontaine 32
Col. Polanco
11560
Mexico - D.F.
Tel: (00 52) (55) 91 71 98 89
emilio.piriz@dgtrésor.gouv.fr

L'AFII remercie l'ensemble de ses partenaires et, plus particulièrement, ses partenaires régionaux.

Directeur de la publication : Serge Boscher, Directeur général. Rédactrice en chef : Sylvie Montout, économiste senior.

Coordinatrices du recensement des données : Yasmine Galloul, chargée d'analyses économiques, Nathalie Issa, économiste.

Coordination éditoriale : Alexandra Chabut, Pôle Communication

Conception, réalisation : **SPHÈRE**  agence@spherepublique.com – Imprimé sur papier certifié FSC – avril 2014



Rapport annuel 2013

Investissements étrangers créateurs d'emploi en France

L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) est l'agence nationale chargée de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle est l'organisme de référence sur l'attractivité et l'image économique de la France à l'étranger.

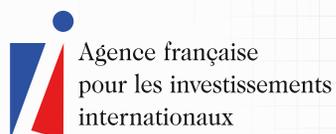
L'AFII s'appuie sur un réseau international, national et territorial.

Elle travaille en partenariat étroit avec les agences régionales de développement économique pour apporter les meilleures opportunités d'affaires et un service personnalisé aux investisseurs étrangers.

Pour plus d'informations :
www.investinfrance.org

Retrouvez l'ensemble des projets en téléchargeant les applications iPhone et Android Market.

Retrouvez-nous également sur Twitter et sur le groupe LinkedIn Invest in France Agency.



Invest in France Agency
77, boulevard Saint-Jacques
75680 Paris Cedex 14 France
info@investinfrance.org
www.investinfrance.org
Tél.: +33 1 44 87 17 17
Fax: +33 1 40 74 73 27